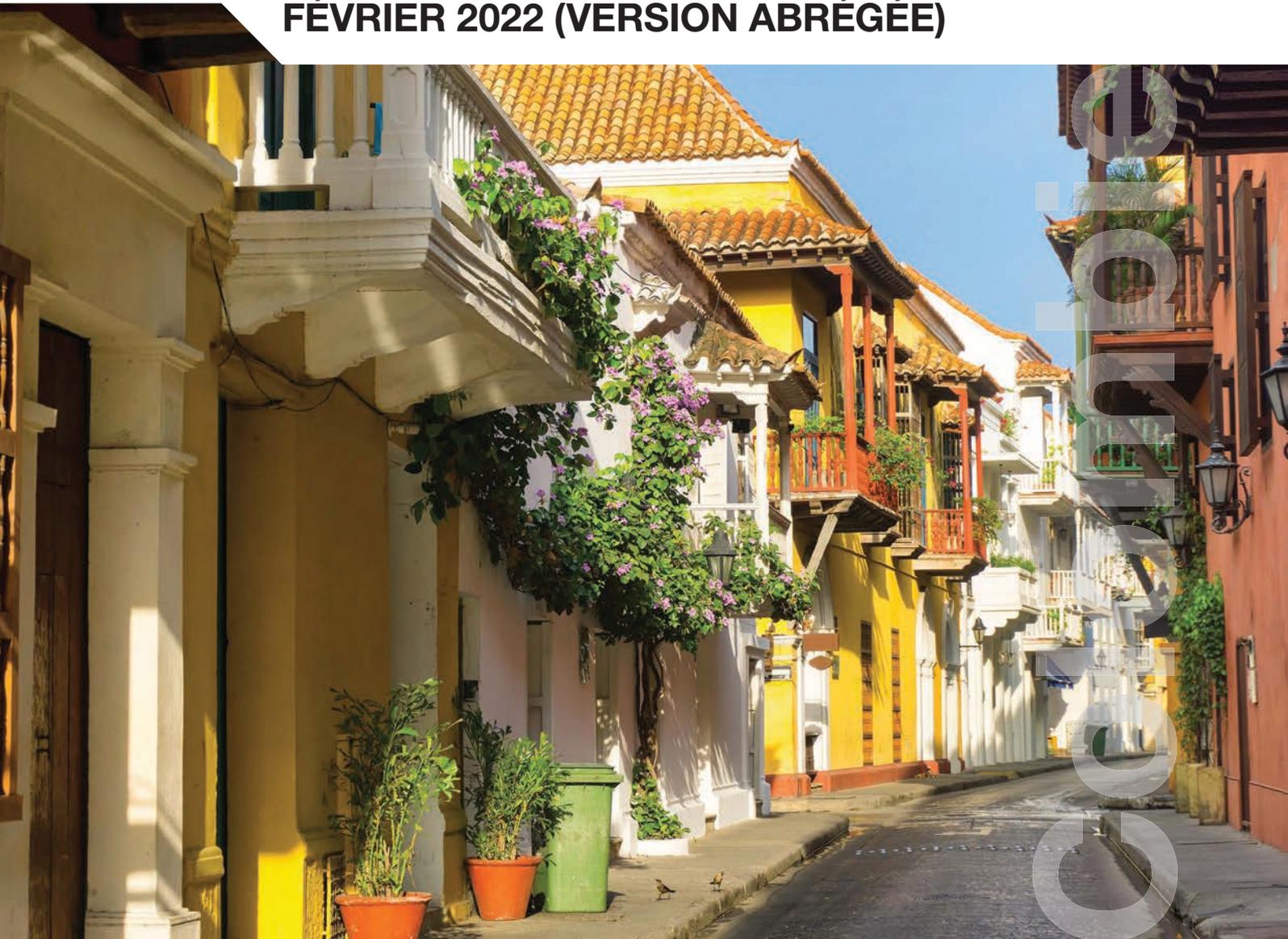




# Études économiques de l'OCDE COLOMBIE

FÉVRIER 2022 (VERSION ABRÉGÉE)





# Études économiques de l'OCDE : Colombie 2022 (version abrégée)

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

#### Note de la Turquie

Les informations figurant dans ce document qui font référence à « Chypre » concernent la partie méridionale de l'île. Il n'y a pas d'autorité unique représentant à la fois les Chypriotes turcs et grecs sur l'île. La Turquie reconnaît la République Turque de Chypre Nord (RTCN). Jusqu'à ce qu'une solution durable et équitable soit trouvée dans le cadre des Nations Unies, la Turquie maintiendra sa position sur la « question chypriote ».

Note de tous les États de l'Union européenne membres de l'OCDE et de l'Union européenne

La République de Chypre est reconnue par tous les membres des Nations Unies sauf la Turquie. Les informations figurant dans ce document concernent la zone sous le contrôle effectif du gouvernement de la République de Chypre.

#### **Merci de citer cet ouvrage comme suit :**

OCDE (2022), *Études économiques de l'OCDE : Colombie 2022 (version abrégée)*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/5e199cbf-fr>.

ISBN 978-92-64-85260-0 (pdf)

**Crédits photo :** Couverture © Jess Kraft/Shutterstock.com

Les corrigenda des publications sont disponibles sur : [www.oecd.org/fr/apropos/editionsocde/corrigendadepublicationsdelocde.htm](http://www.oecd.org/fr/apropos/editionsocde/corrigendadepublicationsdelocde.htm).

© OCDE 2022

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes : <https://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.

# Avant-propos

Cette étude est publiée sous la responsabilité du Comité d'examen des situations économiques et des problèmes de développement de l'OCDE, qui est chargé d'examiner la situation économique des pays membres.

La situation et les politiques économiques de la Colombie ont été examinées par le Comité le 6 décembre 2021. Le projet de rapport a ensuite été révisé à la lumière des discussions et a reçu l'approbation finale en tant que rapport approuvé par l'ensemble du Comité le 10 décembre 2021.

Le projet de rapport du Secrétariat a été préparé pour le Comité par Jens Matthias Arnold et Paula Garda sous la supervision d'Aida Caldera Sanchez. Une assistance à la recherche statistique a été fournie par Anne Legendre, et une assistance éditoriale par Julie Arnal. L'enquête a également bénéficié des contributions de Lucila Bonilla.

La précédente enquête sur la Colombie a été publiée en octobre 2019.

Des informations sur la dernière enquête ainsi que sur les enquêtes précédentes et de plus amples informations sur la façon dont les enquêtes sont préparées sont disponibles sur le site <https://www.oecd.org/eco/surveys/>.

# Table des matières

Avant-propos	3
Résumé	8
1 Principaux éclairages sur l'action publique	14
La pandémie a mis en lumière et aggravé des difficultés observées depuis longtemps	15
L'économie se relève de la pandémie, mais les risques sont importants	19
L'activité a vivement rebondi, mais le marché du travail reste morose	21
Les risques entourant la reprise demeurent importants	23
Les risques d'instabilité financière semblent contenus	27
Il faudrait réduire progressivement l'orientation expansionniste de la politique monétaire	29
Il faudra réformer les finances publiques pour en renforcer la viabilité et améliorer l'équité du système de prélèvements et de prestations	30
Une réforme fiscale ambitieuse est nécessaire pour remédier à des problèmes qui se posent de longue date	34
Des améliorations de l'administration de l'impôt pourraient renforcer la collecte des recettes	39
L'efficacité des dépenses publiques pourrait être améliorée	40
Renforcer le cadre budgétaire	41
Favoriser une reprise inclusive	43
Des réformes ambitieuses sont nécessaires pour remédier à des problèmes sociaux qui se posent de longue date	44
Répondre à des enjeux cruciaux en matière d'éducation	45
Renforcer la productivité, la concurrence et l'internationalisation	48
Investir davantage dans les infrastructures pourrait générer des gains de productivité	49
La faiblesse des indicateurs de concurrence pénalise l'accroissement de la productivité	50
Rendre la réglementation nationale plus propice à la concurrence	52
Renforcer la participation aux échanges et aux investissements internationaux	53
Renforcer les institutions et lutter contre la corruption	57
Favoriser une croissance verte et durable	64
Les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre sont ambitieux	64
Redoubler d'efforts pour juguler la déforestation	64
Réduire les émissions liées à l'énergie et aux transports	67
Références	72
<b>Tableaux</b>	
Tableau 1. Une reprise vigoureuse est en cours	10
Tableau 1.1. Indicateurs et prévisions macroéconomiques	22
Tableau 1.2. Facteurs de vulnérabilité potentiels majeurs à moyen terme	26
Tableau 1.3. Impact budgétaire à moyen terme de certaines recommandations	40

Tableau 1.4. Recommandations antérieures de l'OCDE concernant les politiques macroéconomiques	42
Tableau 1.5. Recommandations antérieures de l'OCDE concernant les politiques structurelles	63
Tableau 1.6. Recommandations antérieures de l'OCDE concernant la croissance verte	66
Tableau 1.7. Recommandations formulées dans le présent chapitre (principales recommandations en gras)	69

## Graphiques

Graphique 1. Le marché du travail s'est redressé	9
Graphique 2. Un ajustement budgétaire est prévu	9
Graphique 3. Peu d'individus acquittent l'impôt sur le revenu	11
Graphique 4. La mobilité intergénérationnelle est faible	11
Graphique 5. Peu de personnes ont confiance dans les pouvoirs publics	12
Graphique 1.1. La pandémie a frappé le plus durement les ménages à faibles revenus	15
Graphique 1.2. La croissance tendancielle a ralenti	16
Graphique 1.3. Le potentiel de croissance de l'économie diminuera au fur et mesure que le dividende démographique s'estompera	17
Graphique 1.4. Les prestations sociales ne soutiennent pas ceux qui en ont le plus besoin	17
Graphique 1.5. Selon des estimations, des réformes structurelles ambitieuses permettraient d'accroître sensiblement les revenus	18
Graphique 1.6. Les contaminations au virus du COVID-19 ont connu des niveaux record et la vaccination progresse	20
Graphique 1.7. Les indicateurs à court terme ont été volatils et l'inflation s'est orientée à la hausse dernièrement	21
Graphique 1.8. Le marché du travail se redresse progressivement	22
Graphique 1.9. Principaux marchés d'exportation	23
Graphique 1.10. L'instabilité mondiale a pesé sur les comptes extérieurs	24
Graphique 1.11. La dette extérieure a augmenté, mais les réserves de change sont modestes	25
Graphique 1.12. La Colombie a résisté aux turbulences financières, mais les indices de perception des risques sont en hausse	26
Graphique 1.13. Les indicateurs de stabilité financière se sont dégradés de façon marginale pendant la pandémie	28
Graphique 1.14. Les autorités monétaires ont réagi de manière énergique et anticipé l'évolution de l'inflation	30
Graphique 1.15. La réaction budgétaire de la Colombie à la crise liée au COVID-19 a été substantielle	31
Graphique 1.16. L'ajustement budgétaire prévu est axé sur la maîtrise des dépenses	32
Graphique 1.17. La dette publique a vivement augmenté	33
Graphique 1.18. Les recettes du secteur public colombien sont faibles en termes de comparaison internationale	34
Graphique 1.19. La structure fiscale de la Colombie est éloignée de la moyenne de l'OCDE	35
Graphique 1.20. La composition des recettes et des dépenses publiques est restée stable	35
Graphique 1.21. Peu d'individus seulement acquittent l'impôt sur le revenu des personnes physiques	37
Graphique 1.22. Le taux d'imposition des sociétés est élevé	38
Graphique 1.23. Les exonérations et les taux spécifiques réduisent les recettes de TVA	39
Graphique 1.24. La nouvelle règle budgétaire lie le déficit primaire au niveau de la dette	42
Graphique 1.25. Les inégalités et l'emploi informel sont élevés	43
Graphique 1.26. La Colombie accuse un retard dans les résultats scolaires des élèves	46
Graphique 1.27. La mobilité sociale intergénérationnelle est l'une des plus faibles parmi les pays membres de l'OCDE	47
Graphique 1.28. La productivité est inférieure à celle des pays comparables de la région et n'a pas contribué à la croissance du PIB	48
Graphique 1.29. Les infrastructures présentent encore des lacunes importantes dans certains secteurs	49
Graphique 1.30. La concurrence est relativement faible	50
Graphique 1.31. Les écarts de taux des intermédiaires financiers sont importants par rapport aux autres pays de la région	51
Graphique 1.32. La réglementation intérieure nuit à la concurrence	53
Graphique 1.33. La Colombie participe peu aux échanges internationaux	54
Graphique 1.34. Malgré une tendance générale à la baisse, la fréquence des crêtes tarifaires a progressé	55
Graphique 1.35. Indicateurs de corruption	58
Graphique 1.36. Le lobbying et les groupes d'intérêts entravent le jeu de la concurrence	59
Graphique 1.37. La confiance de la population dans les pouvoirs publics a diminué au fil du temps	62

Graphique 1.38. Les émissions de GES ont cessé de diminuer	64
Graphique 1.39. La déforestation a augmenté et l'Amazonie est la région la plus touchée	65
Graphique 1.40. La consommation de combustibles fossiles a fortement progressé	67
Graphique 1.41. La production d'électricité est principalement d'origine renouvelable	68

## Encadré

Encadré 1.1. Mesures prises par les autorités face à la pandémie de COVID-19	20
--	----

### Suivez les publications de l'OCDE sur :



[http://twitter.com/OECD\\_Pubs](http://twitter.com/OECD_Pubs)



<http://www.facebook.com/OECDPublications>



<http://www.linkedin.com/groups/OECD-Publications-4645871>



<http://www.youtube.com/oecdilibrary>



<http://www.oecd.org/oecddirect/>

### Ce livre contient des...

**StatLinks** 

Accédez aux fichiers Excel® à partir des livres imprimés !

En bas des tableaux ou graphiques de cet ouvrage, vous trouverez des StatLinks. Pour télécharger le fichier Excel® correspondant, il vous suffit de retranscrire dans votre navigateur internet le lien commençant par : <http://dx.doi.org>, ou de cliquer sur le lien depuis la version PDF de l'ouvrage.

## Statistiques de base de la Colombie, 2019<sup>1</sup>

(Les chiffres entre parenthèses indiquent la moyenne de l'OCDE)<sup>2</sup>

<b>PAYS, POPULATION ET CYCLE ÉLECTORAL</b>				
Population (millions)	50.3		Densité de population par km <sup>2</sup>	45.4 (38.4)
Moins de 15 ans (%)	22.6	(17.9)	Espérance de vie à la naissance (années)	77.3 (80.2)
Plus de 65 ans (%)	8.8	(17.1)	Hommes	74.5 (77.6)
Stock de migrations internationales (% de la population)	2.3	(13.2)	Femmes	80.0 (82.9)
Croissance moyenne des 5 dernières années (%)	1.4	(0.6)	Dernières élections législatives	juin 2018
<b>ÉCONOMIE</b>				
Produit intérieur brut (PIB)			Part dans la valeur ajoutée (%)	
A prix courants (milliards USD)	323.7		Agriculture, sylviculture et pêche	7.1 (2.6)
A prix courants (milliards COP)	1061119		Industrie y compris construction	28.8 (26.0)
Croissance réelle moyenne des 5 dernières années (%)	2.4	(2.2)	Services	64.2 (71.4)
Par habitant (milliers USD, à PPA)	15.6	(47.6)		
<b>ADMINISTRATIONS PUBLIQUES</b>				
En pourcentage du PIB				
Dépenses	31.9	(40.6)	Dette financière brute	80.0 (97.2)
Recettes	29.4	(37.6)	Dette financière nette (OCDE : 2018)	36.5 (68.2)
<b>COMPTES DES OPÉRATIONS EXTÉRIEURES</b>				
Taux de change (COP par USD)	3277.83		Principales exportations (% du total des exportations de marchandises)	
Taux de change à PPA (USD = 1)	1349.41		Combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes	54.1
En pourcentage du PIB			Produits alimentaires et animaux vivants	13.2
Exportations de biens et services	15.9	(53.6)	Produits chimiques et produits connexes, n.d.a.	7.8
Importations de biens et services	21.7	(50.4)	Principales importations (% du total des importations de marchandises)	
Solde des paiements courants	-4.6	(0.3)	Machines et matériel de transport	34.3
Position d'investissements internationaux nette	-48.8		Produits chimiques et produits connexes, n.d.a.	19.9
			Produits manufacturés	14.3
<b>MARCHÉ DU TRAVAIL, QUALIFICATIONS ET INNOVATION</b>				
Taux d'emploi (15 ans et plus, %)	60.8	(57.5)	Taux de chômage, enquête sur la population active (15 ans et plus, %)	10.5 (5.4)
Hommes	73.4	(65.6)	Chômage des jeunes (15 à 24 ans, %)	20.8 (11.8)
Femmes	48.9	(49.9)	Chômage de longue durée (1 an et plus, %)	1.1 (1.3)
Taux d'activité (15 ans et plus, %)	67.9	(60.8)	Niveau d'instruction supérieur des 25-64 ans (%)	23.8 (37.9)
Nombre moyen d'heures travaillées par an	2 172	(1 743)	Dépenses intérieures brutes de R-D (% du PIB, 2018)	0.2 (2.6)
<b>ENVIRONNEMENT</b>				
Approvisionnements totaux en énergie primaire par habitant (tep)	0.9	(3.9)	Émissions de CO <sub>2</sub> par habitant dues à la combustion d'énergie (tonnes, 2018, OCDE: 2019)	1.5 (8.3)
Énergies renouvelables (%)	22.7	(10.9)	Prélèvements d'eau par habitant (1 000 m <sup>3</sup> , 2016)	3.2
Exposition à la pollution atmosphérique (% de la population exposé à une concentration en PM <sub>2.5</sub> > 10 µg/m <sup>3</sup> )	99.3	(61.7)	Déchets municipaux par habitant (tonnes, 2018, OCDE: 2019)	0.2 (0.5)
<b>SOCIÉTÉ</b>				
Inégalité de revenus (coefficient de Gini, OCDE: dernières données disponibles)	0.513	(0.318)	Résultats scolaires (score PISA, 2018)	
Taux de pauvreté relative (% , OCDE: 2017)	11.4	(11.7)	Compréhension de l'écrit	412 (485)
Revenu disponible médian des ménages (milliers USD PPA, OCDE : 2017)	14.6	(24.2)	Mathématiques	391 (487)
Dépenses publiques et privées (% du PIB)			Sciences	413 (487)
Soins de santé	7.7	(8.8)	Part des femmes au Parlement (%)	18.7 (30.8)
Pensions (2018, OCDE: 2017)	6.2	(8.6)		
Éducation (% du RNB)	4.0	(4.4)		

<sup>1</sup> L'année est indiquée entre parenthèses si elle diffère de l'année mentionnée dans le titre du tableau.

<sup>2</sup> Lorsque l'agrégat OCDE n'existe pas dans la base de données d'origine, une moyenne simple des dernières données disponibles a été calculée si des données existent pour au moins 80 % des pays membres.

Source : Calculs fondés sur les données tirées des organisations suivantes : Agence internationale de l'énergie, Banque mondiale, Fonds monétaire international, Nations Unies, OCDE et Organisation internationale du travail.

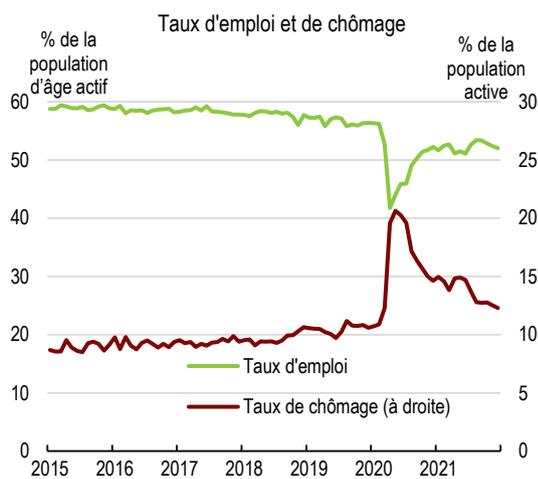
# Résumé

## L'économie s'est bien redressée

La Colombie a connu un redressement économique remarquable après la crise liée au COVID-19, l'ampleur des mesures de soutien budgétaire et monétaire ayant permis d'éviter une plus forte contraction des revenus. Grâce à de nouveaux programmes sociaux, des millions de personnes n'ont pas basculé dans la pauvreté. Les perspectives de croissance à moyen terme dépendent de la mise en œuvre de réformes visant à élargir la protection sociale et à accroître la productivité.

Au cours des dernières décennies, la Colombie a bénéficié d'une stabilité économique remarquable grâce à des politiques macroéconomiques saines. Un historique budgétaire caractérisé par une gestion prudente, étayée par une règle budgétaire récemment améliorée, un régime de ciblage de l'inflation couronné de réussite et un taux de change flexible jetteront les bases d'un rebond durable de la demande intérieure. Le taux de chômage a diminué et s'établit maintenant à 1.5 point de pourcentage au-dessus de son dernier niveau de 2019 (Graphique 1). Des problèmes structurels de fond perdurent néanmoins sur le marché du travail, notamment un taux d'emploi informel élevé. La pandémie a frappé particulièrement durement les travailleurs informels, les femmes et les jeunes, exacerbant des inégalités observées de longue date.

### Graphique 1. Le marché du travail s'est redressé

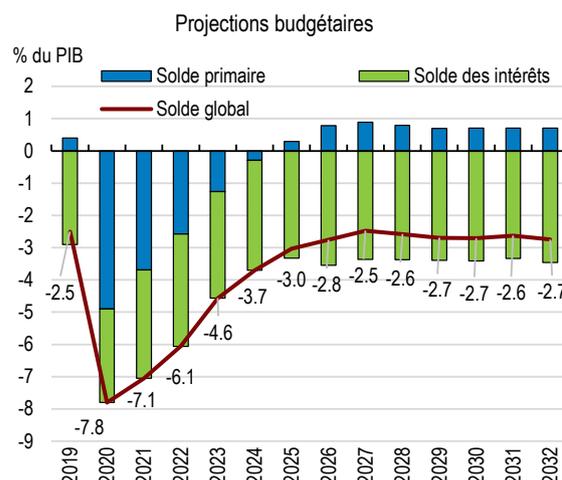


Source : Département administratif national de la statistique (DANE, Departamento Administrativo Nacional de Estadística).

StatLink <https://stat.link/3u7qg6>

Les autorités ont opportunément suspendu la règle budgétaire en 2020 et 2021, afin d'apporter un soutien budgétaire exceptionnel à l'économie et aux ménages vulnérables en particulier. La dette publique s'est accrue de 13.5 points de PIB et les coûts de financement ont augmenté. Une réforme budgétaire récente ouvrira la voie à un ajustement budgétaire progressif, mais une part de l'ajustement prévu au cours des deux prochaines années reste à mettre en œuvre (Graphique 2). Compte tenu des mesures prévues à l'heure actuelle, la dette devrait se stabiliser aux alentours de 59 % du PIB au cours des dix prochaines années, soit 8.5 point de pourcentage au-dessus de son niveau d'avant la pandémie. De ce fait, le pays disposera de marges de manœuvre budgétaires plus réduites que par le passé et d'une moindre latitude pour réagir à d'éventuels événements défavorables dans l'avenir.

### Graphique 2. Un ajustement budgétaire est prévu



Source : Calculs de l'OCDE fondés sur Min Hacienda (2021).

StatLink <https://stat.link/8dat6w>

Limitées à 20 % du PIB, les recettes fiscales sont insuffisantes pour satisfaire des revendications sociales grandissantes, tout en préservant les investissements publics que requièrent les infrastructures, l'enseignement et la santé. Cette faiblesse des rentrées d'impôt s'explique principalement par le fait que 5 % seulement des Colombiens acquittent l'impôt sur le revenu des personnes physiques (Graphique 3). En outre, l'ampleur des dépenses et de la fraude fiscales réduit les recettes dans tous les pans du

système d'imposition. La lourdeur de l'imposition des entreprises affaiblit les incitations à l'investissement, et cela sera d'autant plus le cas que le secteur des entreprises financera une part importante de l'ajustement budgétaire prévu. L'économie politique des réformes fiscales est cependant complexe, ainsi que l'illustre le vaste mouvement de contestation sociale provoqué en mai 2021 par des projets de hausse des impôts sur le revenu et sur la consommation.

**Dans les temps à venir, l'amélioration des prestations sociales va se poursuivre en 2022 et continuer de soutenir la consommation privée (Tableau 1).** Les investissements dans les infrastructures dynamisent l'investissement, tandis que la bonne tenue des cours des produits de base et l'amélioration des perspectives des principaux partenaires commerciaux de la Colombie soutiennent ses exportations. L'inflation a augmenté récemment, mais les anticipations d'inflation demeurent bien ancrées. La banque centrale devrait continuer à réduire progressivement l'orientation expansionniste de sa politique monétaire si les tensions inflationnistes s'accroissent.

**Tableau 1. Une reprise vigoureuse est en cours**

	2021	2022	2023
Produit intérieur brut (PIB)	9.5	5.5	3.1
Consommation privée	13.6	5.6	3.8
Formation brute de capital fixe	8.3	4.6	6.5
Exportations	11.5	10.9	6.9
Importations	27.7	10.6	6.0
Taux de chômage	13.7	11.8	10.7
Prix à la consommation (en fin de période)	5.6	4.6	3.3
Solde budgétaire global (% du PIB)	-7.1	-6.1	-4.2
Solde budgétaire primaire (% du PIB)	-3.7	-2.6	-1.2
Dette publique brute (% du PIB)	63.8	62.5	62.4

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE.

**Néanmoins, à plus longue échéance, la croissance comme l'inclusion sociale sont entravées par les carences des politiques publiques,** qui empêchent les entreprises de se développer et de gagner en productivité, tout en excluant de l'emploi formel et de la protection sociale plus de la moitié des personnes exerçant une activité rémunérée en Colombie. La croissance de la productivité est en berne depuis deux

décennies, y compris par rapport aux pays comparables de la région, et l'investissement s'essouffle. En l'absence d'améliorations sur ces deux fronts, la croissance potentielle tombera sous son niveau des dernières décennies à mesure que les effets favorables des cours des produits de base et de la démographie se dissiperont.

**Le bas niveau de la productivité s'explique en partie par la faiblesse et la diminution des pressions concurrentielles dans un certain nombre de secteurs.** La réglementation fait obstacle à l'entrée de nouveaux acteurs sur le marché, tandis que les entreprises et emplois informels créent des conditions de concurrence inéquitables tout en incitant les entreprises à rester petites. Outre ces facteurs intérieurs, les obstacles tarifaires et non tarifaires aux échanges, marqués par une forte dispersion des droits de douane et une hausse des pics tarifaires, empêchent le pays de participer davantage aux flux internationaux d'échanges et d'investissements. Les exportations restent concentrées sur un petit nombre de produits de base et de partenaires commerciaux.

### L'élargissement de la protection sociale et la réduction de l'économie informelle sont des priorités essentielles

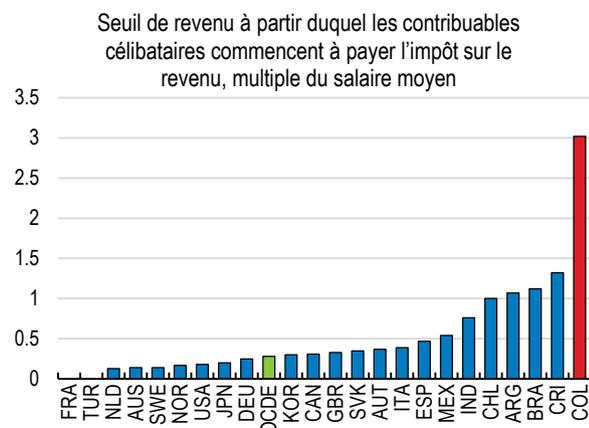
**La Colombie est un des pays d'Amérique latine où les niveaux de pauvreté, d'inégalités de revenu et d'emploi informel sont les plus élevés. Malgré la vigueur avec laquelle les autorités ont réagi à la crise, les prestations sociales ne contribuent guère à atténuer les inégalités, et la plupart des dépenses sociales – en particulier au titre des retraites – profitent à des personnes qui ne sont pas pauvres.**

**Plus de 60 % des travailleurs exercent un emploi informel et n'ont pas accès aux prestations de sécurité sociale, excepté une couverture maladie.** Une des principales raisons de l'ampleur du travail informel réside dans le niveau élevé des coûts non salariaux, qui servent à financer les prestations de sécurité sociale du secteur formel et un salaire minimum généreux, proche du salaire médian. Ces dispositions alourdissent considérablement le coût des emplois

formels et engendrent un cercle vicieux qui perpétue le travail informel et l'exclusion.

**Pour mettre fin au dualisme actuel des revenus et de la qualité des emplois, le principal enjeu consiste à dissocier l'accès à la protection sociale du statut des travailleurs sur le marché de l'emploi.** Il conviendrait de faire bénéficier tous les Colombiens d'une couverture sociale universelle de base, en fusionnant les régimes parallèles de transferts monétaires, de retraite, et d'assurance maladie, et en prévoyant un ensemble de prestations plus complet pour les personnes ayant une capacité contributive plus élevée. Ces réformes supposent de transférer progressivement une part importante du financement de la protection sociale des cotisations prélevées sur les revenus du travail vers la fiscalité générale.

### Graphique 3. Peu d'individus acquittent l'impôt sur le revenu



Note : Le graphique représente le niveau de revenu à partir duquel l'impôt sur le revenu des personnes physiques s'applique, rapporté au salaire moyen.

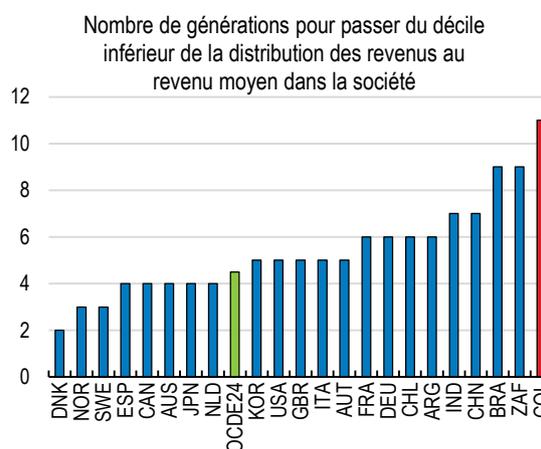
Source : OCDE, Les impôts sur les salaires 2021.

StatLink <https://stat.link/ch7slb>

**Il est également essentiel d'améliorer l'égalité des chances face à l'enseignement pour faire progresser l'activité formelle et renforcer la mobilité intergénérationnelle,** qui est particulièrement faible en Colombie (Graphique 4). Après la période de fermeture des établissements scolaires – qui a été l'une des plus longues de la région et de la zone OCDE –, les fortes inégalités face à l'enseignement observées avant la pandémie vont probablement s'accroître. Dans le cas des élèves issus de ménages vulnérables, les classes virtuelles n'ont pas été d'un grand secours

pour compenser l'absence de cours en présentiel, compte tenu des différences prononcées d'accès aux outils numériques. Le taux d'abandon scolaire précoce dans l'enseignement secondaire, qui concerne généralement surtout les élèves issus d'un milieu socioéconomique défavorisé, a enregistré une hausse en 2020 et devrait probablement augmenter encore. La petite enfance est la période de l'existence où les individus acquièrent un grand nombre des compétences élémentaires nécessaires à leur réussite scolaire ultérieure ; or, l'enseignement préscolaire n'est accessible qu'à 50 % des enfants âgés de 3 à 5 ans.

### Graphique 4. La mobilité intergénérationnelle est faible



Source : Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus.

StatLink <https://stat.link/xst64u>

### Des problèmes de gouvernance subsistent

**La Colombie a accompli récemment des progrès significatifs en matière de lutte contre la corruption, mais le niveau élevé de corruption perçue indique que le pays reste confronté à des problèmes de gouvernance considérables.** Il est essentiel d'améliorer la gouvernance pour renforcer la confiance du public dans les institutions, qui est faible en Colombie (Graphique 5).

**Contrairement à de nombreux autres pays de l'OCDE, la Colombie n'a pas de loi spécifiquement destinée à protéger les lanceurs d'alerte.** De manière générale, les

projets d'infrastructure et les marchés publics constituent des domaines à haut risque en matière de corruption. La centrale d'achats publics créée récemment est susceptible de réduire les risques de comportement illégitime, mais les achats directs représentent encore environ 70 % de l'ensemble des commandes publiques. La transparence des interactions entre groupes d'intérêts et responsables de l'action publique n'est pas encadrée par la loi.

**Les campagnes politiques sont fortement tributaires des financements privés en Colombie**, leurs possibilités de financement public étant limitées. Cette situation incite fortement les candidats à promettre d'accorder des faveurs s'ils sont élus et peut nuire à l'efficacité des dépenses.

### Le combat contre la déforestation est crucial pour la durabilité

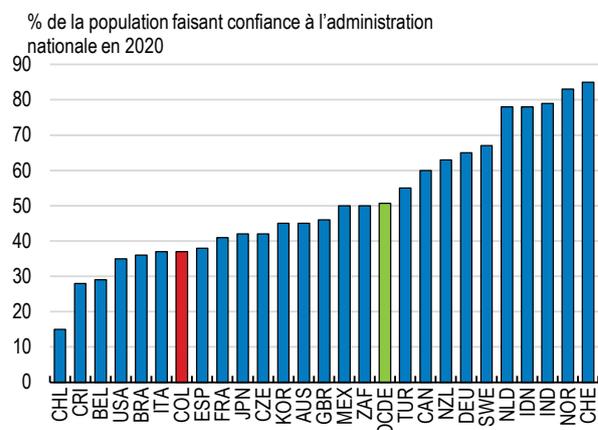
**Les émissions de gaz à effet de serre (GES) par habitant sont relativement faibles, mais elles sont orientées à la hausse depuis une décennie. La réalisation des objectifs de réduction des émissions dépendra de manière cruciale des progrès accomplis en matière de lutte contre la déforestation, cette pratique représentant une des principales sources d'émissions.**

**La Colombie s'est fixé un objectif ambitieux : ramener à zéro son taux net de déforestation d'ici à 2030** La déforestation s'est néanmoins intensifiée ces dernières années, enregistrant une augmentation de pas moins de 8 % en 2020. La mise en place d'un système de détection précoce de déforestation par satellite fait partie des efforts institutionnels remarquables déployés pour faire reculer cette pratique, mais compte tenu du caractère limité des ressources affectées à l'application des lois contre la déforestation, seule une fraction modeste des cas détectés donne lieu à des mesures.

**Un renforcement des incitations à l'utilisation de sources d'énergie non fossiles pourrait réduire les émissions.** Une taxe sur le carbone a été instaurée récemment, mais son niveau est relativement bas et elle ne couvre que 25 % des émissions intérieures. Les recettes qu'elle génère

dépassent à peine le montant des subventions aux combustibles fossiles, qui devraient être supprimées progressivement. La production d'électricité repose à 70 % sur des sources d'énergie renouvelables, ce qui fait de la Colombie un des pays pionniers dans ce domaine.

### Graphique 5. Peu de personnes ont confiance dans les pouvoirs publics



Source : Gallup World Poll.

StatLink  <https://stat.link/pvkgwtw>

## Principales conclusions et recommandations

PRINCIPALES CONCLUSIONS	PRINCIPALES RECOMMANDATIONS
<b>Ajuster les politiques macroéconomiques et réformer le système fiscal</b>	
La dette publique restera durablement supérieure à son niveau d'avant la pandémie, ce qui réduira les marges de manœuvre budgétaires dont disposent les autorités pour faire face aux chocs. Bien que l'activité ait connu un vif rebond, l'emploi reste en deçà de son niveau d'avant la pandémie.	Réduire progressivement l'orientation expansionniste de la politique budgétaire à partir de 2022 pour reconstituer des marges de manœuvre budgétaires, tout en maintenant en place les mesures exceptionnelles d'aide au revenu jusqu'à ce que le marché du travail se redresse.
Les recettes fiscales ne représentent que 20 % du PIB, ce qui est peu même par rapport aux autres pays de la région, et sont insuffisantes pour satisfaire les revendications sociales et financer les investissements publics.	Accroître les recettes d'impôt sur le revenu des personnes physiques en abaissant le seuil de revenu à partir duquel les contribuables commencent à acquitter cet impôt, en supprimant ses exonérations et en renforçant la progressivité de ses taux.
Le système fiscal ne contribue guère à réduire les fortes inégalités de revenu, dans la mesure où il accorde une place mineure à l'impôt sur le revenu des personnes physiques et repose dans une large mesure sur l'imposition des sociétés. Par ailleurs, le système d'imposition est excessivement complexe, en raison d'une multitude de régimes spéciaux et de dépenses fiscales qui se traduisent par des pertes de recettes considérables, et pénalisent la croissance et l'investissement.	Réduire les dépenses fiscales liées à l'impôt sur les sociétés, tout en réduisant la charge fiscale des entreprises et les distorsions fiscales auxquelles elles sont soumises. Réduire l'ampleur des dépenses fiscales liées à la TVA, tout en prenant des mesures de compensation en faveur des ménages à faible revenu sous forme de prestations sociales.
La corruption réduit l'efficacité des dépenses publiques, crée des conditions de concurrence inéquitables et accentue les inégalités. Contrairement à la plupart des autres pays de l'OCDE, la Colombie n'a pas de loi spécifiquement destinée à protéger les lanceurs d'alerte, et les campagnes politiques sont fortement tributaires des sources de financement privées.	Continuer de lutter contre la corruption en élaborant une loi spécifique sur la protection des lanceurs d'alerte et en établissant des limites plus strictes concernant les contributions privées aux campagnes électorales.
L'inflation a commencé à monter malgré l'ampleur des capacités inutilisées, et il est difficile de déterminer dans quelle mesure ces tensions inflationnistes seront temporaires.	Relever progressivement les taux d'intérêt si les tensions inflationnistes s'accroissent.
Les progrès sur le front de la vaccination ont été réguliers, mais la Colombie reste à la traîne d'autres pays de la région.	Accélérer le rythme des vaccinations contre le COVID-19.
<b>Favoriser une reprise plus inclusive</b>	
L'emploi informel touche 60 % des travailleurs. Cela les prive d'accès au système de sécurité sociale, tout en réduisant la productivité et les recettes fiscales.	Élaborer une stratégie globale pour favoriser la régularisation des activités informelles, fondée notamment sur une réduction des coûts de main-d'œuvre non salariaux, un renforcement de l'application des lois et une amélioration de l'administration de l'impôt.
Les lourdes formes qui pèsent sur le travail déclaré freinent la création d'emplois formels et contribuent à la persistance d'un taux d'emploi informel élevé.	Réduire les prélèvements sur les revenus du travail formel en transférant progressivement la charge du financement de la protection sociale vers la fiscalité générale.
La pandémie a mis au jour des lacunes majeures dans le système de protection sociale, en particulier parmi les travailleurs informels. Différents programmes sont très fragmentés.	Fusionner les dispositifs de transfert monétaire existants en une prestation monétaire unique pour les ménages pauvres, tout en maintenant des conditions d'admissibilité pour les familles.
La moitié de la population âgée de plus de 65 ans ne perçoit aucune pension de retraite. Les régimes de retraite contributifs sont régressifs, et à carrières professionnelles identiques, les prestations servies diffèrent selon les régimes. De plus, la couverture est particulièrement faible chez les femmes.	Créer une pension de retraite universelle de base non contributive et fusionner les régimes de retraite contributifs existants en un régime contributif obligatoire unique, qui compléterait la retraite universelle de base.
Les travailleurs formels paient des cotisations pour bénéficier du système public d'assurance maladie, tandis que les travailleurs informels ont droit gratuitement quasiment aux mêmes prestations.	Fusionner les deux systèmes publics de soins de santé en un seul, qui serait financé par les recettes fiscales générales.
Le taux de décrochage scolaire a fortement augmenté à cause de la pandémie, en particulier parmi les enfants issus d'un milieu socioéconomique défavorisé.	Apporter un soutien ciblé aux enfants ayant abandonné l'école et à ceux qui risquent de décrocher, notamment sous la forme d'une scolarisation à temps plein et de services de restauration scolaire.
<b>Renforcer la productivité et la concurrence</b>	
La Colombie a pris du retard sur les pays comparables de la région en termes de croissance de la productivité, et la concurrence est faible. La réglementation des marchés de produits et les obstacles administratifs restreignent l'arrivée de nouveaux entrants sur le marché et entravent le jeu de la concurrence.	Réduire les obstacles réglementaires intérieurs à l'entrepreneuriat et à l'arrivée de nouveaux entrants sur le marché.
La Colombie est peu ouverte au commerce international. Les barrières non tarifaires aux échanges ont fortement augmenté, tandis que des pics tarifaires élevés offrent une protection importante à certains producteurs nationaux, souvent peu productifs.	Réduire les obstacles tarifaires et non tarifaires aux échanges, en commençant par les produits qui font actuellement face aux barrières les plus élevées.
<b>Rendre la croissance plus durable et plus verte</b>	
La déforestation s'est intensifiée, et les objectifs actuels de réduction des émissions de gaz à effet de serre ne pourront être atteints sans un recul plus marqué de cette pratique.	Accroître les ressources affectées à l'application des lois contre la déforestation, afin que davantage de cas de déforestation détectée donnent lieu à des mesures.
Le caractère lacunaire du cadastre est une des causes de la déforestation, souvent pratiquée par des personnes qui espèrent obtenir ultérieurement un titre foncier.	Accélérer le développement du cadastre, en particulier dans les zones isolées.

# 1 Principaux éclairages sur l'action publique

---

L'économie de la Colombie s'est remarquablement bien rétablie de la crise liée au COVID-19, et l'ampleur des mesures de soutien budgétaire et monétaire a permis d'éviter une plus forte contraction des revenus. La solidité des cadres d'action macroéconomique ouvre la voie à un redressement continu de la demande intérieure, même s'il faudra prendre des mesures supplémentaires pour assurer la viabilité des comptes budgétaires. Cela étant, à plus longue échéance, la croissance et l'inclusion sociale sont bloquées par la faiblesse de politiques structurelles qui excluent de l'emploi formel et de la protection sociale plus de la moitié des personnes exerçant une activité rémunérée, tout en empêchant les entreprises de se développer et de gagner en productivité. Rompre avec ce cercle vicieux en adoptant des réformes ambitieuses permettrait à la Colombie de faire un bond appréciable vers le bien-être matériel.

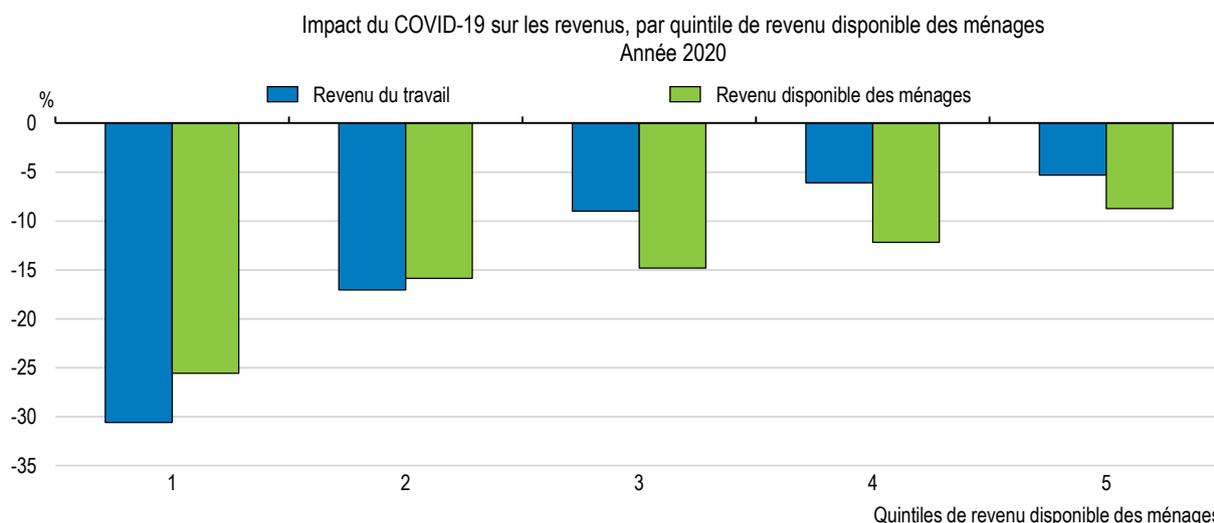
---

## La pandémie a mis en lumière et aggravé des difficultés observées depuis longtemps

La pandémie a durement frappé la Colombie et laissé de profondes cicatrices sur sa population. Le COVID-19 a fait plus de 130 000 victimes, bloqué la croissance des revenus pour plusieurs années et détruit plus de 6.2 millions d'emplois. La riposte énergique des pouvoirs publics a permis d'amortir les répercussions économiques de la pandémie grâce à l'extension des prestations sociales déjà en place et à l'adoption de nouvelles, aux subventions salariales, aux reports d'impôts et aux mesures de soutien au crédit (Encadré 1.1). Mais remédier aux séquelles plus durables de la pandémie nécessitera des réponses encore plus ambitieuses de la part des pouvoirs publics, et des réformes.

Au milieu de l'année 2020, l'économie s'était redressée en Colombie plus rapidement que dans les pays comparables de la région et avait renoué, au troisième trimestre 2021, avec ses niveaux de PIB d'avant la pandémie. Cela étant, la pandémie a aggravé de nombreux problèmes sociaux connus de longue date, notamment l'une des distributions de revenus les plus inégalitaires au monde. Les pertes d'emploi et de revenu ont touché plus souvent les ménages les plus modestes, dont les revenus du travail ont diminué d'un taux pouvant atteindre 30 % (Graphique 1.1). Quelque 3.5 millions de personnes sont tombées dans la pauvreté et de nombreuses familles, qui avaient pu en sortir au cours des années précédentes, y sont retombées. Les travailleurs du secteur informel, qui représentent plus de 60 % de la main-d'œuvre totale et n'ont pas accès à la protection sociale, à l'exception des soins de santé, ont été les premiers à perdre leurs moyens d'existence pendant la pandémie. Les femmes ont été beaucoup plus touchées proportionnellement et les écarts hommes-femmes d'emploi et de salaire, observés antérieurement, se sont de ce fait creusés.

### Graphique 1.1. La pandémie a frappé le plus durement les ménages à faibles revenus



Note : Les quintiles sont établis sur la base du revenu disponible des ménages par habitant.

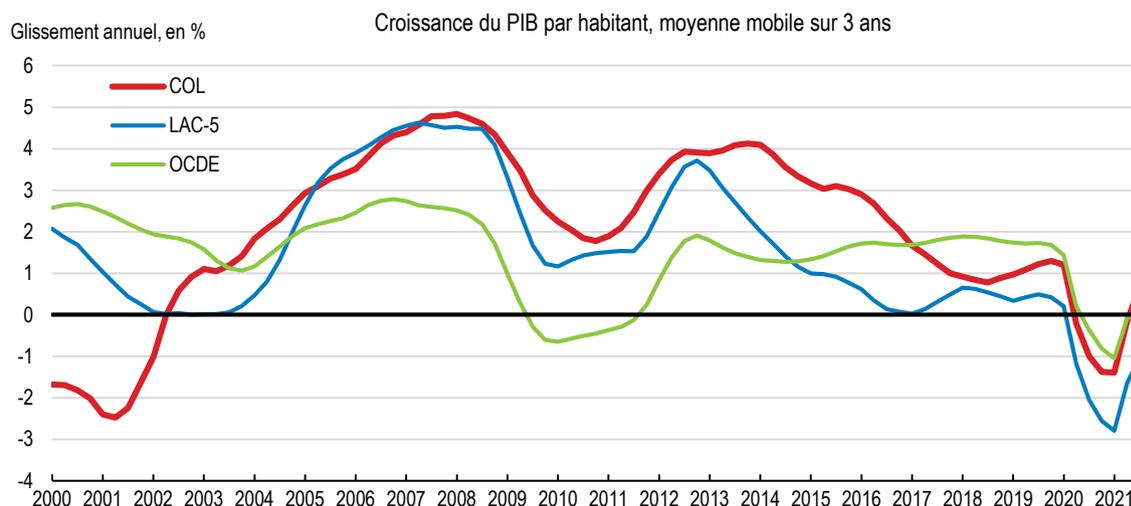
Source : Calculs de l'OCDE d'après la Grande enquête intégrée sur les ménages (GEIH, *Gran Encuesta Integrada de Hogares*) de 2019 et 2020.

StatLink  <https://stat.link/90dlz7>

Les difficultés évoquées ci-dessus sont apparues dans plusieurs domaines dans lesquels la Colombie avait auparavant beaucoup progressé. Dans une région où règne l'instabilité économique, les politiques macroéconomiques solides de la Colombie, connue pour sa gestion prudente des finances publiques à partir de règles budgétaires, le succès de sa politique de ciblage de l'inflation et son régime de change

flexible, ont été garants de la stabilité économique et ont suscité la confiance. La pauvreté a ainsi nettement reculé durant les vingt dernières années et l'accès à l'éducation s'est amélioré. Le conflit intérieur violent qui, des décennies durant, a dévasté la Colombie a été mis de côté, et les institutions ont été renforcées. La croissance économique a été robuste, soutenue jusqu'en 2008 par la demande extérieure de matières premières de Colombie, soit un tableau présentant certaines similitudes avec les évolutions observées dans d'autres économies d'Amérique latine et des Caraïbes (ALC) (Graphique 1.2).

### Graphique 1.2. La croissance tendancielle a ralenti



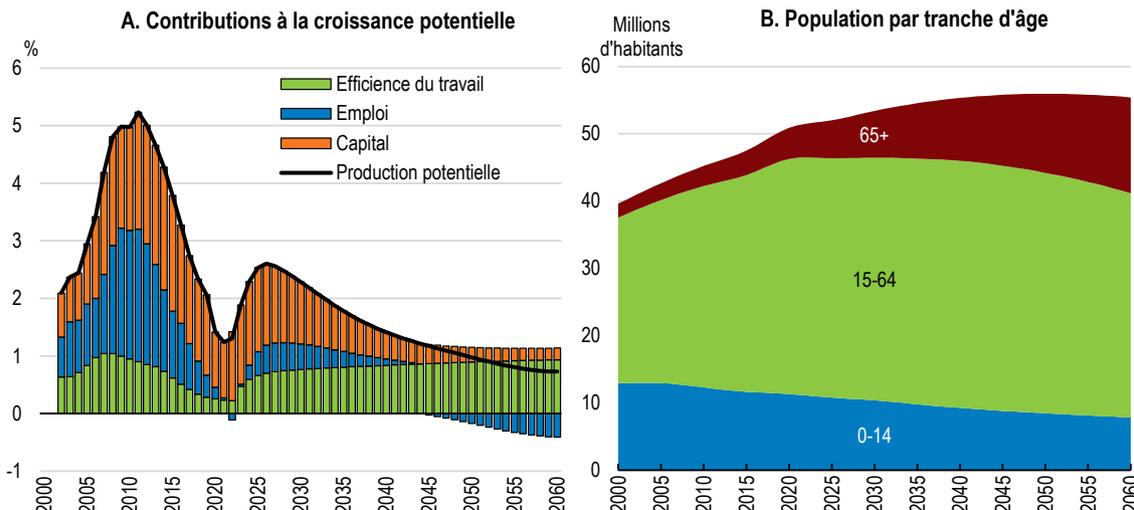
Note : L'agrégat ALC-5 désigne la moyenne simple des données relatives aux cinq pays d'Amérique latine et des Caraïbes suivants : l'Argentine, le Brésil, le Chili, le Costa Rica et le Mexique.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE.

StatLink  <https://stat.link/Oiroq>

Cependant, la croissance tendancielle était déjà en repli avant la pandémie, suggérant l'existence de freins à caractère plus structurel aux performances économiques. Une évolution démographique favorable avait permis de dynamiser l'emploi et pourrait expliquer en grande partie la croissance colombienne des vingt dernières années (Graphique 1.3). Or, la démographie et l'emploi cesseront à terme de soutenir la croissance, abstraction faite des effets positifs de l'immigration en provenance du Venezuela voisin. Dans le même temps, l'investissement comme la productivité, qui sont d'ordinaire les moteurs premiers de la croissance à long terme, sont en repli du fait d'un manque de concurrence, de la faible ouverture du pays au commerce mondial et d'une base exportatrice encore fortement tributaire des produits de base, qui peut fragiliser le pays face à des chocs sur les prix. La seule voie pour contrecarrer un ralentissement de la croissance passera par des réformes visant à accélérer les gains de productivité. Les perspectives de croissance à long terme de la Colombie dépendront largement de sa capacité à remédier aux problèmes structurels existants.

### Graphique 1.3. Le potentiel de croissance de l'économie diminuera au fur et mesure que le dividende démographique s'estompera

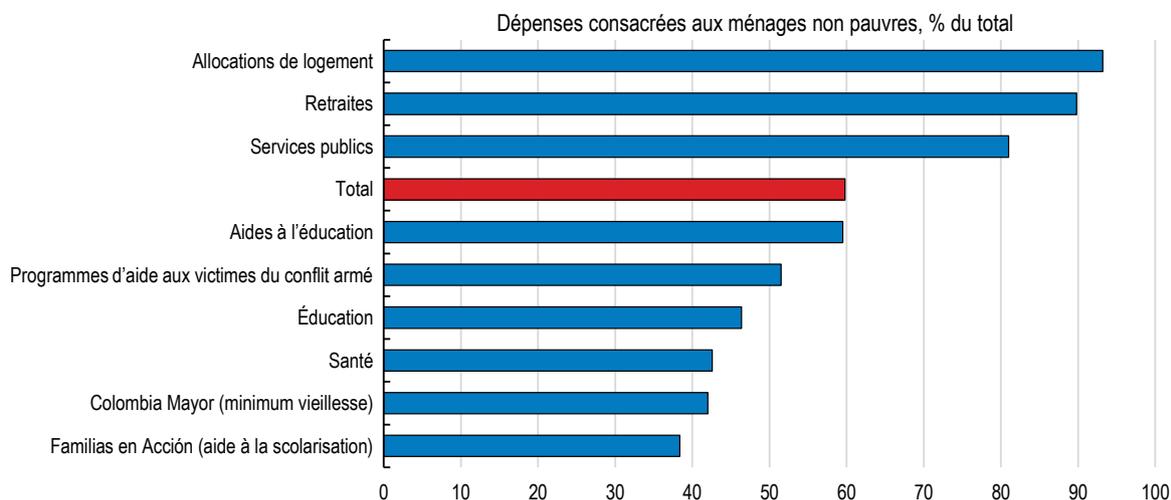


Source : Projections de croissance à long terme de l'OCDE, d'après (Guillemette et Turner, 2018<sup>[11]</sup>).

StatLink  <https://stat.link/qpxzym>

Les difficultés de la Colombie en matière de croissance et sur le plan social sont intimement mêlées. L'activité informelle empêche la main-d'œuvre de bénéficier des prestations sociales, notamment d'une pension de retraite ou de l'assurance chômage. En conséquence, les dépenses sociales ne profitent pas, pour une large part, à ceux qui en ont le plus besoin (Graphique 1.4). Pour bon nombre d'entreprises, l'activité informelle est une manière de répondre à un environnement difficile pour les entreprises, mais elle les empêche d'accéder au crédit et limite leur productivité et leur croissance. En conservant leur taille modeste et leur caractère informel, les entreprises évitent de lourds prélèvements sur le travail et des réglementations pesantes. La généralisation des obstacles à la concurrence ne fait qu'ajouter aux difficultés d'entrée sur le marché formel, cependant que les entreprises exerçant dans l'économie formelle sont exposées à la concurrence déloyale de concurrents peu performants, mais non déclarés.

### Graphique 1.4. Les prestations sociales ne soutiennent pas ceux qui en ont le plus besoin



Source : Fedesarrollo, 2021<sup>[3]</sup>, d'après l'Enquête nationale sur le budget des ménages (ENPH, *Encuesta nacional de presupuestos de los hogares*) du Département administratif national de la statistique (DANE, *Departamento Administrativo Nacional de Estadística*).

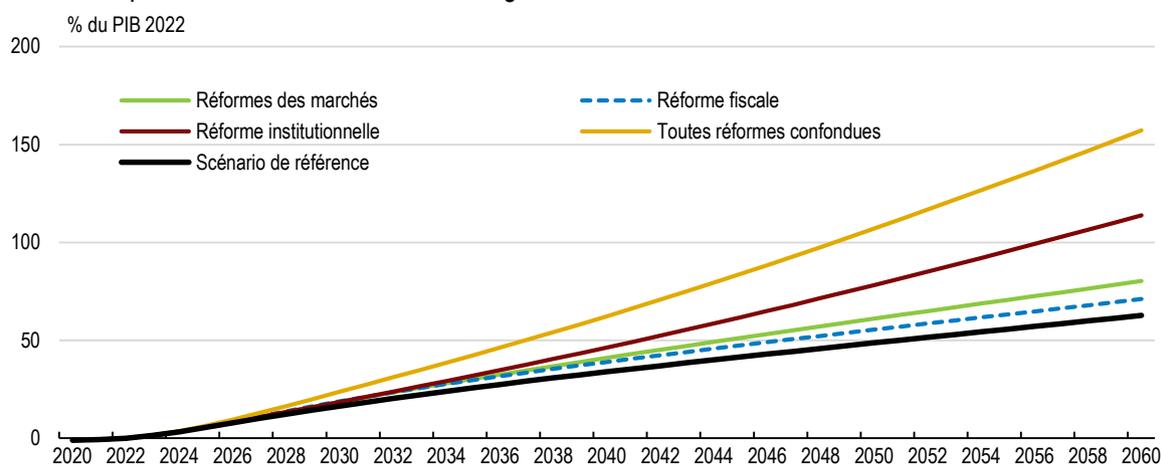
StatLink  <https://stat.link/u8y5eo>

Les difficultés de l'économie colombienne se conjuguent et empêchent d'allouer la main-d'œuvre et le capital aux entreprises et activités les plus productives, qui seraient essentielles à une croissance plus solide et à une hausse des revenus. En même temps, elles perpétuent la double nature du marché du travail et empêchent la majorité des personnes percevant un revenu d'activité de bénéficier d'une pension de vieillesse ou de l'assurance chômage, ce qui explique le niveau et la persistance des inégalités de revenu. Des réformes en profondeur et simultanées dans plusieurs domaines, plutôt que le saupoudrage de mesures des années passées, seront nécessaires pour que la Colombie libère son plein potentiel et atteigne des niveaux de prospérité plus élevés au service de tous. Les manifestations de mécontentement social qui ont eu lieu dans tout le pays en 2021 ont montré que les Colombiens aspirent à se voir offrir de meilleures chances économiques.

Des réformes seraient largement payantes, ainsi qu'il ressort de simulations effectuées à partir du modèle de croissance à long terme de l'OCDE (Guillemette et Turner, 2018<sup>[1]</sup>). Un train de mesures ambitieuses, qui permettraient d'améliorer la réglementation nationale et la concurrence, de réduire les obstacles au commerce extérieur, de réformer la fiscalité et de renforcer les institutions, dans l'esprit des politiques poursuivies actuellement au Chili, aurait pour effet d'augmenter le PIB par habitant de 24 points de pourcentage supplémentaires en l'espace de 15 ans, soit 1.6 point de croissance supplémentaire par an (Graphique 1.5). Bien qu'entachées d'une grande incertitude, ces simulations concluent à des effets de grande ampleur puisque la Colombie pourrait alors approcher, en l'espace de 15 ans, les niveaux de PIB par habitant dont profitent actuellement des pays comme le Costa Rica, l'Argentine et l'Uruguay. En revanche, en l'absence de l'impulsion donnée par des réformes, les évolutions démographiques ramèneraient la croissance potentielle de l'économie à 1.6 % sur 15 ans, et à 0.9 % sur 30 ans. Ces chiffres sont nettement inférieurs à la croissance moyenne du PIB de 3.8 %, observée entre 2000 et 2019.

### Graphique 1.5. Selon des estimations, des réformes structurelles ambitieuses permettraient d'accroître sensiblement les revenus

Simulations d'après le modèle de croissance à long terme de l'OCDE



Note : Le scénario de référence décrit l'augmentation du PIB potentiel par habitant de la Colombie en fonction des estimations actuelles de croissance potentielle, abstraction faite d'éventuels effets de réformes. Le scénario « réformes des marchés » suppose une amélioration de la réglementation des marchés de produits (RMP), telle que mesurée par l'indicateur RMP de l'OCDE, pour porter celui-ci au même niveau qu'au Chili, tout en alignant par ailleurs les obstacles tarifaires et l'ouverture du compte de capital sur les pratiques en vigueur aujourd'hui dans ce pays. Étant donné que les obstacles non tarifaires ne sont pas pris en compte dans aucun des indicateurs du modèle, la simulation a toutes les chances de n'aboutir qu'à une fourchette basse des effets estimés d'une réduction d'ensemble des obstacles aux échanges en Colombie. Le scénario « réforme fiscale » aligne l'imposition des entreprises sur la moyenne de l'OCDE et le coin fiscal sur le travail sur le niveau mesuré au Chili, en finançant ces mesures par un élargissement des bases d'imposition. Enfin, le scénario « réforme institutionnelle » est celui d'un rapprochement graduel de l'indice de l'État de droit (Kaufmann, Kraay et Mastruzzi, 2015<sup>[2]</sup>) de la moyenne actuelle de l'OCDE à l'horizon 2060. Source : Calculs de l'OCDE à partir du modèle de croissance à long terme de l'OCDE (Guillemette et Turner, 2018<sup>[1]</sup>).

Des réformes porteuses de croissance pourraient être déployées dans plusieurs domaines de l'action publique. Le renforcement des institutions, en luttant contre la corruption et en améliorant la gouvernance économique et l'État de droit, serait une piste possible. Ces mesures pourraient être complétées par des réformes des marchés visant à introduire plus de concurrence et à améliorer l'allocation des ressources, notamment au moyen d'une réglementation plus favorable à la concurrence sur les marchés de produits et d'une levée des obstacles aux échanges internationaux. Enfin, une réforme des prélèvements fiscaux et sociaux pourrait alléger l'imposition qui pèse sur les revenus du travail et réduire une fiscalité des entreprises génératrice de distorsions, en combinant cette réforme à un élargissement notable des bases d'imposition de l'impôt sur le revenu et des taxes sur la consommation.

Il ne sera pas aisé de faire émerger le consensus politique nécessaire à la poursuite des réformes et une approche graduelle s'imposera peut-être. Des mouvements sociaux d'envergure nationale ont paralysé une grande partie du pays en mai 2021, après qu'une proposition de réforme fiscale ait déclenché une forte vague de mécontentement sur fond de pandémie et de forte récession. Alors que la réforme aurait concentré la ponction fiscale supplémentaire sur les ménages relativement plus aisés et aurait permis de financer un renforcement du régime de prestations sociales au profit des ménages modestes, elle a été perçue à tort comme affectant les familles de la classe moyenne. Le débat politique est d'une importance cruciale pour forger un consensus autour d'un programme de réforme et il est primordial que ce débat soit éclairé par des faits et des preuves, notamment sur l'incidence économique des mesures envisagées sur différentes catégories de revenu. La série de recommandations formulées dans cette *Étude* n'entraînerait aucune charge financière supplémentaire sur les ménages de la moitié inférieure de la distribution des revenus ; elle aurait plutôt pour effet de consolider leur revenu et d'améliorer leur accès aux prestations de protection sociale.

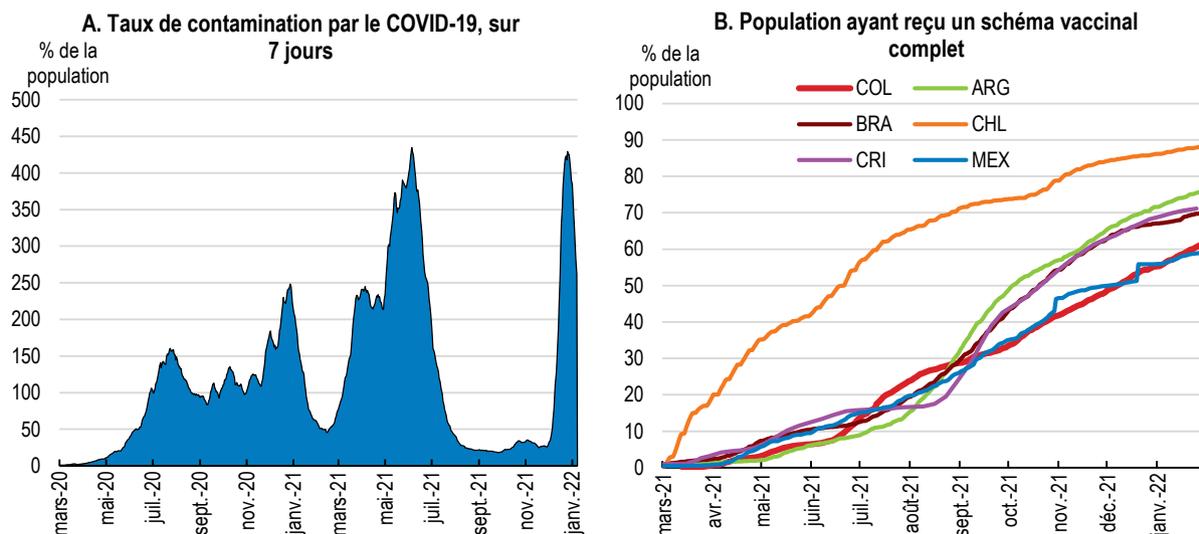
Dans ce contexte, les principaux messages de la présente *Étude* sont les suivants :

- La viabilité des finances publiques et la protection des groupes vulnérables non couverts par les assurances sociales passeront à la fois par une redynamisation de la croissance de la productivité et par la mobilisation de recettes fiscales supplémentaires, notamment grâce à l'élargissement de bases d'imposition étroites.
- Le soutien des groupes vulnérables et la réduction des inégalités requerront de modifier en profondeur le régime des prestations de sécurité sociale et leur financement pour inciter plus fortement à la création d'emplois formels.
- La poursuite de la lutte contre la corruption nécessitera d'apporter des changements dans les domaines des marchés publics, de la protection des lanceurs d'alerte et du financement des partis politiques.
- Enfin, l'accroissement de la productivité pour dynamiser la croissance tout au long de la phase de reprise et à plus longue échéance dépendra d'une réglementation plus propice à la concurrence, d'une fiscalité plus équitable et de la levée des obstacles aux échanges.

## L'économie se relève de la pandémie, mais les risques sont importants

La pandémie de COVID-19 a prélevé un lourd tribut sur l'activité économique au deuxième trimestre de 2020. Le PIB s'est contracté de plus de 6.8 % en 2020, soit un plongeon plus profond qu'en moyenne dans la région et inédit dans l'histoire économique de la Colombie. Des mesures de confinement et de distanciation sociale ont été déployées à plusieurs reprises depuis mars 2020. Quatre vagues de propagation du virus ont abouti à des pics temporaires de contaminations en août 2020, janvier 2021, juin 2021 et janvier 2022 (Graphique 1.6). La vaccination a affiché des progrès constants, mais elle accuse un retard par rapport aux autres pays de la région et devrait monter en régime.

## Graphique 1.6. Les contaminations au virus du COVID-19 ont connu des niveaux record et la vaccination progresse



Source : Center for Systems Science and Engineering de l'Université Johns Hopkins ; base de données Our World in Data.

StatLink  <https://stat.link/vw5093>

Les autorités ont mis en place un large éventail de mesures d'urgence visant à atténuer les retombées économiques de la pandémie. Les mesures prises ont eu pour but d'empêcher les groupes les plus vulnérables de tomber dans la pauvreté, de soutenir les entreprises et de fournir des liquidités suffisantes à l'économie (Encadré 1.1). Ces mesures ont aidé à préserver les emplois, les entreprises et les capitaux. Selon des estimations du FMI, la récession de 2020 aurait été plus forte d'environ 1.5 point de pourcentage en l'absence de ce soutien des pouvoirs publics (IMF, 2021<sup>[3]</sup>). De la même manière, la pauvreté et les inégalités auraient pu progresser deux fois plus vite sans ce soutien exceptionnel (UNDP, 2021<sup>[4]</sup>).

### Encadré 1.1. Mesures prises par les autorités face à la pandémie de COVID-19

La riposte à la pandémie incluait une suspension temporaire de la règle budgétaire pour 2020 et 2021 pour permettre une relance budgétaire égale à 4.1 % du PIB en 2020 et 2021. Bon nombre des principales mesures prises ressemblent à celles décidées dans de nombreux pays de l'OCDE (OECD, 2021<sup>[5]</sup>) :

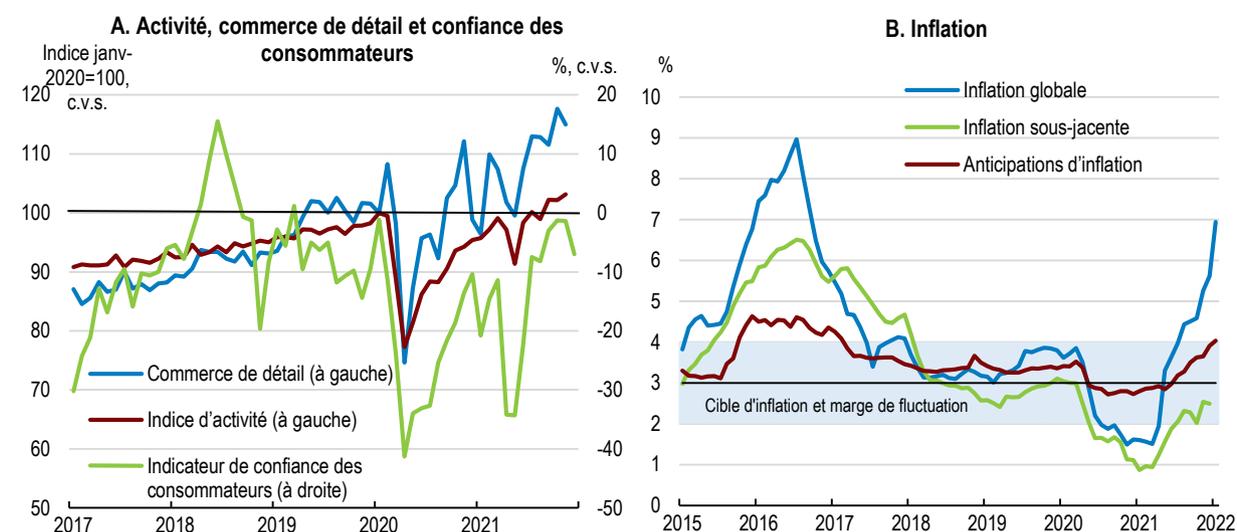
- Des mesures de soutien des revenus ont ainsi été adoptées en faveur des plus modestes, en particulier ceux qui travaillent dans le secteur informel. Outre l'extension des transferts monétaires existants, une nouvelle prestation non conditionnelle (*Ingreso Solidario*) a été instituée en faveur des ménages modestes, spécialement à destination des travailleurs informels ne relevant pas d'autres régimes de protection sociale.
- Les mesures d'incitation à l'embauche de jeunes et de femmes ont été renforcées par une réforme fiscale en septembre 2021.
- Des subventions salariales temporaires ont été mises en place pour plus de 4 millions d'actifs du secteur formel, couvrant jusqu'à la moitié du salaire minimum (*Programa de Apoyo al Empleo Formal*, PAEF).
- Le système de santé a été renforcé, notamment en lui allouant des ressources supplémentaires. La capacité d'accueil en soins intensifs a été nettement étoffée.

- Les autorités monétaires ont abaissé les taux de 250 points de base en mars et septembre 2020 et ont fourni des liquidités supplémentaires à titre temporaire durant le premier semestre de 2020 pour protéger les systèmes de paiement et stabiliser les marchés des changes et des actifs. Le crédit bancaire a bénéficié d'un assouplissement des normes de réserves obligatoires et d'autres règles prudentielles, venant en complément de lignes de crédit et de garanties exceptionnelles en faveur des secteurs spécialement touchés. Des différés d'amortissement ont permis de réduire les défauts de remboursement.
- Une réforme fiscale, adoptée en septembre 2021, devrait permettre d'augmenter les recettes publiques nettes d'en moyenne 0.9 % de PIB au cours des dix prochaines années, grâce essentiellement au relèvement de l'imposition des sociétés, à des améliorations dans l'administration fiscale et à la modération des dépenses.

### L'activité a vivement rebondi, mais le marché du travail reste morose

Le PIB s'est vivement redressé depuis le second semestre de 2020, sous l'impulsion d'un rebond vigoureux de la consommation privée (Tableau 1.1). En dépit des restrictions de déplacement, le PIB a poursuivi une croissance solide au premier trimestre de 2021. Un mouvement de contestation sociale généralisée, qui a donné lieu à des barrages routiers et a gravement perturbé les chaînes d'approvisionnement locales, a hypothéqué la reprise au deuxième trimestre de 2021, la confiance des consommateurs et les ventes au détail ayant plongé (Graphique 1.7). Une reprise plus durable de la consommation et de l'investissement du secteur privé s'en est suivie au second semestre de 2021. La croissance annuelle du PIB devrait s'établir à 9.5 % en 2021 selon les prévisions, même si les chiffres seront nettement influencés par l'effet de report statistique de l'exercice 2020. À la fin du dernier trimestre de 2021, le PIB devrait être supérieur de 4 % au chiffre du dernier trimestre de 2019. L'inflation globale a progressé depuis avril 2021, s'établissait à 5.6 % à la fin de l'année, et à 6.9 % en janvier 2022, dépassant la marge de fluctuation autour de la cible de 3 %. L'inflation sous-jacente, en revanche, est inférieure à la cible et les anticipations d'inflation restent bien ancrées. La croissance devrait s'établir à 5.5 % en 2022 et à 3.1 % en 2023, tandis que l'inflation devrait refluer vers un niveau proche de l'objectif d'ici la fin de 2023.

### Graphique 1.7. Les indicateurs à court terme ont été volatils et l'inflation s'est orientée à la hausse dernièrement

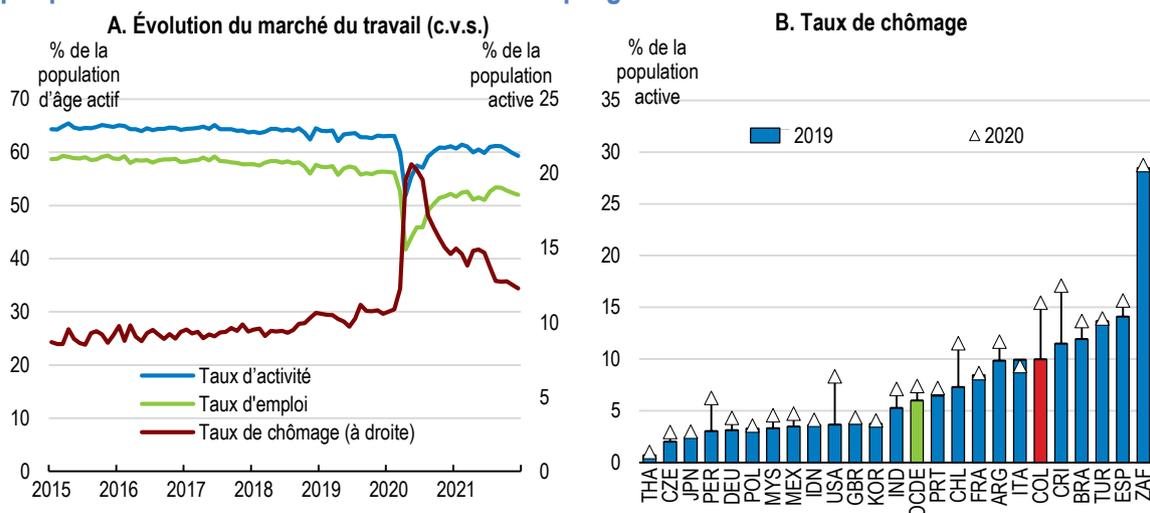


Source : Département administratif national de la statistique (DANE) ; Fedesarrollo (*Fundación para la Educación Superior y el Desarrollo*).

StatLink  <https://stat.link/b1fi4z>

À la différence du PIB, le marché du travail est plus lent à se redresser (Graphique 1.8, partie A). Le taux de chômage, déjà relativement élevé avant la pandémie (Graphique 1.8, partie B), demeure supérieur de quelque 1.5 point de pourcentage à son niveau de la fin de 2019. À la fin de 2021, quelque 95 % des emplois perdus pendant la pandémie ont été regagnés. Comme les demandeurs d'emploi découragés ont renoncé à chercher du travail pendant les périodes de confinement en 2020, le taux d'activité a sensiblement diminué. Aujourd'hui, celui-ci est inférieur d'environ 3.8 points à son niveau de décembre 2019 et le taux d'emploi est inférieur de 4.3 points. Les destructions d'emplois ont touché surtout la main-d'œuvre employée dans l'économie informelle et les femmes, ce qui n'a fait que creuser les inégalités existantes. Le taux de chômage des femmes est ainsi de 15.1 %, alors qu'il est de 8.4 % pour les hommes. Le taux d'activité féminin se redresse plus lentement que le taux masculin. Les salaires réels dans l'industrie et le commerce de détail dépassent désormais leurs niveaux d'avant la pandémie.

**Graphique 1.8. Le marché du travail se redresse progressivement**



Source : Département national de la statistique (DANE) ; CEIC ; Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

StatLink  <https://stat.link/0uy4xc>

**Tableau 1.1. Indicateurs et prévisions macroéconomiques**

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
<b>Comptes nationaux</b>	Variation en pourcentage, en volume (prix de 2015)						
PIB aux prix du marché	1.4	2.6	3.3	-6.8	9.5	5.5	3.1
Consommation privée	2.1	3.2	3.9	-5.6	13.6	5.6	3.8
Consommation publique	3.6	7.4	5.3	3.7	13.2	6.2	-1.4
Formation brute de capital fixe	1.9	1.0	3.1	-20.6	8.3	4.6	6.5
Demande intérieure totale	1.1	3.5	4.1	-7.2	13.0	6.6	3.3
Variation des stocks <sup>1</sup>	-1.2	0.1	0.2	0.0	0.6	0.3	0.0
Exportations	2.6	0.6	3.1	-18.3	11.5	10.9	6.9
Importations	1.0	5.8	7.3	-17.3	27.7	10.6	6.0
Solde extérieur <sup>1</sup>	0.2	-1.1	-1.0	0.8	-4.0	-0.8	-0.3
<b>Autres indicateurs</b>							
Inflation mesurée par l'IPC <sup>2</sup>	4.3	3.2	3.5	2.5	5.6	4.6	3.3
Inflation sous-jacente (hors alimentation et tarifs réglementés) <sup>3</sup>	5.3	3.9	3.3	2.0	2.5	3.7	3.1
Taux de chômage	9.4	9.7	10.5	15.9	13.7	11.8	10.8
Solde budgétaire (administration centrale, pourcentage du PIB)	-3.6	-3.1	-2.5	-7.8	-7.1	-6.1	-4.6
Solde primaire (administration centrale, pourcentage du PIB)	-0.8	-0.3	0.4	-4.9	-3.7	-2.6	-1.3

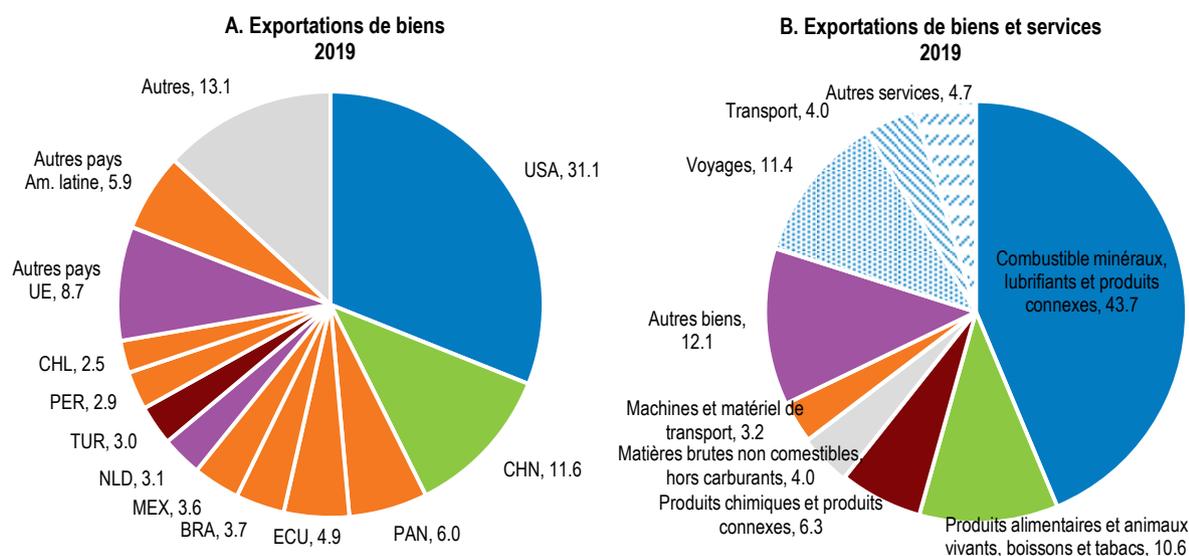
Dettes publiques brutes (administration centrale, pourcentage du PIB)	46.6	49.3	50.3	64.7	63.8	62.5	62.4
Solde des paiements courants (pourcentage du PIB)	-3.2	-4.2	-4.6	-3.5	-5.0	-4.6	-4.7

1. Contribution aux variations du PIB réel.
2. En fin de période, glissement de décembre à décembre.
3. En fin de période, glissement de décembre à décembre.

Source : Prévisions de l'OCDE ; base de données des Perspectives économiques de l'OCDE ; Département administratif national de la statistique (DANE) ; banque centrale (BRC) ; Minhacienda.

À l'avenir, le maintien des aides budgétaires aux ménages, grâce aux dispositions nouvellement votées sur le renforcement du régime de prestations sociales, favorisera de nouveaux gains de consommation marginaux, mais un rebond plus vigoureux de la consommation privée dépendra du redressement du marché du travail. Des investissements importants dans les infrastructures et la vigueur de la demande dans le secteur de la construction de logements continueront de soutenir l'investissement. La solidité des prix des produits de base et de meilleures perspectives chez les principaux partenaires commerciaux, notamment aux États-Unis et en Chine, devraient aider à maintenir à flot la demande extérieure et conforter le redressement des exportations (Graphique 1.9). Sur fond de progression continue de la campagne de vaccination, 63 % de la population disposaient d'un schéma vaccinal complet au début de février 2022. Quant au PIB, il devrait avoir progressé, en glissement annuel, de 3.9 % à la fin du dernier trimestre de l'année 2022 et de 2.8 % en 2023.

### Graphique 1.9. Principaux marchés d'exportation



Source : Nations Unies, base de données statistiques sur le commerce des marchandises (COMTRADE).

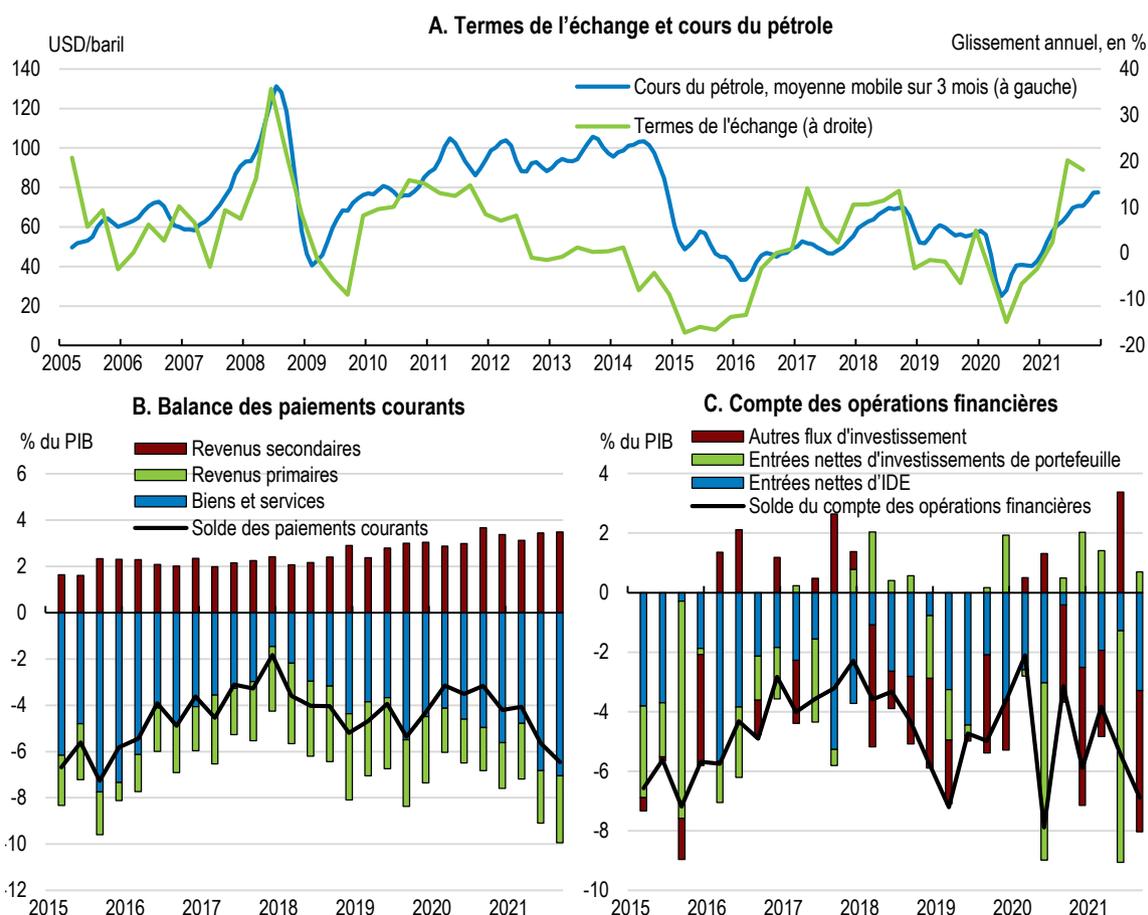
StatLink  <https://stat.link/cb5uz1>

### Les risques entourant la reprise demeurent importants

Globalement, la Colombie a résisté aux turbulences provoquées par la pandémie et la flexibilité du taux de change a servi d'amortisseur de chocs efficace. Cela étant, d'importants besoins de financement et un double déficit du budget et des comptes extérieurs signifient des vulnérabilités face aux chocs extérieurs et des turbulences sur les marchés financiers mondiaux. Les facteurs déclencheurs pourraient en être une chute soudaine de la demande d'actifs financiers des marchés émergents, potentiellement sur fond de normalisation de la politique monétaire dans les économies avancées.

Si les entrées d'investissement direct étranger (IDE) ont constitué la principale source de financement du déficit des paiements courants, les flux d'investissements de portefeuille ont affiché une forte volatilité et d'importantes sorties de capitaux ont été enregistrées au début de 2020, lorsque les investisseurs mondiaux se sont repliés vers des actifs sûrs, puis à nouveau en 2021, au moment des troubles sociaux. En tant qu'exportateur majeur de matières premières comme le pétrole brut, la Colombie reste exposée aux fluctuations des prix des produits de base. Ses exportations ont sérieusement chuté au début de la pandémie en 2020, sur fond de repli mondial de la demande et des prix des produits de base, entraînant une détérioration des termes de l'échange de la Colombie. En 2021, la situation s'est inversée et les résultats à l'exportation du pays ont repris des couleurs, y compris au-delà des secteurs des industries extractives et de l'énergie, ce qui est particulièrement prometteur (Graphique 1.10). Le déficit des paiements courants s'est contracté en 2020 du fait de la baisse des revenus d'investissement sortants, qui s'explique par la baisse des rendements des investissements de non-résidents en Colombie. Compte tenu du redressement de la demande intérieure, le déficit des paiements courants se creuse à nouveau. L'ajustement des finances publiques, la dissipation des chocs sur les approvisionnements et de solides résultats à l'exportation, y compris dans le secteur des services, devraient permettre de limiter le creusement du déficit au cours des prochaines années.

**Graphique 1.10. L'instabilité mondiale a pesé sur les comptes extérieurs**

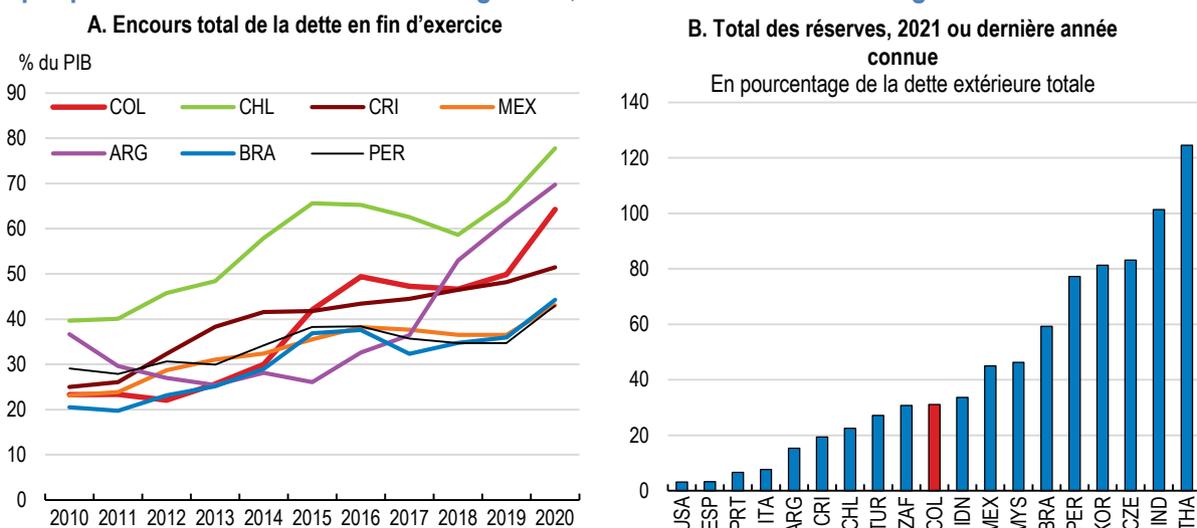


Source : Banque de la République de Colombie (BRC) ; et base de données des Perspectives économiques de l'OCDE.

StatLink  <https://stat.link/yp2adt>

La dette extérieure s'établit, selon la définition retenue par le FMI, à 62 % du PIB, un taux qui est supérieur à celui des autres pays de la région et porteur de risques considérables (Graphique 1.11). La Colombie est désormais plus exposée à l'environnement financier mondial, conformément à ce que l'on observe dans d'autres pays de la région. Représentant 33 % de la dette extérieure (ou 22 % du PIB), les réserves de change ont augmenté, notamment grâce aux achats de devises auprès de l'administration centrale (Trésor) ; se situant dans une fourchette moyenne à l'échelle internationale, ces réserves couvrent près de 12 mois d'importations (IMF, 2021<sup>[3]</sup>). Les effets des facteurs de vulnérabilité extérieurs peuvent de surcroît être amortis par une ligne de crédit modulable sur deux ans auprès du FMI, ouverte jusqu'à mai 2022, dont un tiers seulement a fait l'objet de tirages pour l'instant, le solde de 12.2 milliards USD (4.5 % du PIB de 2020) étant conservé à titre de volant de précaution. Dans le cadre de l'allocation globale de droits de tirage spéciaux (DTS) décidée par le FMI en août 2021, la Colombie a bénéficié de DTS supplémentaires d'une valeur égale à 1 % de son PIB.

### Graphique 1.11. La dette extérieure a augmenté, mais les réserves de change sont modestes

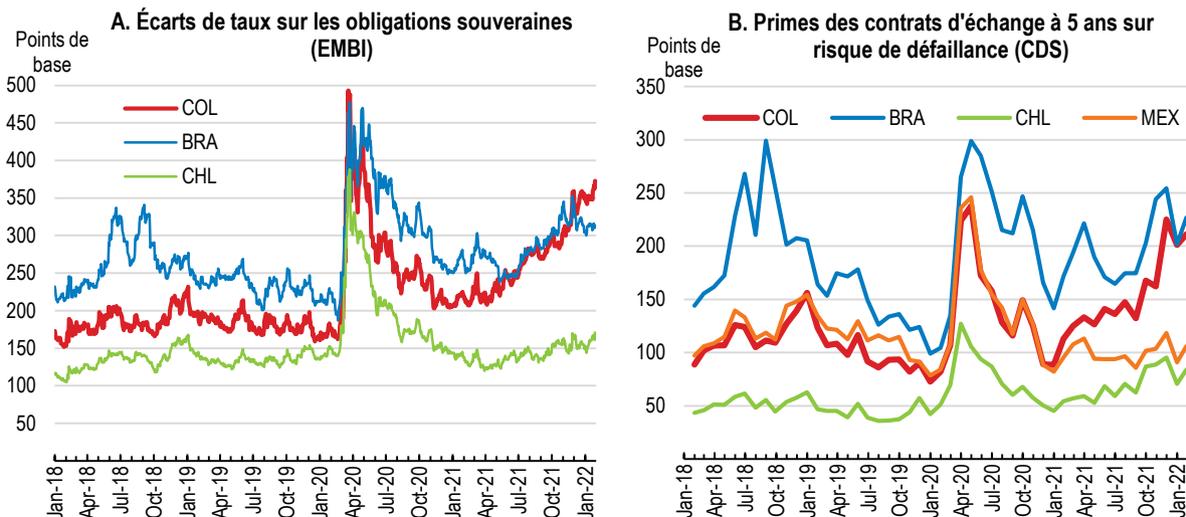


Source : Fonds monétaire international (FMI), bases de données des Statistiques financières internationales (SFI) et des *Perspectives de l'économie mondiale*.

StatLink  <https://stat.link/iw48xk>

À la mi-2021, les conditions de financement extérieur se sont durcies pour la Colombie, la perception du risque sur la dette publique colombienne ayant été affectée par la décision de deux grandes agences de notation de rétrograder les obligations de l'État colombien en catégorie spéculative. Cette décision est intervenue sur fond de contestation sociale qui a finalement abouti au retrait d'une proposition de réforme budgétaire importante, soulignant par là même la difficulté politique de forger un consensus autour d'un projet d'ajustement des finances publiques. Les écarts de taux sur les obligations souveraines ont commencé à se creuser (Graphique 1.12). La monnaie nationale, qui tend à évoluer parallèlement aux termes de l'échange, s'est dépréciée alors que ces derniers continuaient de s'améliorer. Les incertitudes budgétaires demeurent un risque important à moyen terme, qui pourrait entraîner une augmentation des coûts de financement. Compte tenu du fait que 40 % de la dette est libellée en devises, le durcissement des conditions financières mondiales pourrait aggraver encore ce risque et potentiellement augmenter les risques de refinancement.

## Graphique 1.12. La Colombie a résisté aux turbulences financières, mais les indices de perception des risques sont en hausse



Note : Indices EMBI (*Emerging Market Bond Indices*) de J.P. Morgan, qui mesurent les écarts de rendement entre les indices obligataires des marchés émergents et les titres du Trésor des États-Unis.

Source : Refinitiv.

StatLink  <https://stat.link/fw3t9m>

L'évolution future de la pandémie de COVID-19 demeure un autre risque potentiel d'écart à la baisse par rapport aux prévisions, étant donné les mouvements de bilan observés antérieurement dans les courbes de contaminations et l'apparition possible de variants résistants aux vaccins. Une montée en régime du déploiement de la vaccination aiderait à atténuer ce risque. De surcroît, un certain nombre de facteurs de vulnérabilité à moyen terme pourraient peser sur les résultats de la croissance (Tableau 1.2).

### Tableau 1.2. Facteurs de vulnérabilité potentiels majeurs à moyen terme

Facteur de vulnérabilité	Conséquences économiques possibles
COVID-19 et vaccins : apparition de nouveaux variants et efficacité potentiellement limitée des vaccins.	Nouvelles mesures de confinement, affaiblissement sensible de la croissance, détérioration de la situation budgétaire et sociale.
Risques budgétaires : les gouvernements futurs pourraient avoir des difficultés à consolider les finances publiques dans un contexte de polarisation de l'environnement politique.	Nouvelles hausses des coûts de financement du secteur public, risquant de nuire à la viabilité de la dette publique.
Étant donné que 5 % des recettes publiques proviennent de l'extraction de combustibles fossiles, une transition d'envergure mondiale vers des sources d'énergie alternatives pourrait mettre à mal la viabilité à long terme des finances publiques.	Dégradation des résultats budgétaires.
Regain de tensions sociales. Bien que le mouvement de protestation de 2021 se soit apaisé, le risque de troubles civils demeure élevé.	Moins de fenêtres d'opportunité pour mettre en œuvre des réformes, affaiblissement des politiques publiques et par conséquent, de la croissance.
Risques climatiques : des événements climatiques extrêmes plus fréquents, à l'instar de l'ouragan qui a dévasté un archipel colombien en 2020, pourraient pénaliser l'activité économique de certains secteurs et dans certaines zones, tout en imposant des efforts budgétaires supplémentaires pour prendre des mesures de secours.	Affaiblissement de la croissance, dégradation des résultats budgétaires.
Risques environnementaux : la déforestation ou l'expansion des activités extractives pourraient conduire à une augmentation des émissions de gaz à effet de serre (GES).	Les objectifs de réduction des émissions de GES pourraient devenir hors d'atteinte.

### **Les risques d'instabilité financière semblent contenus**

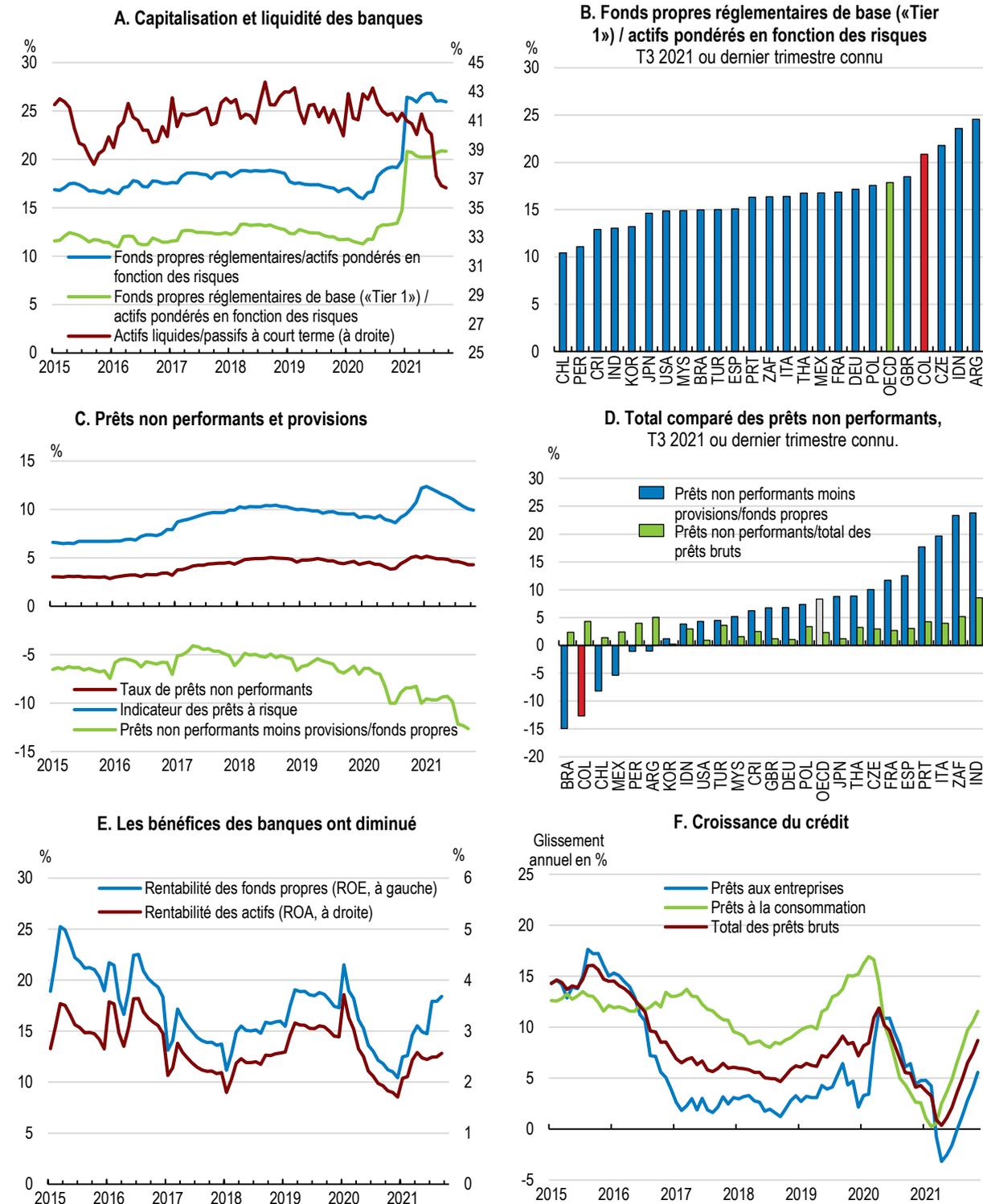
Des incertitudes notables entourent l'évolution future de la qualité des actifs dans le secteur financier, car les effets de la crise sur les taux de défaut de remboursement et sur les portefeuilles de prêts ne se sont pas encore fait pleinement sentir. Des risques pourraient en découler pour les institutions financières, dont la situation était solide au début de la pandémie. Les indicateurs de fonds propres et de liquidités se sont redressés, allant au-delà des normes prudentielles, et soutiennent favorablement la comparaison avec d'autres économies émergentes (Graphique 1.13). La mise en conformité obligatoire avec les règles de Bâle III est entrée en vigueur en 2021, ce qui explique une augmentation du ratio de fonds propres mesuré, même si certaines institutions avaient amorcé le processus plus tôt. Des tests de résistance réalisés par la banque centrale laissent penser qu'en cas de choc de croissance en 2021 et 2022, les volants de fonds propres des banques ne tomberaient pas en deçà des seuils réglementaires (Banco de la República, 2021<sup>[6]</sup>).

Lorsque la pandémie a frappé, la qualité de crédit des emprunteurs a commencé par se dégrader entre juillet 2020 et janvier 2021. Depuis lors, aussi bien le ratio de prêts non performants que l'indicateur plus contraignant des prêts à risque ont diminué (Superintendencia Financiera de Colombia, 2021<sup>[7]</sup>). Une première série de mesures exceptionnelles de différé d'amortissement et d'assouplissement des règles de classification des prêts est parvenue à expiration en juillet 2020, puis une seconde en août 2021. Les établissements de crédit ont augmenté leurs provisions pour parer à une dégradation potentielle de leur portefeuille de prêts, ces provisions couvrant aujourd'hui 150 % des créances en retard de remboursement. La constitution de ces provisions a érodé les bénéfices des banques à la fin de 2020, ainsi qu'en témoigne la baisse de rentabilité de leurs actifs et de leurs fonds propres, une baisse qui a toutefois été compensée en majeure partie depuis. Les banques ont durci leurs normes de prêt, ce qui peut aider à comprendre pourquoi la croissance globale du crédit s'est vue temporairement bloquée au début de 2021 (Banco de la República, 2021<sup>[8]</sup>). Depuis lors, le crédit s'est réorienté à la hausse, et le portefeuille total représente aujourd'hui 52 % du PIB.

Le passif du secteur des entreprises s'est établi à 64 % du PIB en 2020, soit 7.5 points de plus qu'en 2019 (Banco de la República, 2021<sup>[6]</sup>). Ce chiffre tient à un PIB inférieur, mais il indique également que les entreprises ont été en mesure d'obtenir des financements pour couvrir une période de contraction de la demande et de restrictions de déplacement à la fois auprès des banques colombiennes et, lorsqu'il s'agissait de filiales étrangères, auprès de leur société mère non résidente. Les petites et moyennes entreprises, en particulier, ont pu bénéficier de la garantie de l'État pour leurs emprunts, ainsi que d'autres dispositifs du même type, mais quelque 500 000 PME ont dû mettre la clé sous la porte au cours de 2020. Les risques de change peuvent affecter la dette des entreprises privées libellée en devises, qui représente 19 % du PIB et dont une fraction d'environ 6 % du PIB n'est ni couverte, ni due par une entreprise exportatrice ou détenue par des intérêts étrangers. La diminution des résultats d'exploitation qu'ont connue récemment de nombreuses sociétés pourrait également entraîner des risques persistants pour ce segment du marché du crédit puisqu'à la fin de 2020, 21 % environ des entreprises ne disposaient pas, après impôts, d'un revenu suffisant pour couvrir leurs charges d'intérêts (Banco de la República, 2021<sup>[9]</sup>). Ce taux a augmenté de 200 points de base.

Quant au crédit aux ménages, il s'est provisoirement asséché au début de 2021, mais sa croissance a repris, depuis, pour atteindre 26 % du PIB. La nette progression de l'inclusion financière, sous l'impulsion du règlement sous forme électronique des prestations d'urgence, pourrait bien être l'un des effets hérités de la pandémie. La proportion de détenteurs d'au moins un produit financier a atteint 88 % en 2020, soit un niveau dix fois supérieur aux tendances historiques observées.

**Graphique 1.13. Les indicateurs de stabilité financière se sont dégradés de façon marginale pendant la pandémie**



Source : CEIC ; Direction générale des Finances de Colombie (*Superintendencia Financiera de Colombia*, SFC) ; Banque des règlements internationaux (BRI) ; et Banque de la République de Colombie (BRC).

StatLink  <https://stat.link/sqfybw>

## Il faudrait réduire progressivement l'orientation expansionniste de la politique monétaire

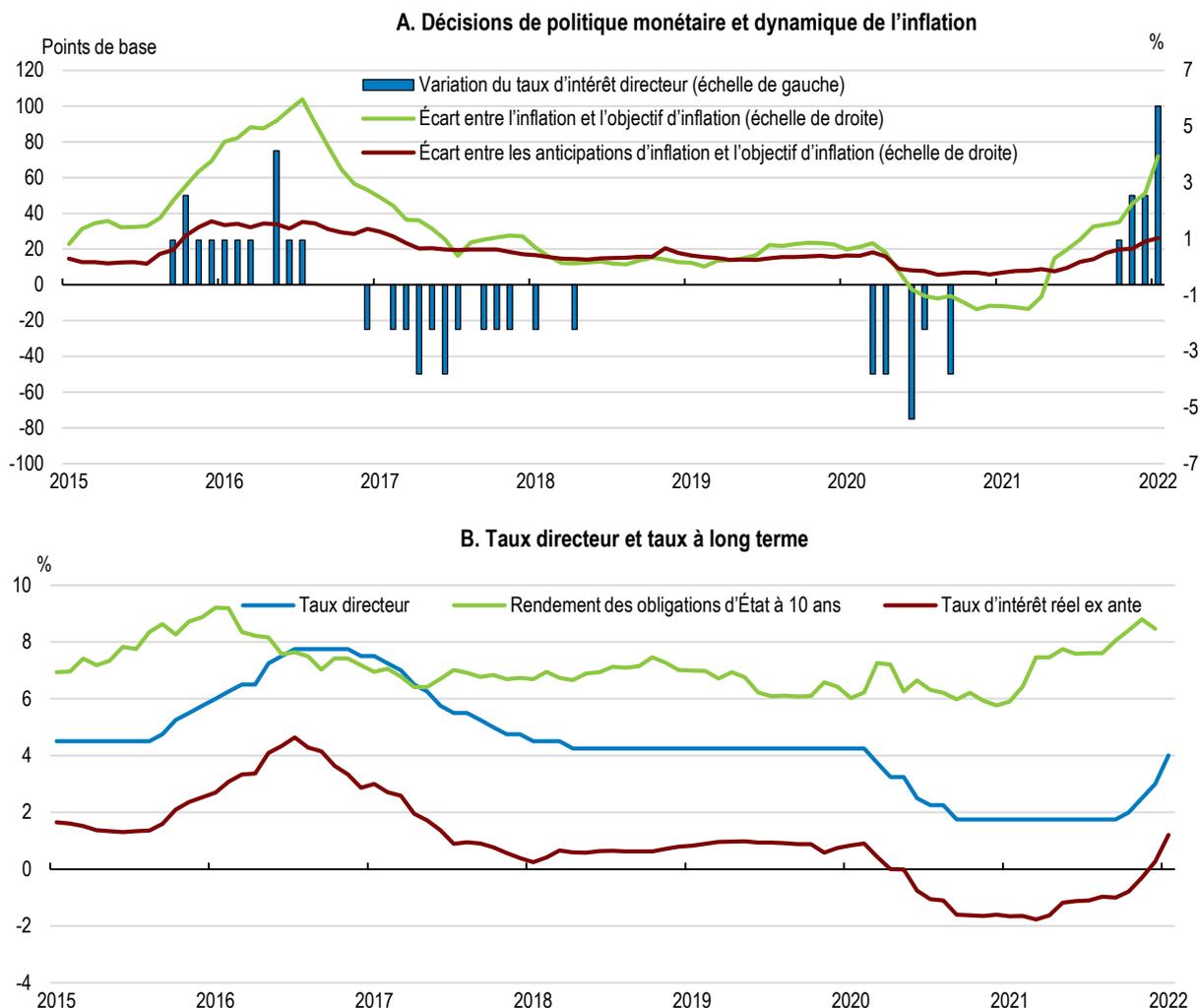
La banque centrale de Colombie a acquis une forte crédibilité dans le cadre de son régime de ciblage de l'inflation, en anticipant correctement une hausse de l'inflation au-delà de l'objectif de 3 % en 2016 et en assouplissant les conditions financières à mesure que l'inflation diminuait (Graphique 1.14). Cette crédibilité lui a permis de réduire son taux directeur de 250 points de base par une série de baisses entamée en mars 2020, pour le ramener à un point bas historique de 1.75 %, sachant qu'elle anticipait un recul marqué de l'inflation, à 1.6 %, sur fond d'effondrement de la production et de la demande de crédit. Dans ce contexte, les taux réels sont devenus négatifs. En outre, la banque centrale a étoffé ses opérations d'apport de liquidités en monnaie nationale et en devises, *via* un élargissement de l'éventail des actifs admis en garantie et des contreparties admises en 2020, tout en réduisant les réserves obligatoires et en réalisant des achats directs temporaires d'actifs en vue de stabiliser les marchés. Ces mesures ont réduit la volatilité, étayé l'offre de crédit et permis une transmission rapide de l'assouplissement de la politique monétaire.

Après être restée bien en deçà de l'objectif de 3 % pendant 12 mois, l'inflation a dépassé ce niveau en mai 2021 et s'est accélérée pour atteindre 6.9 % en janvier 2022. En revanche, les mesures de l'inflation sous-jacente se sont établies à des niveaux nettement plus faibles, la principale de ces mesures (qui exclut les prix des produits alimentaires et les prix administrés) ressortant à 2.5 % en décembre 2021. La hausse des prix du pétrole et des autres produits énergétiques constitue une source de tensions inflationnistes, mais certains des facteurs récents qui y contribuent, tels que les perturbations des chaînes d'approvisionnement liées aux goulets d'étranglement de l'offre au niveau mondial et aux mouvements locaux de contestation sociale, pourraient bien s'avérer temporaires. Les prix des services de télécommunications ont par contre diminué depuis l'arrivée d'un nouvel acteur sur le marché. Les anticipations d'inflation restent bien ancrées autour de l'objectif à un horizon de deux ans.

Les autorités monétaires ont commencé à réduire le soutien apporté à l'économie, en relevant le taux directeur de 225 points de base depuis septembre 2021, au diapason des évolutions observées dans d'autres économies d'Amérique latine. Le taux directeur s'établit à présent à 4.00 %, ce qui correspond toujours à une orientation accommodante. Sur fond de lent redressement du marché du travail, un important volant de capacités inutilisées subsiste dans l'économie, et l'inflation sous-jacente et l'évolution des salaires vont rester modérées pour le moment.

La normalisation progressive de la politique monétaire vers une orientation neutre devrait se poursuivre dans un contexte d'incertitude prononcée. À mesure que les tensions inflationnistes s'accroîtront, la politique monétaire devrait retrouver progressivement une orientation globalement neutre, sachant que le niveau estimé du taux directeur neutre s'inscrit dans une fourchette de 4.5 % à 5 % (Banco de la República, 2021<sup>[10]</sup>). Le rythme des hausses de taux dépendra de l'apparition éventuelle de nouvelles tensions sur les prix, de l'évolution des anticipations d'inflation et de la rapidité de la reprise. L'incertitude grandissante, notamment s'agissant de l'assainissement budgétaire prévu actuellement, pourrait justifier une accélération de ce rythme, le cas échéant. Le taux de change flottant devrait continuer d'amortir les chocs, comme il l'a fait pendant l'épisode de forte dépréciation observé en 2020. Continuer d'accumuler prudemment des réserves de change, pour autant que les conditions financières le permettent, offrirait une assurance complémentaire contre un éventuel durcissement inattendu des conditions financières mondiales.

**Graphique 1.14. Les autorités monétaires ont réagi de manière énergique et anticipé l'évolution de l'inflation**



Source : CEIC ; Banque de la République de Colombie (BRC) ; et calculs de l'OCDE.

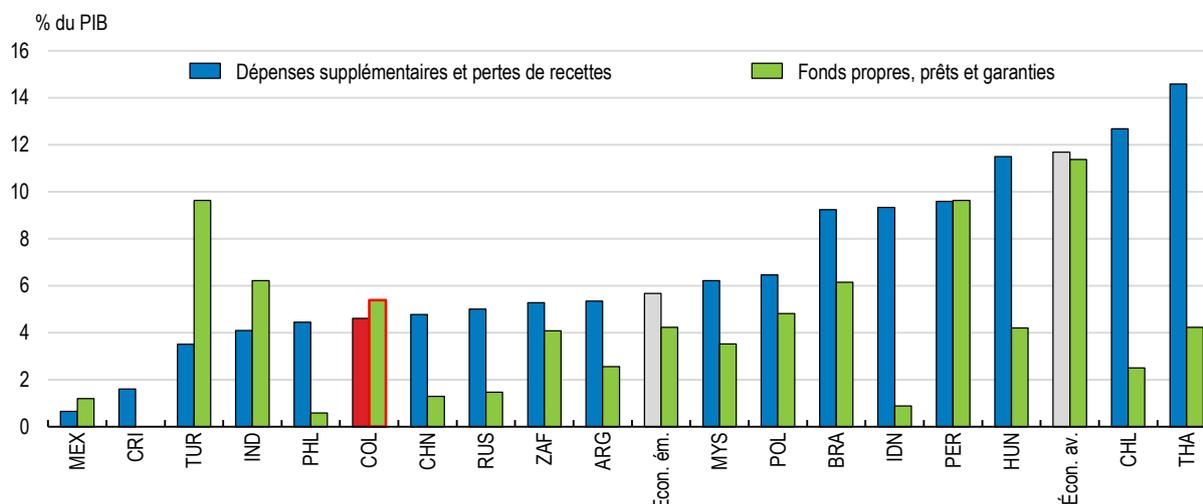
StatLink  <https://stat.link/9yi5jc>

## Il faudra réformer les finances publiques pour en renforcer la viabilité et améliorer l'équité du système de prélèvements et de prestations

La réaction énergique des autorités budgétaires, qui ont engagé des dépenses discrétionnaires représentant environ 4.6 % du PIB, a contribué à protéger des millions de ménages, d'entreprises et d'emplois des conséquences encore plus graves qu'aurait pu avoir la pandémie de COVID-19. La réaction des pouvoirs publics a été proche de la moyenne des économies émergentes, mais légèrement inférieure à celles observées au Brésil, au Chili et au Pérou (Graphique 1.15). La règle budgétaire a été opportunément suspendue tant pour 2020 que pour 2021 (Minhacienda, 2021<sup>[11]</sup>). Le solde budgétaire global a reculé à -7.8 % du PIB en 2020, avant de s'améliorer à -7.1 % du PIB en 2021. Il était justifié que les autorités poursuivent leur politique de relance en 2021, compte tenu du redressement limité du marché du travail et de la nécessité de soutenir en conséquence les ménages pauvres et vulnérables.

## Graphique 1.15. La réaction budgétaire de la Colombie à la crise liée au COVID-19 a été substantielle

Mesures budgétaires discrétionnaires cumulées



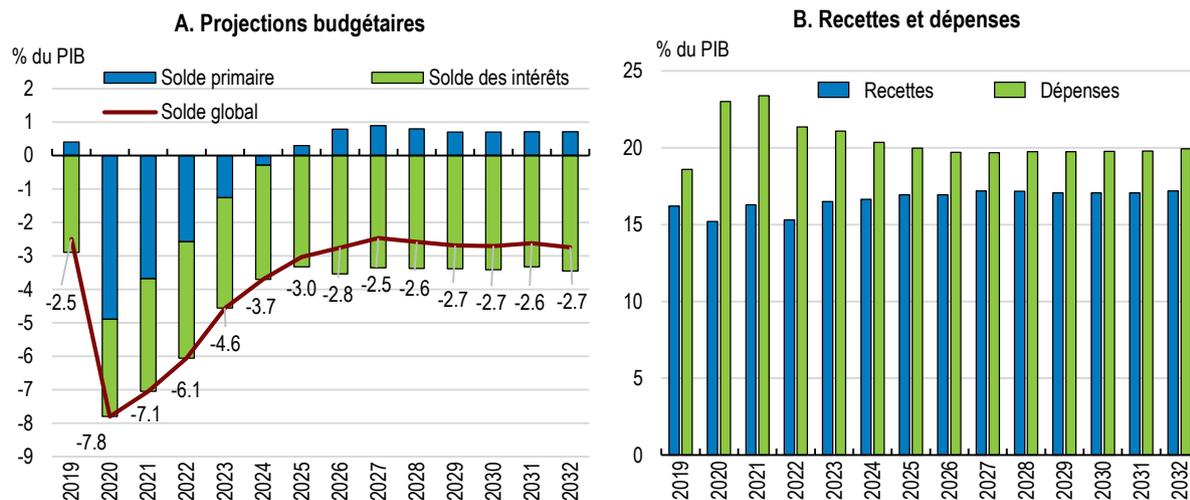
Note : Estimations au 27 septembre 2021. « Econ. ém. » désigne la moyenne simple des données relatives aux économies émergentes représentées sur ce graphique. « Econ. av. » désigne la moyenne simple des données relatives aux économies avancées suivantes : AUS, BEL, CAN, CHE, CZE, DEU, DNK, ESP, FIN, FRA, GBR, ITA, JPN, KOR, NLD, NOR, NZL, SGP, SWE et USA.

Source : Fonds monétaire international (FMI), base de données sur les mesures budgétaires nationales adoptées face à la pandémie de COVID-19, consultable à l'adresse suivante : <https://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/Fiscal-Policies-Database-in-Response-to-COVID-19>.

StatLink  <https://stat.link/ipv0xs>

Dans les temps à venir, les autorités devront ajuster progressivement la politique budgétaire une fois que la reprise se raffermira en 2022, tout en maintenant en place les mesures exceptionnelles d'aide au revenu en faveur des ménages vulnérables et des secteurs les plus durement touchés jusqu'à ce que le marché du travail se redresse. La réforme budgétaire adoptée par le Parlement en septembre 2021 constitue une avancée importante dans cette direction. Cette réforme devrait se traduire par une amélioration durable du solde budgétaire de l'ordre de 0.9 % du PIB en 2023, dans le cadre d'un plan d'ajustement destiné à ramener le déficit global en deçà de 3 % du PIB en l'espace de 5 ans (Graphique 1.16). Au cours de la période 2022-2032, les recettes de l'administration centrale devraient augmenter de 0.7 point de PIB, tandis que les dépenses devraient diminuer de 5.2 points de PIB, compte tenu du démantèlement progressif des dépenses exceptionnelles liées à la pandémie (Minhacienda, 2021, p. 242<sub>[11]</sub>). La réforme adoptée par le Parlement ne permettra cependant de réaliser qu'une partie de l'ajustement prévu, puisque l'ajustement budgétaire concentré en début de période devrait se traduire par une amélioration du solde budgétaire de 1.0 point de pourcentage de PIB en 2022 et 1.5 de point de pourcentage en 2023. À un horizon plus éloigné, les estimations de l'OCDE laissent à penser qu'il faudrait un ajustement budgétaire de l'ordre de 1.5 point de PIB pour maintenir l'investissement public à son niveau moyen sur longue période de 1.5 %-2 % du PIB.

## Graphique 1.16. L'ajustement budgétaire prévu est axé sur la maîtrise des dépenses



Note : Ces chiffres correspondent aux plans budgétaires de l'administration centrale tirés du cadre budgétaire à moyen terme, corrigés par le plan budgétaire du 4 février 2022 et à l'aide des projections de PIB de l'OCDE.

Source : Ministère des Finances (*Ministerio de Hacienda*) (Minhacienda, 2021<sub>[11]</sub>).

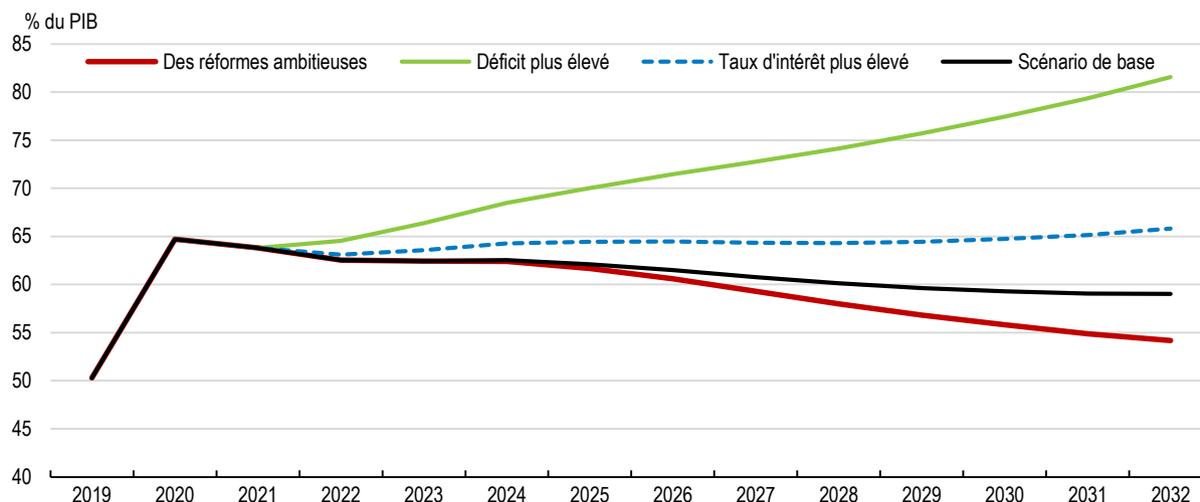
StatLink  <https://stat.link/grzev2>

Compte tenu de l'ajustement budgétaire prévu actuellement, les projections de l'OCDE laissent à penser que la dette publique brute se stabilisera aux alentours de 59 % du PIB d'ici à 2030 (Graphique 1.17). C'est un chiffre légèrement inférieur au niveau d'endettement actuel, mais supérieur de 8.5 points de PIB à celui de 2019. Il est inférieur au niveau moyen actuel de la dette publique brute des économies de marché émergentes, qui s'établit à 65 % du PIB, ainsi qu'à la moyenne actuelle des pays d'Amérique latine, qui est de 75 % du PIB (IMF, 2021<sub>[12]</sub>). Cela dit, ce niveau d'endettement laisse aux autorités une latitude nettement plus limitée pour faire face à des besoins de dépenses ou à des risques imprévus, et il serait prudent de reconstituer des marges de manœuvre budgétaires plus importantes. Les coûts budgétaires liés au vieillissement de la population seront modestes par rapport à la situation observée dans d'autres pays de l'OCDE, étant donné que moins de 25 % des personnes âgées ont accès aux pensions contributives et que le coût des pensions non contributives n'est que de 0.1 % du PIB, compte tenu de la faiblesse des prestations versées et de leur couverture limitée.

La réforme budgétaire de 2021 a sensiblement réduit les risques budgétaires. Néanmoins, sachant qu'il reviendra au prochain gouvernement de réaliser environ la moitié de l'ajustement budgétaire prévu en 2023, des risques de mise en œuvre subsistent autour des projections de dette actuelles. Un affaiblissement de la détermination des pouvoirs publics à assainir les finances publiques dans l'avenir pourrait aisément faire dérailler le processus de stabilisation de la dette, de même qu'une légère hausse des taux d'intérêt (Graphique 1.17). Cette dernière pourrait résulter d'un changement de perception des investisseurs internationaux concernant la Colombie ou les actifs des marchés émergents de manière plus générale, ainsi que d'un resserrement plus marqué de la politique monétaire nationale. En mai 2021, les rendements de la dette publique ont sensiblement augmenté après que deux grandes agences de notation eurent retiré les titres d'emprunt de la Colombie de la catégorie investissement, à la suite de mouvements de contestation sociale et du retrait d'une proposition de réforme budgétaire beaucoup plus vaste. Si la dette s'établissait durablement à des niveaux plus élevés, la Colombie pourrait avoir davantage de mal à revenir dans la catégorie investissement et à retrouver les conditions de financement dont elle bénéficiait précédemment. À l'inverse, un train de réformes structurelles ambitieux inspiré des recommandations formulées dans cette *Étude* renforcerait la croissance (voir le Graphique 1.5) et améliorerait la viabilité de la dette publique. La longue et solide expérience de la Colombie en matière de prudence budgétaire soutiendra également la confiance des investisseurs dans ses comptes budgétaires.

## Graphique 1.17. La dette publique a vivement augmenté

Scénarios d'évolution de la dette publique brute



Note : Ce graphique représente la dette publique brute de l'administration centrale. Le scénario de référence repose sur l'hypothèse d'une croissance du PIB correspondant au tableau 1.1 jusqu'en 2023, puis d'une transition progressive vers les estimations de production potentielle obtenues à l'aide du modèle à long terme de l'OCDE. Il est supposé que l'inflation s'établit en moyenne à 3.1 %, et les hypothèses budgétaires de référence retenues sont celles décrites dans Minhacienda (2021), corrigées par le plan budgétaire du 4 février 2022 et à l'aide des projections de PIB de l'OCDE. Le scénario de réformes ambitieuses repose sur l'hypothèse d'une mise en œuvre complète de l'ensemble des réformes décrites dans la note du graphique 1.5. Le scénario d'augmentation du déficit correspond à un accroissement des dépenses primaires de 2 points de PIB par an. Le scénario de hausse du taux d'intérêt se fonde sur une augmentation de 1 point de pourcentage du taux d'intérêt implicite de la dette publique.

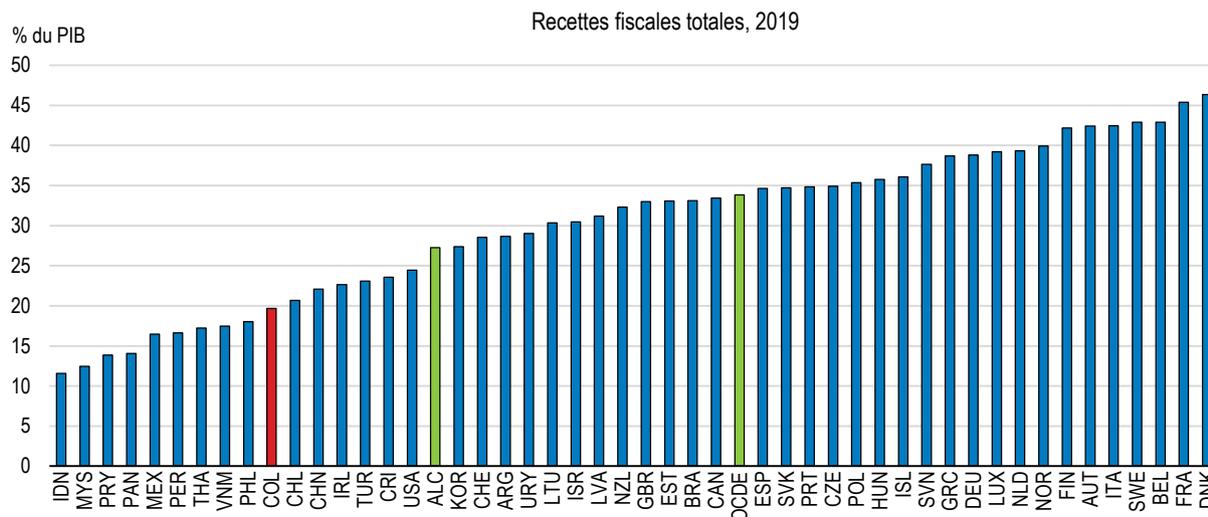
Source : Projections de l'OCDE fondées sur les analyses de l'OCDE et Minhacienda (2021).

StatLink  <https://stat.link/x3oyg6>

La réforme budgétaire adoptée par le Parlement en septembre 2021 contribuera à stabiliser la dette publique, mais elle n'entraînera pas de remise à plat des dépenses et des recettes publiques. Les plans d'ajustement actuels reposent dans une large mesure sur des coupes dans les dépenses (Graphique 1.16), qui impliquent une réduction de l'investissement, une suppression progressive des dépenses sociales liées à la pandémie d'ici à la fin de 2022, et une limitation sensible des dépenses de l'administration publique, passant notamment par un gel général des recrutements (Minhacienda, 2021<sup>[11]</sup>), et une partie de ces coupes pourrait s'avérer difficile à concrétiser au fil des ans. Les seules sources de recettes supplémentaires résident dans l'augmentation des impôts prélevés sur les sociétés, dont le niveau est déjà élevé par rapport à ceux observés dans les autres économies de l'OCDE, et dans une amélioration bienvenue de la collecte des impôts, qui avait fait l'objet de recommandations dans des travaux antérieurs de l'OCDE (OECD, 2019<sup>[13]</sup>).

La réforme reflète un large compromis politique consécutif aux mouvements de contestation sociale de mai, mais elle est loin d'être optimale au regard de la nécessité de longue date d'accroître les recettes publiques en Colombie et de l'exacerbation de problèmes sociaux persistants à la suite de la pandémie de COVID-19. Le secteur public colombien est modeste en termes de comparaison internationale, y compris par rapport aux autres pays de la région (Graphique 1.18). Limitées à 20 % du PIB, les recettes publiques sont insuffisantes pour satisfaire des revendications sociales grandissantes, panser les plaies de la pandémie et préserver les investissements publics essentiels. La nécessité d'accroître les recettes publiques et de remédier à des problèmes de longue date concernant le système d'imposition a été évoquée dans les précédentes *Études économiques* consacrées à la Colombie (OECD, 2019<sup>[13]</sup> ; OECD, 2017<sup>[14]</sup> ; OECD, 2015<sup>[15]</sup> ; OECD, 2013<sup>[16]</sup>).

**Graphique 1.18. Les recettes du secteur public colombien sont faibles en termes de comparaison internationale**



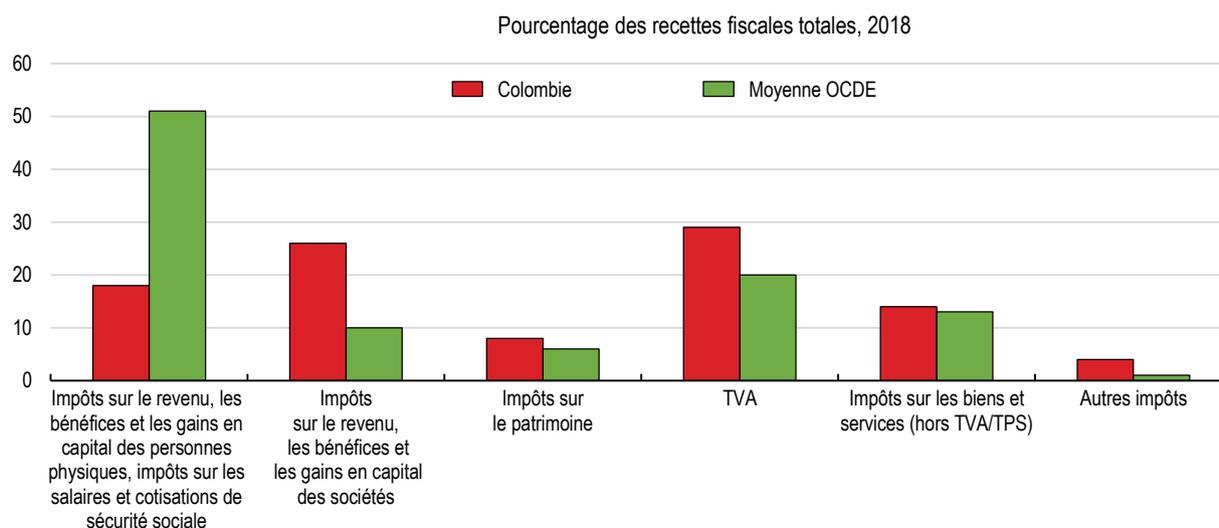
Note : PAL désigne la moyenne simple des données relatives aux pays d'Amérique latine suivants : ARG, BRA, CHL, COL, CRI, MEX et PER.  
Source : OCDE, base de données mondiale des statistiques des recettes publiques.

*StatLink* <https://stat.link/hxepfw>

### **Une réforme fiscale ambitieuse est nécessaire pour remédier à des problèmes qui se posent de longue date**

La faiblesse des recettes fiscales de la Colombie tient essentiellement au très bas niveau de ses recettes d'impôt sur le revenu des personnes physiques comparées à celles des autres économies de l'OCDE (Graphique 1.19). Par ailleurs, les recettes d'impôt sur les sociétés sont plus de 2.5 fois supérieures à la moyenne de l'OCDE. Dans le domaine fiscal, l'OCDE avait précédemment recommandé de rééquilibrer la charge fiscale en allégeant l'imposition des sociétés pour alourdir les prélèvements sur les revenus des personnes physiques, de simplifier le système d'imposition, de réduire les dépenses fiscales et de prendre des mesures plus ambitieuses pour faire reculer la fraude fiscale, comme cela avait été souligné dans l'*Étude économique* de 2019 consacrée à la Colombie (OECD, 2019<sup>[13]</sup>) et dans un rapport de 2021 sur les dépenses fiscales (OECD, Dian et Ministerio de Hacienda, 2021<sup>[17]</sup>).

## Graphique 1.19. La structure fiscale de la Colombie est éloignée de la moyenne de l'OCDE



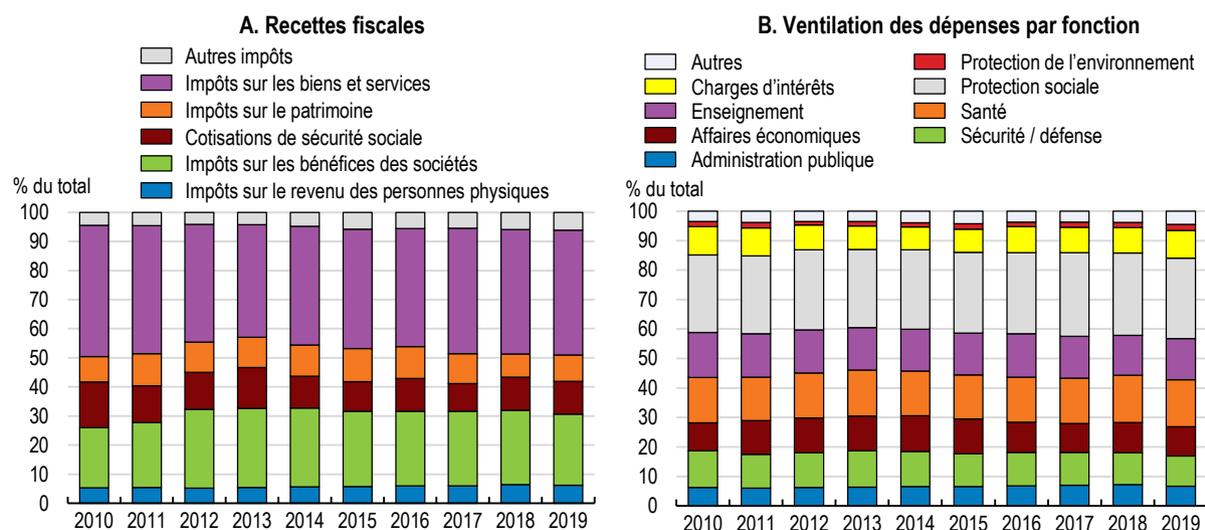
Note : Les recettes fiscales recouvrent les rentrées nettes d'impôts de tous les niveaux d'administration.

Source : OCDE, Statistiques des recettes publiques.

StatLink <https://stat.link/kpdz9c>

Malgré 20 réformes fiscales engagées au cours des 20 dernières années, aucune mesure efficace n'a été prise pour remédier aux carences structurelles du système d'imposition colombien et la structure fiscale est restée relativement stable (Graphique 1.20). La plupart des réformes antérieures ont été modestes et parcellaires, apportant des correctifs limités aux carences existantes, tout en créant de nouvelles.

## Graphique 1.20. La composition des recettes et des dépenses publiques est restée stable



Source : OCDE, Statistiques des recettes publiques ; et Département administratif national de la statistique (DANE, *Departamento Administrativo Nacional de Estadística*).

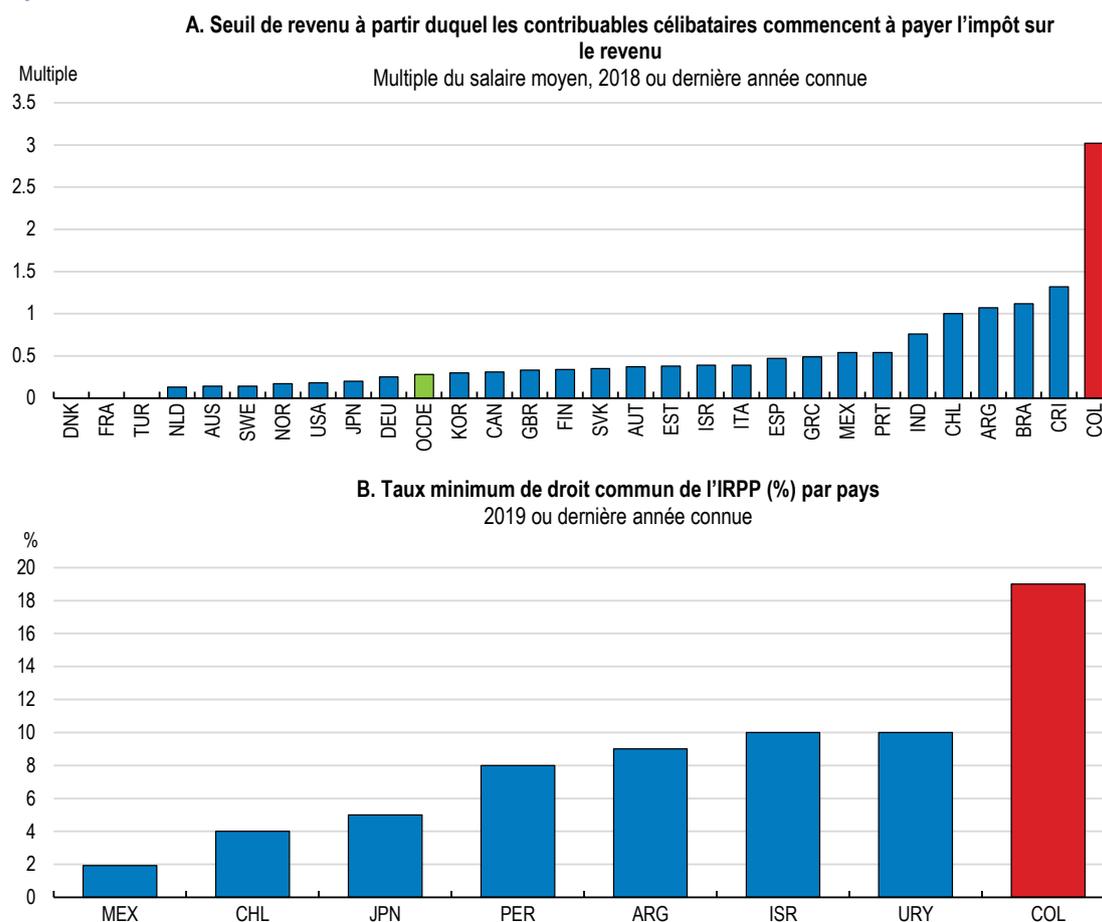
StatLink <https://stat.link/4vf1wh>

Environ 5 % seulement des personnes ayant des revenus d'activité (1.6 million d'individus) acquittent l'impôt sur le revenu des personnes physiques, étant donné que l'abattement à la base représente environ 3 fois le salaire moyen. Cela permet non seulement à l'ensemble de la classe moyenne mais aussi à de nombreuses personnes ayant des revenus d'activité élevés de ne pas payer d'impôt sur le revenu des personnes physiques, tout en réduisant les possibilités d'imposition progressive (Graphique 1.21). La Colombie dispose de marges de manœuvre considérables pour accroître le nombre de personnes redevables de l'impôt sur le revenu des personnes physiques sans affecter la moitié inférieure de la distribution des revenus. En outre, la situation actuelle implique que la plupart des individus ne soumettent pas de déclaration d'impôt sur le revenu, ce qui prive l'État d'un important mécanisme de ciblage potentiel dans une optique de redistribution *via* le système d'impôts et de transferts (voir le chapitre 2). Cela explique pourquoi le système de prélèvements et de prestations a toujours eu peu d'effet sur les inégalités de revenu en Colombie, par rapport à d'autres pays de l'OCDE. Il faudrait réduire progressivement l'abattement à la base au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, tout en abaissant le taux d'imposition applicable à la première tranche de revenu (qui s'établit actuellement à 19 %), qui est élevé en termes de comparaison internationale, et en procédant aux baisses de cotisations de sécurité sociale évoquées dans le chapitre 2. Une telle réforme permettrait simultanément de réduire les taux d'imposition ainsi que d'élargir la base d'imposition et de définir un barème d'imposition plus progressif, tout en renforçant les incitations à la création d'emplois formels.

Une priorité immédiate et une première mesure à prendre pour réformer l'impôt sur le revenu des personnes physiques consisterait à réduire les dépenses fiscales, comme cela a été évoqué dans le rapport de 2021 de l'OCDE sur les dépenses fiscales (OECD, Dian et Ministerio de Hacienda, 2021<sup>[17]</sup>). Les exonérations appliquées à certains revenus et les déductions d'impôt, dont certaines augmentent avec le revenu, se traduisent par des pertes de recettes de l'ordre de 0.7 point de PIB et réduisent sensiblement la progressivité de l'impôt (Minhacienda, 2021<sup>[11]</sup>). Ces dispositions bénéficient principalement aux ménages à haut revenu. Les versements d'intérêts d'emprunt hypothécaire, les cotisations aux régimes privés d'assurance maladie, l'épargne retraite facultative et les indemnités de licenciement peuvent tous être déduits du revenu imposable. Les cotisations de retraite, y compris au titre de dispositifs facultatifs, peuvent être déduites quasiment sans limite, et la plupart des prestations de retraite ne sont pas imposées non plus, malgré leur caractère hautement régressif en l'état actuel du système de retraite (Chapitre 2). De solides arguments militent en faveur d'une imposition des pensions d'un montant élevé, compte tenu de la nature régressive des subventions publiques implicites dont bénéficient leurs titulaires aujourd'hui. Cela permettrait de concentrer en début de période une partie des économies escomptées d'une réforme des retraites. Le montant total des exonérations d'impôt sur le revenu est actuellement plafonné à 40 % du revenu imposable, mais ce seuil pourrait être nettement abaissé.

Le taux d'imposition des dividendes au niveau des personnes physiques n'est aujourd'hui que de 10 %, sachant qu'il est nul pour la première tranche de 3000 USD, qui équivaut à environ une année de salaire minimum. Il serait possible de revoir à la hausse le taux d'imposition des dividendes et de supprimer cette exonération, dans le cadre d'un transfert partiel de charge fiscale sur les revenus du capital effectué des sociétés vers les actionnaires.

## Graphique 1.21. Peu d'individus seulement acquittent l'impôt sur le revenu des personnes physiques

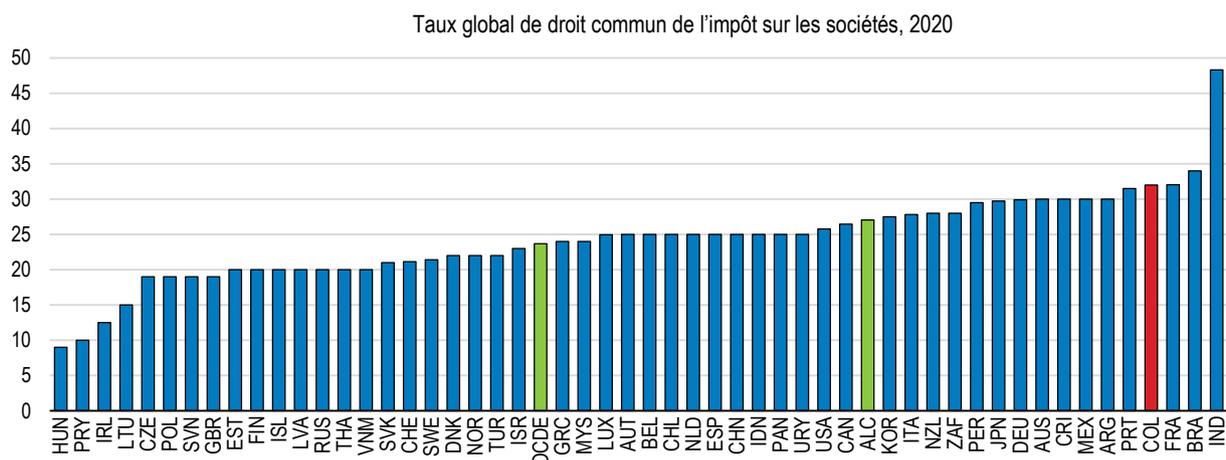


Source : OCDE (2021), Les impôts sur les salaires 2021, <https://doi.org/10.1787/24d05263-fr>.

StatLink  <https://stat.link/7jd8g4>

Le taux de droit commun de l'impôt sur les sociétés s'établit à 35 % en 2022, soit un niveau élevé par rapport à la moyenne de l'OCDE, qui est de 24 % (Graphique 1.22). Des dispositions législatives réduisant progressivement ce taux à partir de 2021 avaient été adoptées, avant que la réforme budgétaire de 2021 n'instaure un taux de 35 %. Ce taux élevé de l'impôt sur les sociétés vient s'ajouter à d'autres prélèvements extrêmement distorsifs appliqués aux entreprises, tels que la taxe locale sur les activités industrielles et commerciales (ICA, *Impuesto de Industria y Comercio*), qui affaiblissent globalement les incitations à l'investissement et ont probablement des effets négatifs sur la croissance (OECD, Dian et Ministerio de Hacienda, 2021<sup>[17]</sup> ; Arnold et al., 2011<sup>[18]</sup>). En outre, nombre des exonérations et autres avantages fiscaux actuels pourraient être revus en priorité, ce qui pourrait se traduire par un accroissement des recettes pouvant aller jusqu'à 1 point de PIB tout en remédiant à l'inéquité actuelle du système d'imposition (Minhacienda, 2021<sup>[11]</sup>). Ainsi, le taux réduit d'imposition et les exonérations de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) dont bénéficient simultanément les « zones franches », dont certaines se limitent à une seule et même entreprise, n'ont jamais fait l'objet d'une analyse coûts-avantages systématique, et il est probable que leurs effets de distorsion l'emportent sur leurs effets bénéfiques. Ce régime est utilisé de manière prédominante par des entreprises tournées vers le marché intérieur. Les effets de distorsion inhérents à la conception du régime d'imposition des sociétés constituent également un des facteurs à l'origine du nombre élevé d'entreprises non constituées en société, et il faudrait y remédier en réformant globalement la fiscalité des sociétés de manière à la simplifier pour toutes les entreprises, au lieu d'y ajouter de nouvelles exonérations.

## Graphique 1.22. Le taux d'imposition des sociétés est élevé



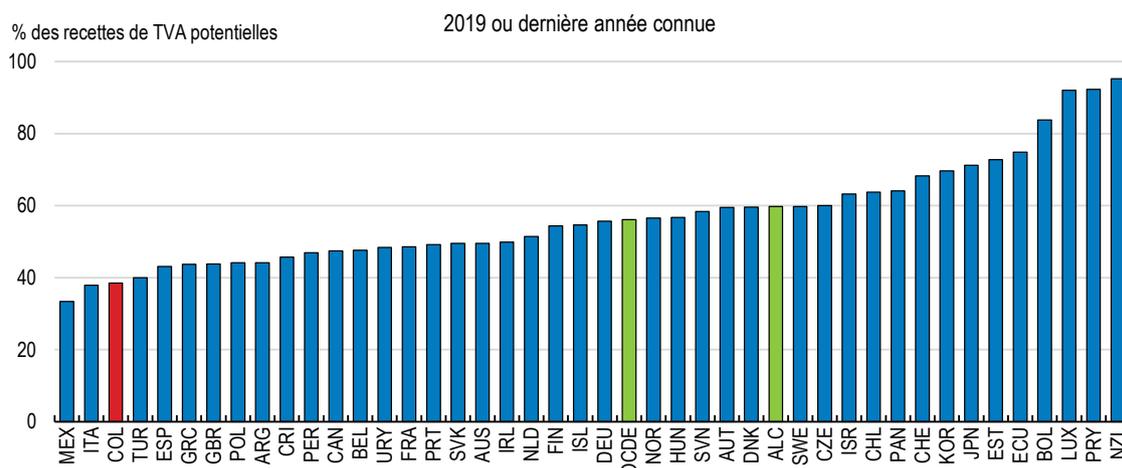
Source : OCDE, base de données des Statistiques des recettes publiques.

StatLink  <https://stat.link/ixc2jm>

Les autorités pourraient accroître sensiblement les recettes de TVA en limitant le champ d'application des exonérations et des taux réduits et en renforçant la discipline fiscale (Graphique 1.23), tout en mettant en place des mécanismes de compensation afin de protéger les ménages les plus pauvres. L'effet budgétaire global des exonérations et des taux réduits de TVA représente 4.9 % du PIB (Minhacienda, 2021<sup>[11]</sup>). Les taux zéro, les taux réduits et les exonérations portent non seulement sur des produits de consommation de base, mais aussi sur un large éventail de biens et de services dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'alimentation, des médicaments et des transports, auxquels s'ajoutent les ordinateurs, les tablettes et les téléphones portables jusqu'à un certain seuil de prix. *In fine*, l'essentiel du manque à gagner fiscal correspondant est imputable aux ménages ayant des revenus élevés. Il serait possible de supprimer ces dépenses fiscales tout en prenant des mesures de compensation en faveur des ménages pauvres sous forme de prestations sous conditions de ressources, de manière à améliorer le ciblage des aides qui leur sont destinées. Les autorités ont commencé à mettre en place une telle prestation compensatoire (*Compensación del IVA*) en 2020. Elle pourrait être mieux intégrée avec les prestations dont bénéficient déjà les pauvres, mais une fois qu'elle touchera tous les ménages à faibles revenus, les autorités pourront progressivement supprimer les dispositions dérogatoires en matière de TVA, tout en revoyant à la hausse les prestations compensatoires. La pratique consistant à appliquer certains jours une exonération de TVA devrait cesser, dans la mesure où elle ne correspond à aucun objectif légitime de l'action publique.

Pour que ces réformes fiscales soient politiquement viables, il sera peut-être nécessaire de les mettre en œuvre progressivement, et il faut identifier clairement quels en seront les gagnants et les perdants. Conjugée à une réforme des prestations sociales comme celle évoquée dans le chapitre 2, une réforme en profondeur de la fiscalité serait très bénéfique en termes nets à toutes les personnes appartenant à la moitié inférieure de la distribution des revenus, ainsi qu'à celles dont le revenu n'est guère supérieur au salaire minimum. S'agissant du calendrier de ces réformes, l'abaissement du seuil d'imposition au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, qui s'accompagnerait d'une réduction des cotisations de sécurité sociale, pourrait être progressif, tandis que la suppression des dépenses fiscales dans une large mesure régressives pourrait être plus immédiate. Les effets potentiels induits sur le pouvoir d'achat des ménages modestes par l'augmentation de la TVA sur certains produits de consommation seraient compensés au moyen de prestations.

## Graphique 1.23. Les exonérations et les taux spécifiques réduisent les recettes de TVA



Note : Le ratio des recettes de TVA (RRT) est le rapport entre les recettes de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) effectivement collectées et celles qui auraient théoriquement été obtenues si la TVA avait été appliquée au taux normal à l'ensemble de la consommation finale. Les agrégats OCDE et ALC (qui désigne la région de l'Amérique latine et des Caraïbes à l'exclusion de la Colombie) correspondent à des moyennes simples des données relatives aux pays représentés sur ce graphique, et les données concernant le Canada couvrent uniquement la TVA fédérale. Sources : OCDE (2019), Tendances des impôts sur la consommation 2018 ; et OCDE (2019), Revenue Statistics in Latin America and the Caribbean 2019.

StatLink  <https://stat.link/czr4g3>

### Des améliorations de l'administration de l'impôt pourraient renforcer la collecte des recettes

La Colombie a réalisé des progrès sensibles en termes d'amélioration de l'administration de l'impôt et de réduction de la fraude fiscale, notamment grâce à une amélioration continue des systèmes d'information, de la gestion des ressources humaines, de la gouvernance de l'administration fiscale et des échanges de renseignements avec d'autres pays (OECD, 2019<sup>[19]</sup> ; OECD, 2015<sup>[15]</sup> ; IMF, 2021<sup>[3]</sup>). Ces efforts ont permis d'améliorer la collecte des impôts. L'accord fiscal international négocié il y a peu à l'OCDE et le récent accord sur l'échange de renseignements conclu avec le Panama peuvent offrir de nouvelles possibilités de coopération internationale en matière de fiscalité.

Il existe cependant des marges de manœuvre considérables pour faire reculer la fraude fiscale et renforcer l'administration de l'impôt, puisque certaines estimations laissent à penser que la fraude fiscale se traduit aujourd'hui par des pertes de recettes représentant plus de 5 % du PIB (Benítez et al., 2021<sup>[20]</sup>). Tant la complexité du système d'imposition colombien que l'ampleur des activités informelles parmi les entreprises et les travailleurs constituent des facteurs essentiels réduisant les rentrées d'impôts (Pinto López et Tibambre, 2019<sup>[21]</sup> ; Benítez et al., 2021<sup>[20]</sup>). Améliorer la confiance dans les pouvoirs publics contribuerait aussi à renforcer la discipline fiscale (OECD, 2019<sup>[22]</sup>). Il faudrait également déployer davantage d'efforts en matière d'application de la législation fiscale, tout en améliorant les incitations au respect de cette législation par le biais d'une réforme des impôts.

Une façon d'aller de l'avant consisterait à faire fond sur les progrès antérieurs et à s'attacher à renforcer encore l'investissement dans les bases de données et les technologies de l'information pour permettre un recoupement des informations provenant de sources différentes. Pour commencer, on pourrait établir un lien entre les registres douaniers et fiscaux. Le registre des contribuables actuel ne couvre que 8 % de la population, contre 55 % au Chili. Parmi les nombreux travailleurs indépendants, rares sont ceux qui paient des impôts. Accroître le nombre de personnes redevables de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, comme cela a été recommandé plus haut, permettrait d'étoffer les bases de données actuelles. L'administration de l'impôt, notamment pour les impôts sur le patrimoine, bénéficierait aussi d'un élargissement de la couverture des cadastres, qui faciliterait également la mise en œuvre de l'accord de paix et la lutte contre la déforestation.

La facturation électronique progresse et ouvre des perspectives notables d'augmentation des rentrées d'impôts, comme le montre l'exemple du Chili (Barreix et Zambrano, 2018<sup>[23]</sup>). Les autorités pourraient mettre à profit ces avancées pour limiter l'utilisation des espèces, qui représentent 90 % de l'ensemble des transactions privées, soit une proportion nettement plus élevée que dans d'autres économies émergentes comme le Brésil ou la Turquie (Pérez et Pacheco, 2016<sup>[24]</sup>). Interdire les transactions en espèces au-delà d'un certain seuil, ou taxer l'utilisation des espèces, est une mesure employée dans de nombreuses économies pour lutter contre la fraude fiscale, notamment au Mexique (Gobierno de México, 2021<sup>[25]</sup>). La taxe de 0.4 % appliquée actuellement à la plupart des transactions financières pourrait être remplacée par une taxe prélevée uniquement sur les retraits d'espèces importants, comme cela avait été recommandé dans de précédentes *Études économiques* de l'OCDE (OECD, 2019<sup>[19]</sup> ; OECD, 2015<sup>[15]</sup>).

### **L'efficacité des dépenses publiques pourrait être améliorée**

Il est possible d'améliorer nettement l'efficacité des dépenses publiques en les ciblant mieux et en évaluant les programmes de dépenses et les dépenses fiscales existants au moyen d'un examen systématique des dépenses, pour ne conserver que ceux qui s'avèrent contribuer de manière positive et économiquement efficiente à la réalisation d'objectifs clairement définis, tout en supprimant progressivement les autres. Les efforts accomplis actuellement en ce sens pourraient s'accroître. Les subventions à l'électricité et au gaz, par exemple, sont mal ciblées sur les ménages pauvres auxquelles elles sont en principe destinées. Soixante-dix pour cent des subventions implicites découlant du système public de retraite contributif, qui représentent 3.4 % du PIB, bénéficient aux ménages des trois déciles supérieurs de la distribution des revenus (Levy et Cruces, 2021<sup>[26]</sup>). Même lorsque des programmes sont conservés, réduire leur fragmentation pourrait permettre d'éviter des doublons et de réaliser des économies. Dans l'agriculture, les subventions aux intrants détournent des ressources rares des services de vulgarisation et d'assistance technique, qui seraient plus efficaces pour mettre en place des conditions propices à une croissance durable dans ce secteur (OECD, 2021<sup>[27]</sup>). S'agissant des dépenses sociales, par exemple, les nouvelles prestations destinées aux travailleurs informels ayant perdu leurs revenus pendant la pandémie et le nouveau mécanisme de compensation de la TVA en faveur des pauvres ne sont pas intégrés avec les dispositifs existants, ce qui accentue la fragmentation des programmes et le manque de coordination globale. Un résumé des effets budgétaires qu'aurait la mise en œuvre de diverses recommandations est présenté dans le Tableau 1.3.

**Tableau 1.3. Impact budgétaire à moyen terme de certaines recommandations**

Recommandation	Impact estimé sur le solde budgétaire
Réduire les dépenses fiscales au titre de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), de l'impôt sur les sociétés et de l'impôt sur le revenu des personnes physiques.	+3.9 % du PIB
Accroître le nombre de personnes redevables de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, notamment en réduisant l'abattement à la base.	+1.9 % du PIB
Alléger l'imposition des entreprises, notamment en abaissant le taux de l'impôt sur les sociétés, et supprimer progressivement la taxe locale sur les activités industrielles et commerciales (ICA, <i>Impuesto de Industria y Comercio</i> ).	-1.2 % du PIB
Mettre en œuvre le train de réformes de la protection sociale décrit dans le chapitre 2 : - en créant un programme de transfert monétaire unique en faveur des pauvres afin de remplacer l'ensemble fragmenté constitué aujourd'hui par les prestations sociales ; - en instaurant une pension de retraite universelle destinée à remplacer le système actuel de retraite à long terme ; - en fusionnant les deux systèmes publics de soins de santé ; et - en supprimant certaines cotisations de sécurité sociale.	-3.6 % du PIB
Intégrer les pensions d'un montant élevé dans le champ d'application de l'impôt sur le revenu, afin de concentrer en début de période une partie des 2.6 points de PIB d'économies attendues à long terme de la suppression progressive du système de retraite actuel.	+0.5 % du PIB
Apporter un soutien ciblé aux élèves ayant abandonné l'école ou qui risquent de le faire.	-0.1 % du PIB

Étoffer le système d'éducation des jeunes enfants afin de garantir un accès universel à ce système.	-0.3 % du PIB
Accroître les ressources affectées à l'application des lois contre la déforestation.	-0.1 % du PIB
Variation du solde primaire en résultant	+1.0 % du PIB

Source : Estimations de l'OCDE.

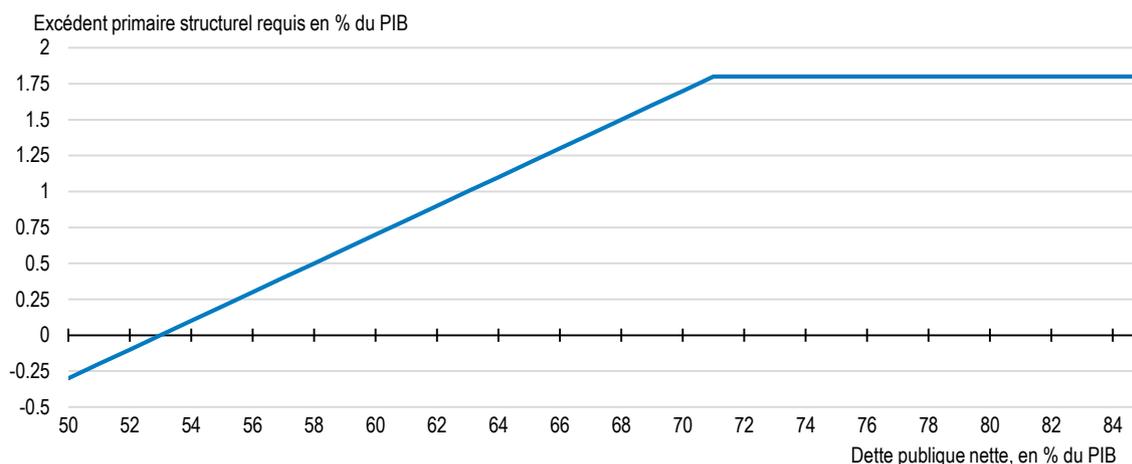
### **Renforcer le cadre budgétaire**

Un cadre budgétaire solide fondé sur des règles a assuré la stabilité macroéconomique et la discipline budgétaire pendant des décennies. Des objectifs budgétaires sont définis chaque année dans une optique de réduction progressive du déficit budgétaire structurel, tandis qu'un cadre budgétaire complet à moyen terme, publié chaque année, garantit une programmation cohérente et une transparence budgétaire à un horizon pluriannuel (Minhacienda, 2021<sup>[11]</sup>). La règle budgétaire en place entre 2011 et 2019 limitait le déficit structurel, mais offrait des marges de manœuvre importantes en cas de choc subi par les cours du pétrole ou par l'activité économique. Cette règle a été suspendue pour 2020 et 2021, afin de permettre au pays de faire face à la pandémie de COVID-19. Bien qu'elle ait été pleinement respectée, cette règle budgétaire n'a pas permis d'endiguer la montée de la dette publique, qui est passée de 37 % du PIB en 2011 à 50 % en 2019. Cela peut s'expliquer en partie par des chocs macroéconomiques négatifs tels que la baisse marquée des cours du pétrole intervenue en 2014.

Afin de remédier à cette lacune, la réforme budgétaire de septembre 2021 a instauré une nouvelle règle intégrant un point d'ancrage explicite défini en termes d'endettement. Plus précisément, elle fixe un plancher pour le solde primaire net structurel (calculé hors revenus financiers) directement déterminé en fonction de la dette publique nette, définie comme la dette publique brute diminuée des actifs financiers liquides à court terme (Graphique 1.24).

En vertu de cette nouvelle règle, le solde primaire doit être excédentaire dès lors que la dette est supérieure à 53 % du PIB. Pour le niveau actuel de la dette publique nette, par exemple, la règle exigerait un solde primaire net structurel de +1.2 % du PIB. Compte tenu du niveau actuel des paramètres que constituent le taux d'intérêt implicite et la croissance du PIB, les résultats budgétaires imposés par la nouvelle règle entraîneront une hausse progressive du niveau d'endettement retenu comme point d'ancrage à 55 % du PIB. Le niveau de solde primaire net structurel exigé est plafonné à 1.8 % du PIB si la dette nette excède 70 % du PIB. À ce niveau d'endettement, le solde budgétaire exigé permettrait encore de réduire la dette même si le taux d'intérêt implicite de l'encours total de la dette devait dépasser de 220 points de base son niveau de 2019. En l'état actuel des choses, il semble assez probable que le respect de cette nouvelle règle budgétaire permettra d'empêcher de futures augmentations de la dette publique et d'enclencher un processus progressif de désendettement. Les dispositions décrites ci-avant devraient entrer en vigueur en 2026. À court terme, un dispositif transitoire limite le solde primaire net structurel à -4.7 % du PIB en 2022, -1.4 % du PIB en 2023, -0.2 % du PIB en 2024 et +0.5 % du PIB en 2025.

### Graphique 1.24. La nouvelle règle budgétaire lie le déficit primaire au niveau de la dette



Source : Calculs de l'OCDE fondés sur la loi n° 1473 de 2011, telle que modifiée par la loi sur l'investissement social (*Ley de Inversión Social*) de 2021.

StatLink  <https://stat.link/1jkygl>

La création d'un conseil budgétaire indépendant avait été recommandée dans des travaux antérieurs de l'OCDE et dans un rapport de 2017 de la Commission des dépenses et des investissements publics (Tableau 1.4) (Bernal et al., 2018<sup>[28]</sup> ; OECD, 2019<sup>[13]</sup>). La réforme budgétaire de 2021 pose les fondements juridiques de la création d'un Comité autonome de la règle budgétaire, composé de 2 membres du Congrès et de 5 membres externes salariés. Cela représente certes un progrès par rapport aux experts non rémunérés travaillant à temps partiel qui constituaient le précédent conseil budgétaire, mais le budget et l'indépendance financière du nouvel organe ne sont pas définis par la loi, ce qui signifie qu'il est loin de pouvoir jouer le rôle d'une institution budgétaire véritablement indépendante. En Amérique latine, le Brésil, le Chili et le Costa Rica ont réussi à mettre sur pied de telles institutions, qui élaborent en général régulièrement des rapports prospectifs sur les évolutions budgétaires et la viabilité de la dette et estiment le coût budgétaire des projets de loi. Pour reproduire l'expérience réussie des autres pays, la Colombie devrait prévoir un budget raisonnable et stable, garanti par la loi, permettant de recruter à temps plein des analystes qualifiés, et préserver le processus de sélection des membres du conseil budgétaire de toute ingérence politique.

### Tableau 1.4. Recommandations antérieures de l'OCDE concernant les politiques macroéconomiques

Recommandations	Mesures prises depuis l'Étude de 2019
Mettre en place un conseil budgétaire indépendant pour surveiller les risques budgétaires et fournir des analyses techniques complémentaires sur les objectifs budgétaires et leur révision.	Un nouveau conseil budgétaire a été créé en septembre 2021, mais son autonomie budgétaire n'est pas garantie par la loi.
Supprimer certaines rigidités budgétaires en réduisant les dépenses obligatoires et la préaffectation des recettes.	Aucun progrès n'a été réalisé.
Procéder à l'évaluation des programmes sociaux et des dispositifs d'exonération fiscale, et ne conserver que ceux qui ont un impact positif sur la productivité ou l'équité.	Les programmes sociaux demeurent fragmentés et leur efficacité limitée, malgré des améliorations. Les exonérations fiscales restent fréquentes.
Élargir l'assiette de l'impôt sur le revenu des personnes physiques en abaissant le seuil à partir duquel le revenu est imposable et en supprimant les exonérations.	Aucun progrès n'a été réalisé.
Remplacer les taux réduits de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) par des transferts monétaires au profit des ménages modestes.	Des transferts monétaires compensatoires ont été mis en place, mais aucun progrès n'a été accompli concernant les taux réduits de TVA.

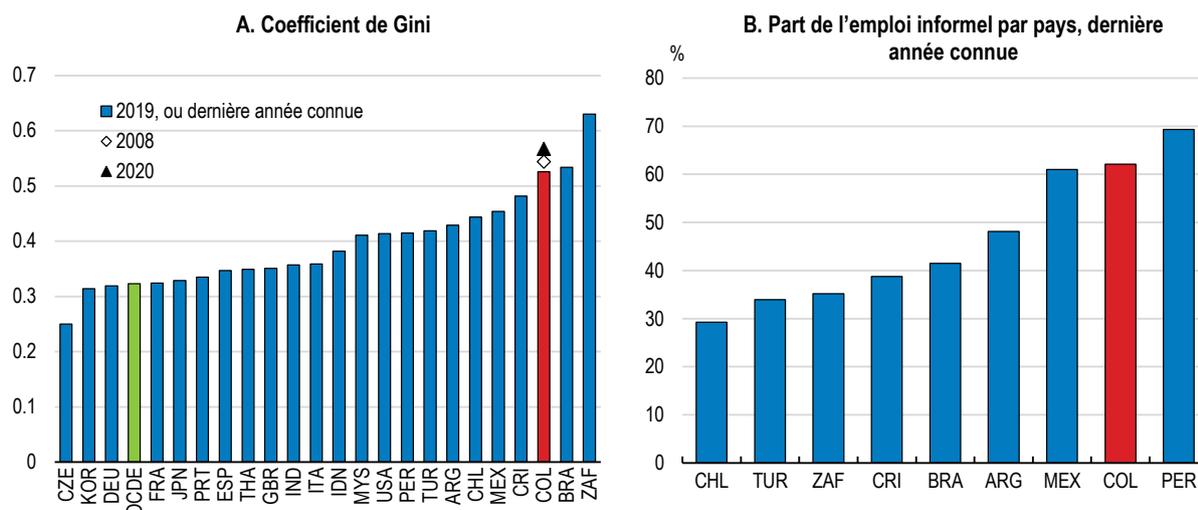
Abaisser le taux et élargir la base d'imposition des sociétés.	Le taux de l'impôt sur les sociétés a été relevé, mais son assiette n'a que modestement augmenté. Néanmoins, depuis 2019, une partie des impôts locaux à payer peut être déduite des sommes dues au titre de l'impôt sur les sociétés.
Renforcer les services fiscaux et plafonner le montant des transactions en espèces.	En 2020, la Colombie a obtenu un prêt de la Banque interaméricaine de développement (BID) pour améliorer l'efficacité et l'efficience de son administration des impôts et des douanes. La réforme budgétaire de septembre 2021 prévoit une augmentation des recettes grâce à une meilleure administration de l'impôt. Aucun progrès n'a été accompli concernant la limitation des transactions en espèces.

Source : OCDE, 2019<sup>[14]</sup>.

## Favoriser une reprise inclusive

La pauvreté et les inégalités restent des enjeux cruciaux en Colombie et y répondre nécessitera une croissance solide et durable, ainsi que de profondes réformes des politiques dans le domaine social, du marché du travail et de l'éducation. La Colombie fait partie des pays qui présentent les niveaux les plus élevés d'inégalités de revenu et d'emploi informel en Amérique latine et dans le monde (Graphique 1.25). Après des années de recul, les inégalités de revenu s'aggravent depuis 2017 et la pandémie de COVID-19 ne fait que les accentuer désormais. La crise sanitaire a également creusé l'inégalité des chances, avec des effets disproportionnés sur les catégories les moins favorisées, en particulier en matière d'éducation.

### Graphique 1.25. Les inégalités et l'emploi informel sont élevés



Note : Les coefficients de GINI sont estimés à partir du revenu disponible des ménages après impôts et transferts. S'agissant de l'emploi informel, les dernières données disponibles datent de 2019, à l'exception de l'Argentine, du Brésil et du Pérou (2018), du Mexique (2017) et de la Turquie (2015).

Source : Banque mondiale, Indicateurs de développement dans le monde ; Département administratif national de la statistique (DANE, *Departamento Administrativo Nacional de Estadística*) ; base de données de l'OCDE sur la pauvreté ; et base de données ILOSTAT sur l'emploi informel.

StatLink  <https://stat.link/56lb0g>

## **Des réformes ambitieuses sont nécessaires pour remédier à des problèmes sociaux qui se posent de longue date**

La pandémie a mis en évidence des lacunes notables en matière de protection sociale, en particulier celle des travailleurs du secteur informel. L'économie informelle est un phénomène complexe et il convient d'y remédier en formulant une stratégie pluridimensionnelle, dont une profonde refonte des systèmes de protection sociale serait l'un des éléments essentiels. En Colombie, les travailleurs déclarés (secteur formel) bénéficient d'une bonne protection sociale. Toutefois, environ 60 % des travailleurs du secteur informel n'y ont pas accès, si ce n'est à des prestations de santé quasi universelles (OCDE, 2019<sup>[13]</sup> ; OECD, 2015<sup>[15]</sup>). Une bonne partie des dépenses sociales sont globalement mal ciblées et reviennent à distribuer de rares ressources publiques à des populations qui ne sont pas pauvres. S'agissant des pensions de retraite, plus de 65 % des travailleurs qui cotisent pour leur retraite ne pourront pas faire valoir leurs droits en fin de carrière, compte tenu des allers et retours entre les secteurs formel et informel (Levy et Cruces, 2021<sup>[26]</sup>). Près de 20 % des recettes publiques sont consacrées à subventionner les pensions de retraite de seulement 4 % de la population. Certains travailleurs du secteur informel perçoivent des prestations non contributives, mais malgré le renforcement des dispositifs pour lutter contre les conséquences du COVID-19, leur accès reste parcellaire et le montant des aides très faible. Ainsi, les pensions non contributives ne représentent qu'un dixième du salaire minimum (Levy et Cruces, 2021<sup>[26]</sup>).

Comme expliqué en détail au chapitre 2 de cette *Étude économique*, le système de protection sociale colombien créé un cercle vicieux. En effet, les travailleurs informels ne perçoivent pratiquement aucune prestation, alors que l'économie informelle est entretenue par le niveau élevé des coûts non salariaux qui financent les prestations du secteur formel (Levy et Cruces, 2021<sup>[26]</sup> ; Meléndez, Alvarado et Pantoja, 2021<sup>[29]</sup> ; IMF, 2021<sup>[3]</sup> ; OECD, 2019<sup>[13]</sup>). Les prestations sociales destinées aux travailleurs déclarés sont en grande partie financées par les cotisations et les coûts de main-d'œuvre non salariaux, qui peuvent atteindre 55 % du salaire minimum et sont élevés à l'échelle internationale (IMF, 2021<sup>[3]</sup>), ce qui, conjugué à un salaire minimum élevé, dont le montant est proche du salaire médian, renchérit le coût des emplois formels et encourage l'économie informelle.

L'une des pistes pour mettre un terme à ce cercle vicieux serait d'établir des prestations non contributives uniques et universelles pour chacun des trois grands objectifs de l'action publique : éradiquer la pauvreté, assurer une pension de vieillesse à tous et fournir des services de santé de base. Elles remplaceraient les aides sociales actuelles, caractérisées par leur morcellement, leur ciblage médiocre et leur financement par des cotisations. Il conviendrait d'abandonner progressivement le financement fondé sur les cotisations des travailleurs déclarés en réduisant sensiblement les cotisations de sécurité sociale (Levy et Cruces, 2021<sup>[26]</sup>). Les calculs de l'OCDE laissent penser qu'à long terme, une telle réforme nécessiterait la mobilisation de ressources supplémentaires, à hauteur de 1 % du PIB, qui devraient être financées par la fiscalité générale (voir chapitre 2). Parallèlement à la baisse des cotisations de sécurité sociale, l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) pourrait être majoré et l'assiette de la TVA élargie. Il est important d'observer que l'IRPP diffère, économiquement parlant, des cotisations de sécurité sociale dans ce contexte, même si les deux types de prélèvements sont largement supportés par les ménages. En effet, l'IRPP porte sur l'ensemble des sources de revenu, pas seulement sur les revenus du travail déclaré, et il permet la progressivité des barèmes, y compris des taux zéro sur les bas revenus.

S'agissant des travailleurs actuellement déclarés, une partie des cotisations de sécurité sociale serait fiscalisée *via* l'impôt sur le revenu. La réduction des dépenses fiscales et de l'abattement à la base de l'IRPP à un niveau proche du salaire minimum, qui est actuellement supérieur à ce que gagnent 50 % des actifs, laisse une marge de manœuvre conséquente à cette fin. Assujettir à l'impôt sur le revenu un peu moins de la moitié des travailleurs rémunérés, contre 5 % actuellement, permettrait aussi de remédier à un problème qui se pose de longue date en matière de collecte de recettes. Concernant les travailleurs déclarés percevant des rémunérations relativement plus élevées, une progressivité accrue du barème fiscal entraînerait une majoration de leur imposition.

En revanche, les travailleurs du secteur informel et ceux dont les revenus sont en deçà ou proches du salaire minimum auraient davantage de chances de trouver un emploi dans le secteur formel et verraient leur rémunération augmenter. La baisse des coûts non salariaux, intervenue à l'occasion d'une réforme de la fiscalité en 2012, s'est avérée un accélérateur efficace de régularisation de l'emploi informel (Morales et Medina, 2017<sup>[30]</sup> ; Fernandez et Villar, 2017<sup>[31]</sup> ; Bernal et al., 2017<sup>[32]</sup> ; Kugler, Kugler et Herrera-Prada, 2017<sup>[33]</sup>).

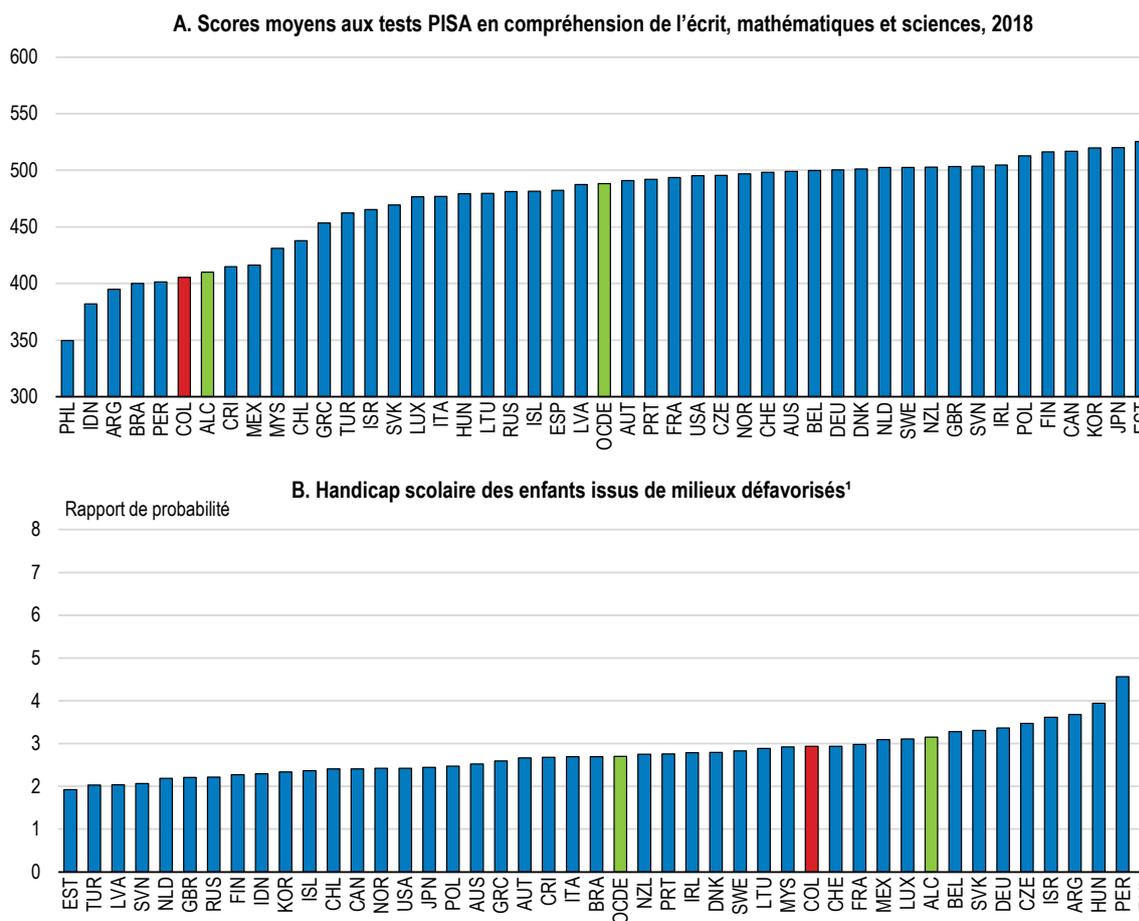
La réforme conjuguée des prélèvements et des prestations aurait un effet progressif notable et améliorerait sans conteste la situation financière de la partie inférieure de la distribution des revenus. La pauvreté serait en grande partie éliminée, car les prestations en espèces, à condition d'augmenter sensiblement leur couverture, permettraient de rehausser tous les revenus jusqu'au seuil de pauvreté. Les inégalités de revenu, mesurées par le coefficient de Gini, reculeraient de 13 points de pourcentage, soit une baisse de 25 %. Du fait de cette diminution, le coefficient de Gini de la Colombie ne dépasserait plus que d'environ 7 points de pourcentage la moyenne de l'OCDE, contre 20 points actuellement. Il ne s'agirait que de l'effet immédiat, puisque viendraient s'y ajouter les avantages à long terme liés à une nette réduction de l'activité informelle. Compte tenu des troubles sociaux survenus en 2021, il conviendrait de procéder prudemment et progressivement à l'élargissement du périmètre de l'IRPP et d'accompagner le processus d'importants efforts de communication pour expliquer quels déciles de distribution des revenus de la Colombie auraient à gagner ou à perdre à une réforme combinée des prélèvements et des prestations. Les initiatives visant à faire appliquer les mesures de lutte contre l'emploi informel constitueraient un complément important à une telle amélioration du dispositif d'incitation à la régularisation et devraient donc être renforcées en parallèle.

### ***Répondre à des enjeux cruciaux en matière d'éducation***

Le système éducatif a été très perturbé par la pandémie, d'où l'aggravation de problèmes qui se posaient déjà de longue date. Avant la crise sanitaire, les résultats scolaires de la Colombie dans l'enseignement secondaire étaient médiocres par rapport à la moyenne de l'OCDE (Graphique 1.26, partie A). En outre, on constatait une forte corrélation entre les résultats des élèves et leur milieu socioéconomique d'origine (Graphique 1.26, partie B). Compte tenu de la période de fermeture des établissements scolaires colombiens pendant la pandémie, la plus longue de la région et de l'OCDE, il est probable que ces inégalités vont continuer de se creuser.

En octobre 2021, environ 22 % des élèves n'étaient pas encore retournés en classe (Fundación Empresarios por la Educación, 2021<sup>[34]</sup>). Concernant les élèves issus de ménages vulnérables et des zones rurales, les cours à distance n'ont pas pu vraiment compenser l'absence d'apprentissage en classe en face à face, étant donné les écarts importants d'accès aux ressources numériques et aux compétences dans ce domaine. Seuls 32 % des élèves défavorisés disposent d'un accès Internet à leur domicile, contre 93 % chez ceux issus de milieux plus aisés (OECD, 2020<sup>[35]</sup>). Aussi le déploiement plus rapide des connexions à l'Internet dans tout le pays n'en est-il que plus justifié.

## Graphique 1.26. La Colombie accuse un retard dans les résultats scolaires des élèves



1. La partie B indique la probabilité accrue que les élèves du quartile inférieur de l'indice PISA de statut économique, social et culturel (ESCS) aient des résultats en deçà de la compétence minimum en compréhension de l'écrit, comparativement aux élèves favorisés (des 3 derniers quartiles de la distribution ESCS).

Source : OCDE, base de données PISA 2018.

StatLink  <https://stat.link/yaz1qv>

Afin de remédier aux conséquences de la pandémie sur les inégalités, il conviendra de cibler davantage les enfants issus des milieux défavorisés. Selon des données préliminaires, les taux de décrochage dans l'enseignement secondaire ont progressé de 25 % de 2019 à 2020, en particulier parmi les enfants scolarisés dans des établissements publics et issus de ménages vulnérables en zones rurales (Ministerio de Educación, 2021<sup>[36]</sup>). Il sera essentiel de mettre en œuvre des programmes ciblés pour remédier à l'incidence négative des fermetures d'établissements scolaires, en particulier dans le but de réintégrer les jeunes et les enfants sortis du système éducatif pendant la pandémie, et d'aider les élèves à rattraper les retards pris, du fait des fermetures de classes, dans leurs acquisitions (OECD, 2018<sup>[37]</sup> ; Kraft et Falken, 2021<sup>[38]</sup>). Un programme récent, financé par la Banque mondiale, constitue une mesure allant dans le bon sens. Des données probantes laissent penser que les programmes ciblés visant à intégrer les élèves non scolarisés et ceux présentant des retards d'apprentissage, la généralisation des repas à l'école et l'enseignement à temps complet peuvent réduire le décrochage scolaire et les grossesses précoces, la consommation de drogues et la criminalité et renforcer les compétences socioémotionnelles (Llach et al., 2009<sup>[39]</sup> ; Berthelon et Kruger, 2011<sup>[40]</sup>).

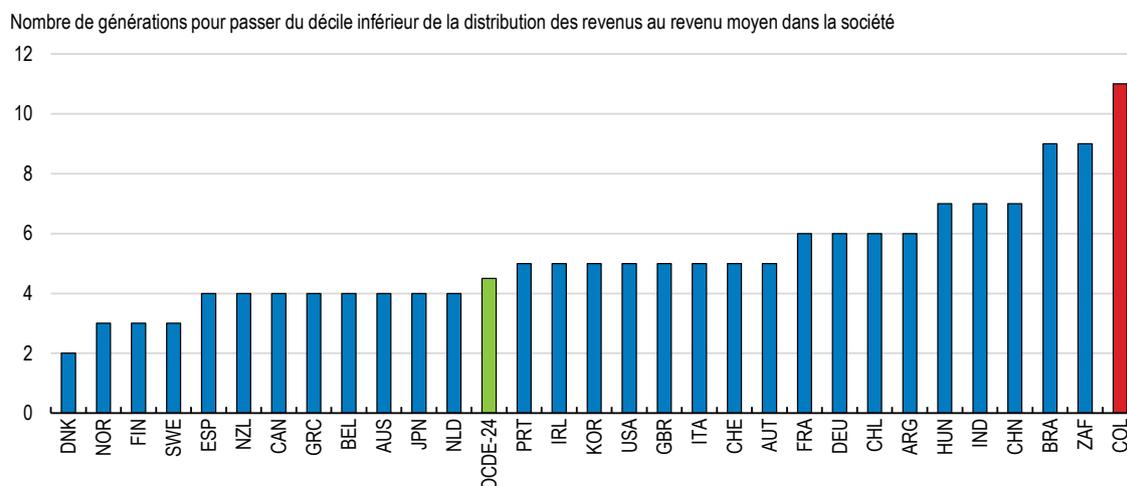
Il conviendrait en priorité d'affecter davantage de ressources aux premiers stades du parcours scolaire, non seulement pour atténuer les effets de la pandémie, mais aussi pour renforcer l'équité du système éducatif. En 2019, un peu plus de 50 % des enfants âgés de 3 à 5 ans étaient scolarisés (Fedesarrollo,

2021<sup>[41]</sup>), contre 90 à 100 % dans la plupart des pays de l'OCDE, d'où un renforcement des inégalités dès les premières années. L'offre de structures d'éducation et d'accueil des jeunes enfants (EAJE) réduit sensiblement la probabilité de voir des élèves défavorisés abandonner leurs études par la suite (OECD, 2016<sup>[42]</sup>). Des services d'EAJE de grande qualité contribuent également à l'amélioration des résultats des enfants plus tard durant leur vie d'adulte, notamment en termes de taux d'activité, de réduction de la pauvreté, de mobilité sociale intergénérationnelle et d'intégration sociale (OECD, 2018<sup>[43]</sup>). On estime à 0.3 % du PIB le coût de la scolarisation universelle des enfants âgés de 3 à 5 ans (Forero et Saavedra, 2019<sup>[44]</sup>).

L'égalité des chances en matière d'éducation est essentielle pour accroître la mobilité intergénérationnelle, qui est particulièrement faible (Graphique 1.27). La décision récente d'accorder la gratuité de l'enseignement supérieur à 700 000 étudiants vulnérables (Matrícula Cero) permettra à un plus grand nombre d'étudiants issus de milieux modestes d'accéder aux études supérieures. Toutefois, les effets bénéfiques de cette mesure coûteuse dépendront de manière décisive d'une plus grande égalité des chances face à l'éducation, depuis la petite enfance jusqu'à la fin de l'enseignement secondaire. Pour les enfants issus de milieux défavorisés, l'impréparation et le manque d'ambition font souvent obstacle, tout autant que les frais de scolarité, à la poursuite d'études supérieures.

Sachant que les établissements scolaires et les zones plus défavorisées ne comptent souvent qu'un nombre insuffisant d'enseignants très compétents, il faudrait inciter davantage ces derniers à venir y enseigner, au moins temporairement, ce qui contribuerait à réduire les inégalités, à l'instar de ce qui s'est fait au Chili (Bertoni et al., 2018<sup>[45]</sup> ; Elacqua et al., 2019<sup>[46]</sup>). Toutefois, la prime actuelle, de 15 % du salaire, offerte en Colombie s'est avérée insuffisante pour les attirer. La revalorisation des primes de salaire pourrait être calculée en fonction des établissements scolaires et de leur éloignement, et combinée à une accélération de la progression de carrière et à des promotions automatiques pour les enseignants restant en poste pendant au moins trois ans dans des zones défavorisées (Forero et Saavedra, 2019<sup>[44]</sup>). Ces mesures pourraient être complétées en facilitant les échanges professionnels et la formation *via* des réseaux, des outils et ressources numériques, et en améliorant les conditions fixées dans les contrats de travail (Radinger et al., 2018<sup>[47]</sup>).

### Graphique 1.27. La mobilité sociale intergénérationnelle est l'une des plus faibles parmi les pays membres de l'OCDE



Note : Ces estimations sont fondées sur des simulations et sont fournies à titre indicatif. Elles ne permettent pas de savoir précisément le temps qu'une personne issue d'une famille modeste mettra pour atteindre le revenu moyen. Elles reposent sur la persistance des revenus (élasticité) entre pères et fils, le niveau actuel des revenus des ménages du décile inférieur de la distribution, et le revenu moyen, dans l'hypothèse d'élasticités constantes, conformément à Bowles et Gintis (2002). On entend par famille modeste une famille appartenant au premier décile de la distribution des revenus, c'est-à-dire aux 10 % les plus pauvres de la population.

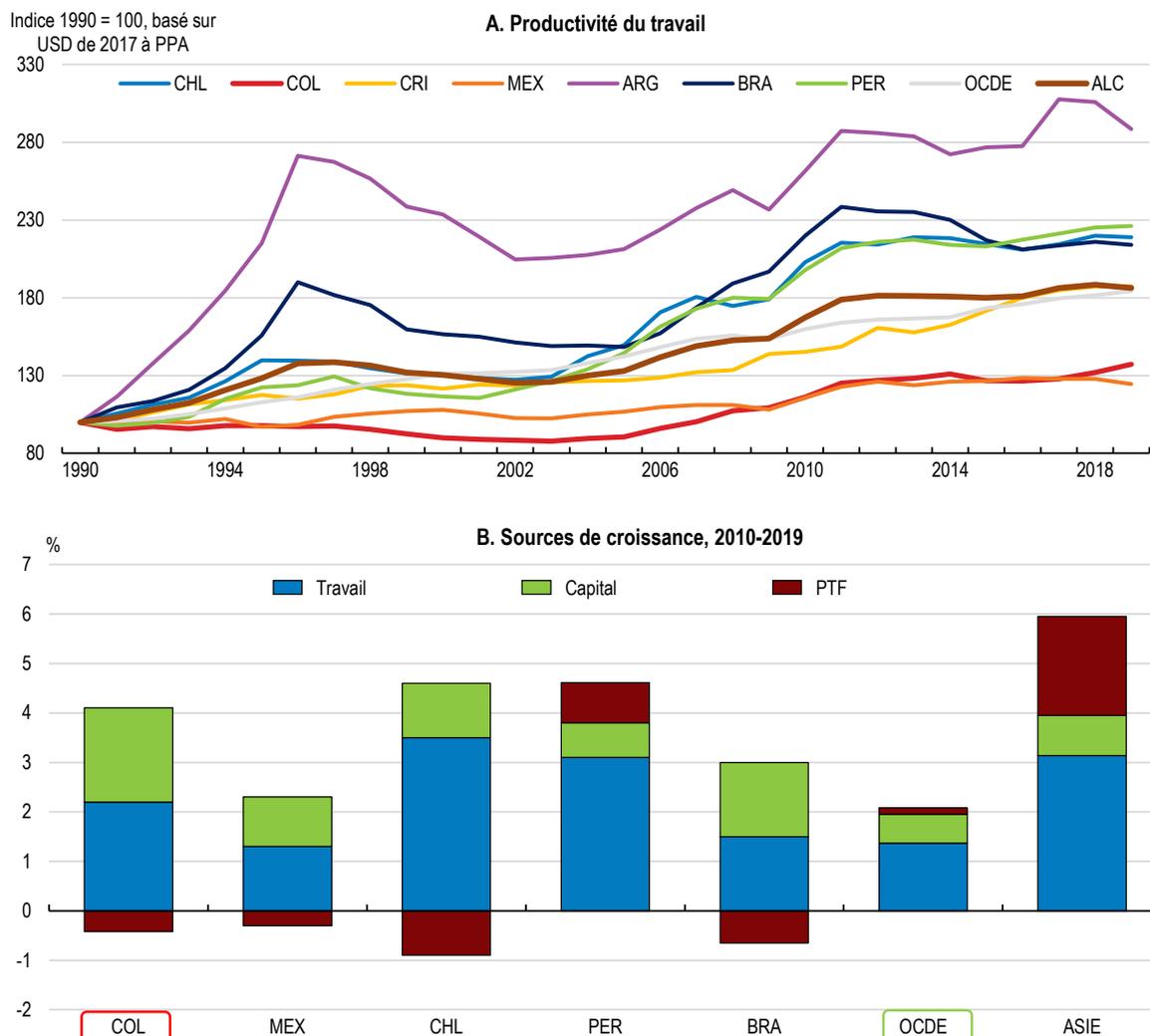
Source : Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus.

StatLink  <https://stat.link/w1qoyj>

## Renforcer la productivité, la concurrence et l'internationalisation

Depuis vingt ans, la productivité progresse lentement et la Colombie accuse désormais un retard en matière de productivité du travail par rapport aux pays comparables de la région (Graphique 1.28, partie A). Au cours de la dernière décennie, la croissance économique a entièrement reposé sur l'accumulation du travail et du capital, tandis que la productivité totale des facteurs, qui affichait alors une progression négative, n'y a pas contribué (Graphique 1.28, partie B) (Rivera et Robledo, 2021<sup>[48]</sup>). Cette évolution est également observable dans d'autres pays d'Amérique latine, mais contraste fortement avec celle observée dans les pays asiatiques à forte croissance. L'immigration, et en particulier un décret de 2021 qui accorde, ce qui est une bonne chose, un statut de résident légal aux immigrés du Venezuela, aura un effet positif sur la population active et la croissance économique, engendrant une hausse de PIB de près de 0.4 % (Pulido et Varón, 2020<sup>[49]</sup>). Toutefois, le vieillissement de la population va neutraliser, au cours des prochaines années, l'effet initialement dopant d'une augmentation de la population active sur la croissance et, faute de compensation de cette perte par la productivité et l'investissement, la croissance potentielle devrait nettement ralentir (Graphique 1.3).

### Graphique 1.28. La productivité est inférieure à celle des pays comparables de la région et n'a pas contribué à la croissance du PIB



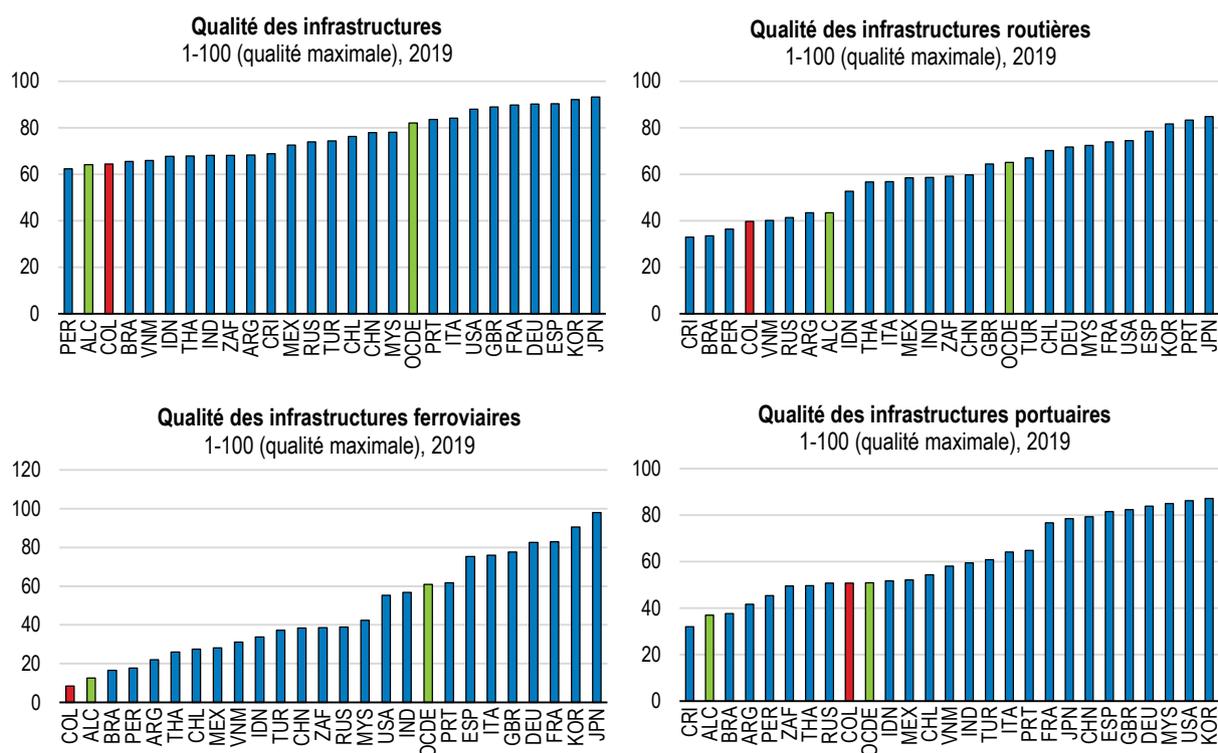
Note : Les agrégats ASIE, ALC et OCDE correspondent aux moyennes pondérées du PIB des pays pour lesquels des données sont disponibles.  
Source : Conference Board ; Feenstra, Robert C., Robert Inklaar et Marcel P. Timmer (2015), « The Next Generation of the Penn World Table », American Economic Review, 105(10), 3150-3182, téléchargeable sur [www.ggdcc.net/pwt](http://www.ggdcc.net/pwt).

StatLink  <https://stat.link/dcr6y9>

## Investir davantage dans les infrastructures pourrait générer des gains de productivité

L'une des pistes pour stimuler la productivité consiste à remédier aux facteurs habituels qui grèvent les coûts de production, comme les goulets d'étranglement dans les infrastructures. La Colombie a rattrapé son retard par rapport aux pays comparables de la région durant la dernière décennie (Misión de Internacionalización, 2021<sup>[50]</sup>). Pour autant, un nouveau renforcement des infrastructures pourrait avoir des retombées non négligeables sur la croissance (Ramírez-Giraldo et al., 2021<sup>[51]</sup>). Leur développement reste un enjeu majeur dans de nombreux secteurs, notamment les ports, les aéroports, les réseaux de communication et les réseaux routiers et ferroviaires (Graphique 1.29). Sur les 213 000 kilomètres du réseau routier, 25 000 kilomètres seulement sont en dur et sont souvent en mauvais état (Misión de Internacionalización, 2021<sup>[52]</sup>), ce qui pénalise à la fois les exportations et le développement des régions en retard économique, les possibilités d'emplois y étant moindres, en particulier dans le secteur formel. Un plan ambitieux d'investissement dans les infrastructures, d'un montant de 1.4 % du PIB, élaboré en riposte à la crise sanitaire, et une nouvelle politique nationale de déploiement logistique vont permettre de résorber certains goulets d'étranglement, tout en favorisant la reprise, et s'appuieront sur la grande expérience de la Colombie en matière de partenariats public-privé dans le secteur des infrastructures routières (Misión de Internacionalización, 2021<sup>[50]</sup>). Ces mesures vont également concourir à réduire les délais et les coûts des opérations logistiques. Il serait également possible de progresser dans le développement d'infrastructures de transport intermodal, telles que des infrastructures d'interconnexion rail-route, et de réduire les délais de manutention dans les zones portuaires, y compris les délais des formalités à accomplir pour le passage en douanes et autres.

Graphique 1.29. Les infrastructures présentent encore des lacunes importantes dans certains secteurs



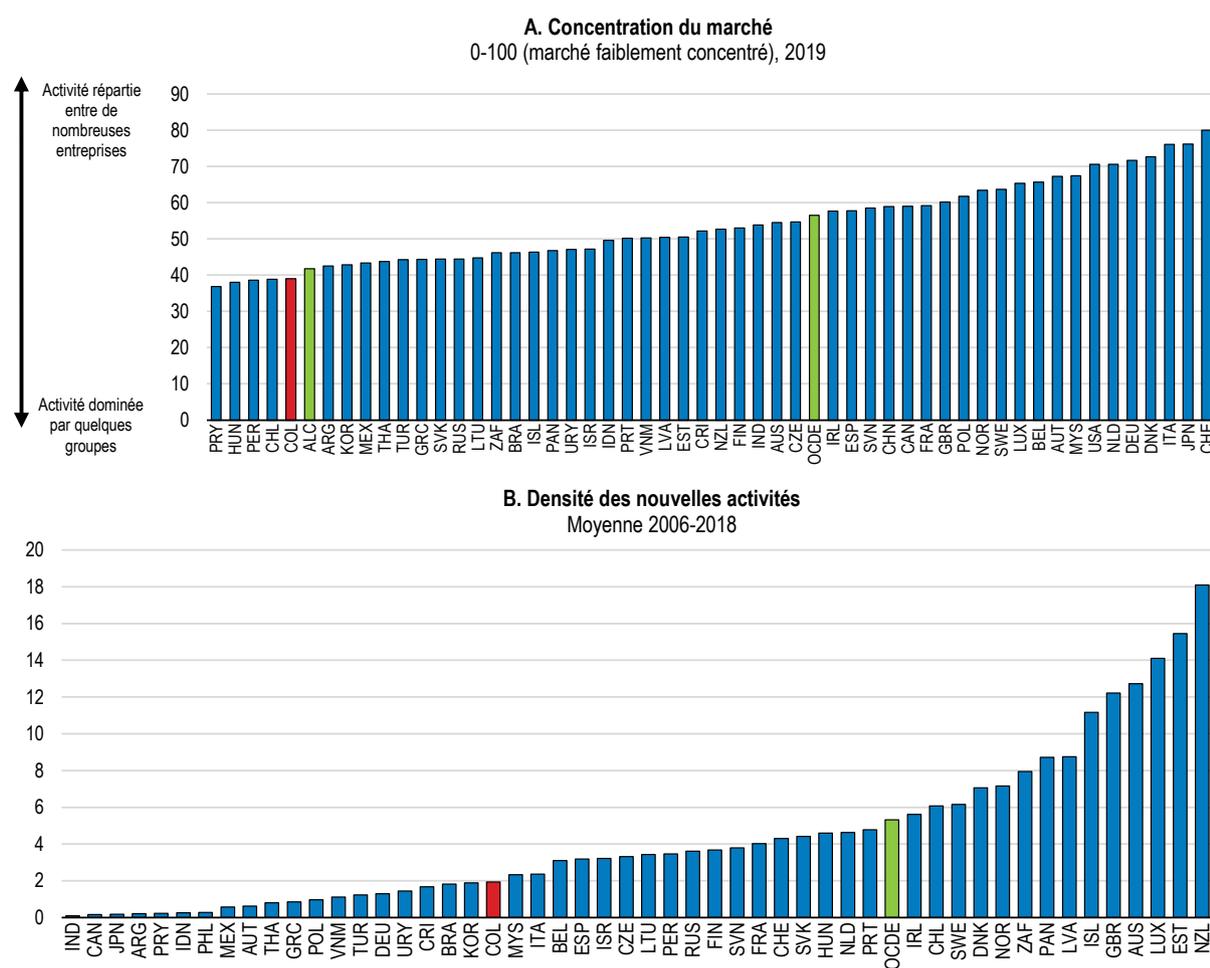
Note : ALC désigne la moyenne simple calculée pour les pays d'Amérique latine et des Caraïbes suivants : ARG, BOL, BRA, CHL, COL, CRI, ECU, GTM, HND, MEX, PAN, PER, PRY, URY et VEN.

Source : Forum économique mondial, ensemble de données relatives à l'indice de compétitivité mondiale, Genève.

## La faiblesse des indicateurs de concurrence pénalise l'accroissement de la productivité

Le renforcement des dispositifs d'incitation à l'intention des entreprises est une mesure tout aussi importante pour améliorer la productivité. Des nombreuses mesures et cadres institutionnels en vigueur nuisent à la concurrence, tant entre les entreprises existantes qu'avec les nouveaux acteurs du marché (Jaramillo Londoño, Gómez Márquez et Rodríguez Reyes, 2021<sup>[53]</sup> ; CONPES, 2020<sup>[54]</sup>). Les entreprises en place sont ainsi moins incitées à innover et à adopter des technologies nouvelles et les ressources vont moins vers les entreprises plus productives, notamment vers les nouveaux entrants sur le marché. Dans le contexte actuel de ressources budgétaires limitées, il est d'autant plus indiqué de progresser dans ce domaine, sachant que les réformes de renforcement de la concurrence sont susceptibles d'avoir des retombées très bénéfiques sur la croissance sans mobiliser pour autant beaucoup plus de ressources publiques.

### Graphique 1.30. La concurrence est relativement faible



Source : Forum économique mondial, Ensemble de données relatives à l'indice de compétitivité mondiale 4.0 de 2019, disponible sur <https://www.weforum.org/reports/how-to-end-a-decade-of-lost-productivity-growth> (partie A) ; base de données et enquête sur l'entrepreneuriat de la Banque mondiale, disponible sur <https://data.worldbank.org/indicator/IC.BUS.NDNS.ZS> (partie B).

StatLink  <https://stat.link/3g0oxp>

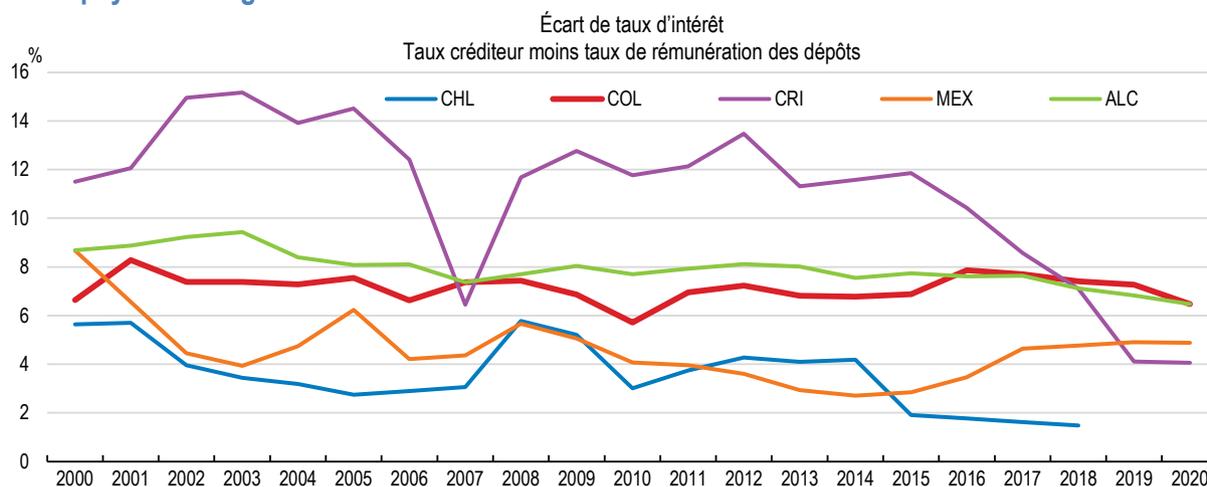
Plusieurs indicateurs mettent en évidence la faiblesse ou le recul des pressions concurrentielles sur les entreprises colombiennes. Les indicateurs de perception mesurés auprès des dirigeants d'entreprises laissent penser qu'en Colombie, de nombreux marchés sont dominés par un nombre relativement réduit

d'acteurs, de sorte que le pays se classe 102<sup>e</sup> sur les 141 pays de l'enquête (WEF, 2019<sup>[55]</sup>) (Graphique 1.30, partie A). Lorsque les marchés sont dominés par un petit nombre d'entreprises, il ne reste guère d'espace pour de nouveaux entrants et de fait, les nouvelles entrées sur les marchés sont moins fréquentes en Colombie que dans d'autres économies, selon des indicateurs établis à partir de données d'entreprises (Graphique 1.30, partie B).

Dans les pays avancés, les nouveaux acteurs du marché se développent ou disparaissent d'un marché, en règle générale, au cours de leurs premières années d'existence. Or, en Colombie, cette tendance est faussée par de nombreux obstacles qui entravent l'entrepreneuriat et la survie de petites unités improductives (Eslava, Haltiwanger et Pinzón, 2019<sup>[56]</sup>). Ce phénomène est peut-être imputable à la généralisation des entreprises et des emplois non déclarés, ce qui peut offrir un avantage comparatif qui nuit à l'équité en matière de concurrence. En outre, l'économie informelle freine le développement des entreprises, car celles qui ne sont pas déclarées cherchent à éviter d'attirer l'attention des autorités chargées de la répression des infractions. Outre les considérations sociales évoquées au chapitre 2, le renforcement des incitations à la régularisation de l'activité informelle n'en est donc que plus nécessaire. Selon de premières données, la pandémie pourrait bien avoir entraîné la sortie des petites entreprises les moins productives et favorisé l'automatisation (Flórez et al., 2020<sup>[57]</sup> ; Bonilla et al., 2021<sup>[58]</sup>).

Les données d'entreprises issues du recensement du secteur manufacturier laissent penser que la concurrence a continué de s'affaiblir de 2008 à 2018, les marges, qui rendent compte de la différence entre les prix et les coûts, et les bénéfices d'exploitation ayant augmenté de respectivement 37 % et 11 %. Les rentes économiques qui en découlent ont des effets régressifs sur la distribution des revenus et peuvent conférer un pouvoir politique qui, à son tour, renforce le pouvoir monopolistique et crée ainsi un cercle vicieux (UNDP, 2021<sup>[59]</sup>). Les entreprises qui affichent les marges les plus élevées ont eu tendance à gagner des parts de marché, malgré une moindre productivité et une moindre volonté d'investir dans les technologies informatiques (Iooty et al., 2021<sup>[60]</sup>). Elles sont surreprésentées dans les secteurs où les échanges sont très protégés (García et al., 2019<sup>[61]</sup>). Des données font également état d'un affaiblissement de la concurrence dans le secteur des services (Iooty et al., 2021<sup>[60]</sup>), la persistance d'écart de taux d'intérêt importants dans les services financiers étant un exemple évocateur (Graphique 1.31). Selon une analyse empirique, la réduction des marges dans le secteur manufacturier et dans les services, sous l'effet d'une concurrence accrue, irait de pair avec une progression plus rapide de la productivité (Iooty et al., 2021<sup>[60]</sup>).

**Graphique 1.31. Les écarts de taux des intermédiaires financiers sont importants par rapport aux autres pays de la région**



Source : Banque mondiale, Indicateurs de développement dans le monde.

StatLink  <https://stat.link/vj8oxn>

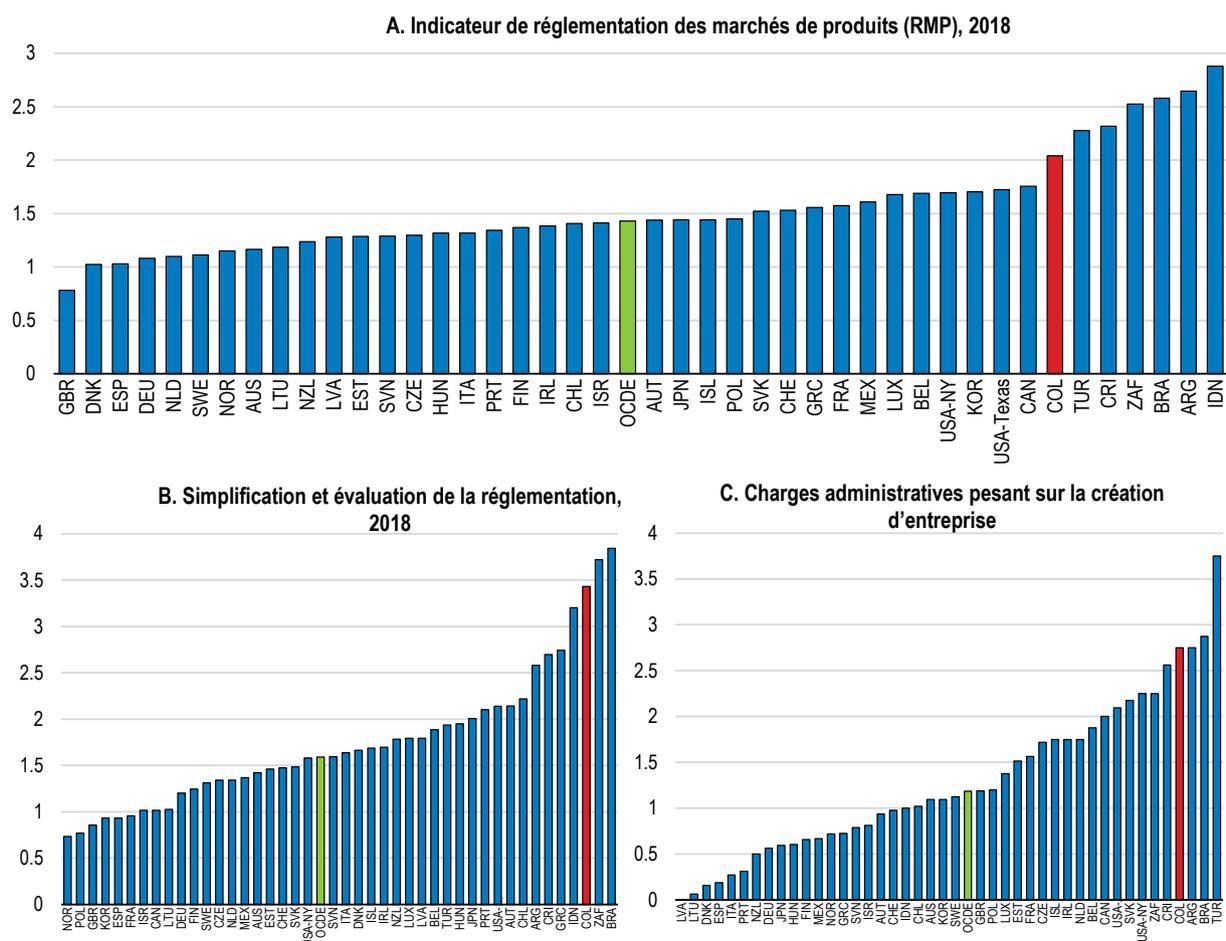
## ***Rendre la réglementation nationale plus propice à la concurrence***

La réglementation peut limiter la concurrence. Il s'agit souvent d'un effet collatéral de la poursuite d'autres objectifs de politique publique. En Colombie, la politique réglementaire est moins favorable à la concurrence que dans la plupart des 46 économies analysées selon l'Indicateur de réglementation des marchés de produits (RMP) de l'OCDE (Graphique 1.32). Selon certaines composantes de cet indicateur, la Colombie est nettement plus restrictive dans la complexité de ses procédures réglementaires (Graphique 1.32, partie B.). La compréhension des règles en vigueur est compliquée par l'absence de registre en ligne de la réglementation applicable. En outre, l'agenda réglementaire des autorisations ou modifications prévues n'est pas régulièrement publié en ligne (OECD, 2018<sup>[62]</sup>). À la différence des autres pays de l'OCDE, la Colombie ne permet pas de contester une décision réglementaire.

Le réexamen en cours par les pouvoirs publics de l'arsenal des réglementations en vigueur et de leur incidence sur la concurrence est une première étape fort utile, qu'il conviendrait d'étendre et d'accélérer. En outre, l'évaluation des effets sur la concurrence des nouveaux projets de loi et de réglementation devrait être systématiquement obligatoire, car elle n'est actuellement réalisée que pour certaines dispositions réglementaires (Jaramillo Londoño, Gómez Márquez et Rodríguez Reyes, 2021<sup>[53]</sup>). Il conviendrait de renforcer le rôle de l'autorité de la concurrence dans la promotion de la concurrence et sa compétence pourrait être réaffirmée en alignant le faible barème des amendes actuellement en vigueur sur les pratiques internationales (CPC, 2020<sup>[63]</sup>).

En Colombie, les barrières à l'entrée et les obstacles administratifs pesant sur les créations d'entreprises sont nombreux, en raison du nombre particulièrement élevé de critères à remplir pour obtenir les autorisations et permis obligatoires (Graphique 1.32, partie C). La liste complète des critères de délivrance des autorisations n'est pas accessible en ligne, et il n'existe aucun guichet unique où les agréments et autorisations peuvent être délivrés. Des progrès ont été accomplis pour réduire les frais de renouvellement d'enregistrement des activités, mais leur montant constitue probablement un autre facteur à l'origine du caractère informel de bon nombre de petites entreprises (Salazar et al., 2017<sup>[64]</sup>). Un programme de 2018 a ouvert la voie à la simplification de certaines procédures administratives dans différents domaines, ce qui pourrait sans doute avoir une incidence positive sur la productivité et la lutte contre la corruption. Outre le déploiement progressif de guichets uniques, il s'agit d'une évolution notable qui va dans le bon sens. Une stratégie nationale de 2020 en faveur de l'entrepreneuriat et une nouvelle législation en la matière cherchent à remédier aux obstacles actuels à la création d'entreprise (CONPES, 2020<sup>[54]</sup>).

## Graphique 1.32. La réglementation intérieure nuit à la concurrence



Source : OCDE, Indicateur de réglementation des marchés de produits (RMP), consultable à l'adresse suivante : <http://oe.cd/pmr>.

StatLink  <https://stat.link/zqmpn8>

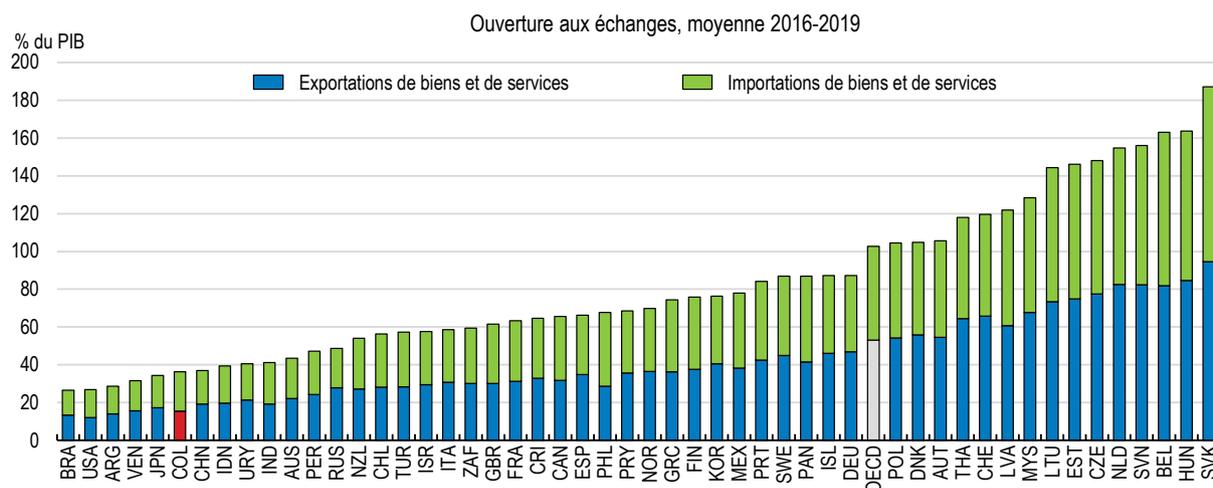
### Renforcer la participation aux échanges et aux investissements internationaux

Renforcer la participation aux échanges et aux investissements internationaux est également essentiel pour générer des gains de productivité. Le commerce peut aussi permettre de maîtriser les pressions concurrentielles, favoriser l'adoption de techniques de production compétitives à l'international et offrir des perspectives d'économies d'échelle *via* l'exportation. Les entrées d'investissement ne constituent pas seulement une source importante de financement extérieur, elles entraînent souvent aussi l'adoption de technologies nouvelles et engendrent des externalités positives considérables (Javorcik, 2004<sup>[65]</sup> ; Arnold et al., 2016<sup>[66]</sup>), notamment parce que les filiales étrangères sont généralement plus productives que les entreprises nationales (Arnold et Javorcik, 2009<sup>[67]</sup>). Comme on l'a vu dans l'*Étude économique* de 2019 (OECD, 2019<sup>[13]</sup>), la Colombie n'a pas pleinement tiré parti de ces avantages, car elle participe peu aux échanges internationaux (Graphique 1.33). Les exportations représentent 15 % du PIB, ce qui est légèrement moins qu'il y a 50 ans. En outre, malgré des améliorations récentes, les exportations restent très concentrées sur un petit nombre de produits et de marchés, notamment sur les ressources naturelles.

L'intégration de la Colombie dans les chaînes de valeur mondiales est réduite à un minimum (García Guzman, Rivera et Robledo, 2021<sup>[68]</sup>). Des flux d'investissement entrants pourraient être la clé d'une intégration plus poussée. Sur de nombreux marchés émergents, l'approvisionnement des filiales locales de multinationales étrangères constitue l'un des moyens les plus prometteurs pour renforcer l'intégration

vers l'aval des petites et moyennes entreprises dans les chaînes de valeur mondiales (López González, 2017<sup>[69]</sup>). Bien que la Colombie impose relativement peu de restrictions aux entrées d'investissement direct étranger (IDE), celles-ci stagnent depuis la crise des prix des produits de base en 2014 (Li et Aranda Larrey, 2021<sup>[70]</sup>; OECD, 2018<sup>[71]</sup>). Par ailleurs, l'IDE entrant est très concentré dans les industries extractives, un secteur dans lequel les filiales locales de sociétés étrangères sont moins productives, moins intégrées dans les chaînes de valeur internationales et moins susceptibles d'engendrer des externalités positives sur les entreprises nationales que dans le secteur manufacturier (Li et Aranda Larrey, 2021<sup>[70]</sup>). Les filiales étrangères installées en Colombie font état de plusieurs difficultés, notamment les taux d'imposition et l'administration fiscale, la corruption, l'approvisionnement en électricité, les transports, les compétences de la main-d'œuvre, l'obtention d'autorisations, le système judiciaire et la concurrence des entreprises du secteur informel (Li et Aranda Larrey, 2021<sup>[70]</sup>). Selon une analyse couvrant plusieurs pays d'Amérique latine, les principaux facteurs influant sur le stock d'investissement direct étranger sont les coûts de main-d'œuvre, la corruption, l'État de droit et les compétences (Cadestin, Gourdon et Kowalski, 2016<sup>[72]</sup>). En d'autres termes, les mesures qui amélioreraient les gains de productivité dans les entreprises locales permettraient également à la Colombie de mieux tirer parti de l'IDE.

### Graphique 1.33. La Colombie participe peu aux échanges internationaux



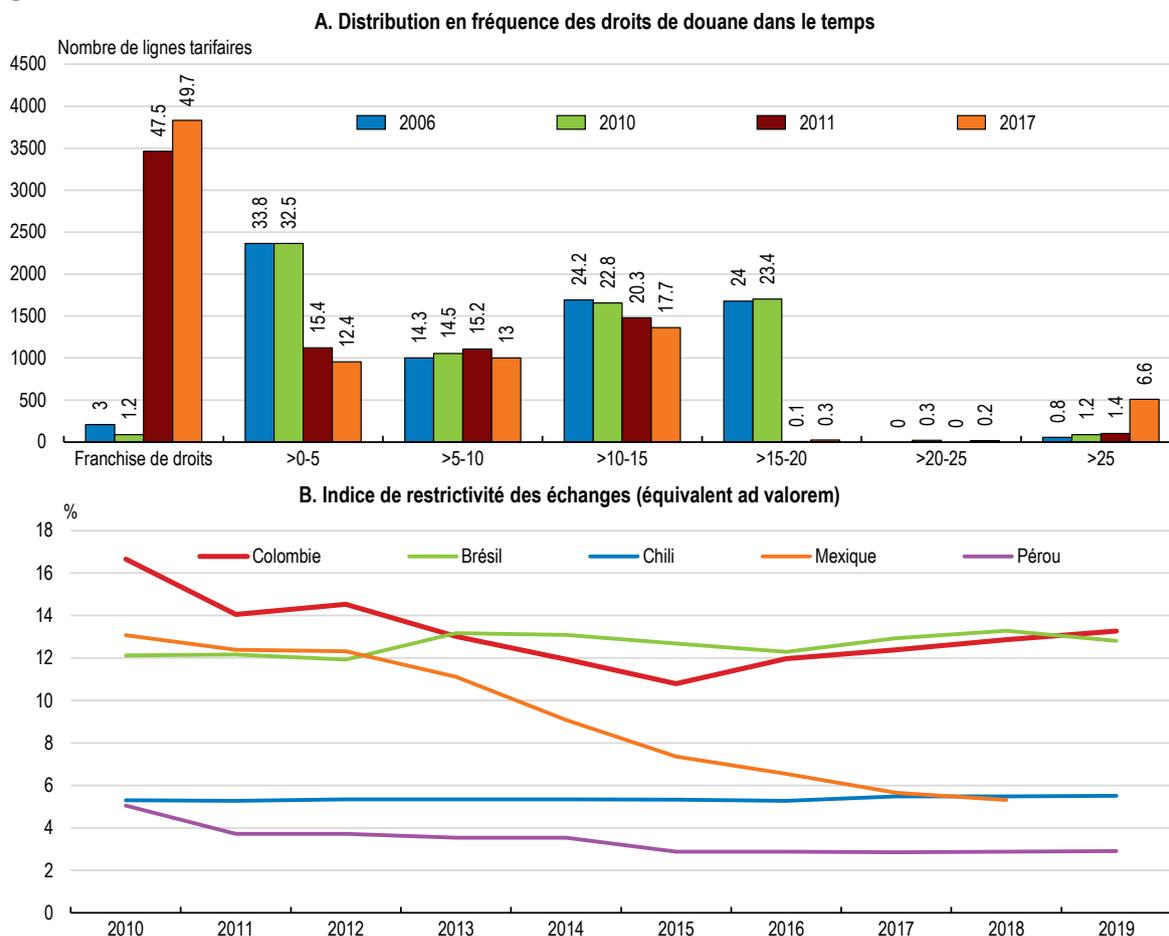
Source : Banque mondiale, Indicateurs de développement dans le monde ; et base de données des Perspectives économiques de l'OCDE.

StatLink  <https://stat.link/68utpg>

Le niveau élevé des obstacles aux échanges est l'une des raisons expliquant l'intégration internationale plutôt timide de la Colombie, sachant que pour être performant dans ce domaine, il est nécessaire d'être exposé à la concurrence mondiale et d'avoir accès aux intrants, en particulier au sein des chaînes de valeur. Les droits de douane en Colombie sont supérieurs à ceux des pays comparables de la région. Bien qu'ils aient diminué en moyenne et que l'application d'un taux zéro soit de plus en plus observée, leur dispersion s'est accrue (Rivera et al., 2021<sup>[73]</sup>; García Guzman, Rivera et Robledo, 2021<sup>[68]</sup>). Il s'ensuit que le niveau moyen des droits de douane masque des droits élevés dans des secteurs essentiels où la production locale est importante. Des crêtes tarifaires de plus de 25 % se sont multipliées ces dernières années (Graphique 1.34, partie A). Compte tenu de leur concentration sur les secteurs du textile, de l'habillement, de la chaussure, de l'agriculture et de l'automobile, ces droits de douane ne sont souvent appliqués que pour réduire les lignes tarifaires intéressant certains producteurs locaux en particulier (Echavarría, Giraldo et Jaramillo, 2019<sup>[74]</sup>; García Guzman, Rivera et Robledo, 2021<sup>[68]</sup>), ce qui tendrait à montrer que l'on pourrait mieux protéger l'élaboration de la politique commerciale de l'influence de certains groupes d'intérêts nationaux (voir section suivante).

Étant donné cette dispersion des droits de douane, il n'est pas aisé d'interpréter des moyennes tarifaires, simples ou pondérées. L'indice de restrictivité des échanges (IRE) permet une meilleure comparaison, à titre indicatif, avec d'autres pays et dans le temps, car il mesure le droit de douane uniforme qui est équivalent, en termes de bien-être, à la protection apportée par un ensemble donné de politiques commerciales (Anderson et Neary, 1996<sup>[75]</sup>). Cet indice met en évidence que le degré de protection de la Colombie est plus proche de celui du Brésil que du Chili, du Mexique ou du Pérou, avec une hausse sensible depuis 2015 (Graphique 1.34, partie B). Les secteurs particulièrement protégés sont les produits alimentaires, les boissons, les huiles naturelles et l'automobile (Rivera et al., 2021<sup>[73]</sup>).

### Graphique 1.34. Malgré une tendance générale à la baisse, la fréquence des crêtes tarifaires a progressé



Note : A. Le graphique indique le pourcentage de lignes tarifaires applicables à la nation la plus favorisée dans une fourchette donnée. Le nombre total de lignes tarifaires ressortait à 6 993 en 2006, 7 273 en 2010, 7 292 en 2011 et 7 708 en 2017. B. L'indice de restrictivité des échanges mesure les droits de douane uniformes qui permettraient de maintenir le bien-être à son niveau actuel (mesure en équivalent bien-être), compte tenu de la structure des droits de douane existante (Anderson & Neary, 1996).

Source : (WTO, 2018<sup>[76]</sup> ; Rivera et al., 2021<sup>[73]</sup>).

StatLink  <https://stat.link/a2fy30>

Le protectionnisme tarifaire est aggravé par les obstacles non tarifaires, qui ont proliféré et sont passés de 300 dans les années 1990 à 5 120 en 2014. Actuellement, 61 % des produits et 64 % des volumes d'échanges sont soumis à des obstacles non tarifaires (Kee et Forero, 2021<sup>[77]</sup>), qui peuvent atteindre en équivalent *ad valorem* 20 % dans l'automobile, 40 % dans le secteur de la chaussure et jusqu'à 89 % dans celui du riz transformé, ce qui est bien supérieur au niveau habituel dans les pays comparables de la région (García Guzman, Rivera et Robledo, 2021<sup>[68]</sup> ; Cadot, Gourdon et van Tongeren, 2018<sup>[78]</sup>). Entre autres obstacles non tarifaires, la Colombie exige des formalités d'inspection avant expédition pour 1 811 produits, tandis que le Chili n'en exige que pour 720 produits. De même, le nombre de produits

relevant d'une licence d'importation non automatique est de 1 890 en Colombie, contre 136 au Chili. On trouve parmi ces produits les véhicules, le riz ou encore, le lait en poudre. Enfin, il existe une autre mesure, des plus inhabituelles dans la région : il s'agit de l'obligation de passer par des ports d'entrée autorisés, appliquée par la Colombie à plus de 1 700 produits. On peut citer à titre d'exemple la règle en vertu de laquelle toutes les importations de sucre doivent passer par un port du Pacifique, alors que de nombreux fournisseurs potentiels pourraient accéder plus facilement à la Colombie par un port situé sur la côte caribéenne. La rationalisation de toutes ces règles et l'élimination de celles qui n'ont pas de justification technique et ne sont pas motivées par des considérations de santé publique ou de sécurité pourraient permettre de réduire sensiblement le coût des échanges (Kee et Forero, 2021<sup>[77]</sup>).

Il serait également possible de doper les échanges en remédiant aux lacunes dans les infrastructures, la logistique et les procédures douanières. Un guichet numérique unique destiné aux échanges internationaux est déployé progressivement depuis 2004 et, parmi les 21 entités du secteur public participant à la compensation des transactions du commerce international, nombreuses sont celles qui permettent désormais d'effectuer les procédures en ligne grâce à ce dispositif. L'objectif du programme est de réduire les délais d'importation et d'exportation et d'améliorer la coordination entre les différents organismes, notamment au moyen d'inspections conjointes. Dans le cadre de la ratification de l'accord de 2020 sur la facilitation des échanges de l'OMC, la Colombie s'est engagée à ramener à 48 heures le délai nécessaire pour le dédouanement à l'import et à l'export et le transit en douane. Il s'agit là d'étapes importantes sur lesquelles l'action publique pourra s'appuyer à l'avenir. Toutefois, la Colombie a encore du chemin à faire pour mettre en œuvre les meilleures pratiques (CPC, 2020<sup>[63]</sup> ; Misión de Internacionalización, 2021<sup>[50]</sup>). Le projet de guichet unique pourrait être affiné en renforçant la coopération et l'échange d'informations entre les entités, par exemple en veillant à l'interopérabilité des systèmes de gestion du guichet unique, des services douaniers et des agences aux frontières, ou encore en appliquant des profils de risque communs pour guider les opérations d'inspection. Les autorités ont récemment commandé une analyse détaillée dans le cadre d'une « mission d'orientation à l'international », qui formule des recommandations utiles pour progresser en la matière (DNP, 2021<sup>[79]</sup>).

Une intégration internationale plus poussée favoriserait simultanément la productivité, l'adoption de nouvelles technologies et l'inclusion sociale. Selon des données empiriques, les baisses antérieures des droits de douane ont dopé la productivité en Colombie (Eslava et al., 2013<sup>[80]</sup>). Dans le même temps, les entreprises exportatrices tendent à verser des salaires plus élevés et à embaucher davantage de main-d'œuvre que celles qui n'exportent pas (Brambilla, Depetris Chauvin et Porto, 2017<sup>[81]</sup>). Au regard de précédents travaux de l'OCDE, une baisse de moitié des droits de douane améliorerait le pouvoir d'achat des ménages les plus pauvres, c'est-à-dire ceux du décile inférieur, de plus de 10 %, tandis que le revenu moyen des ménages augmenterait de 3.5 % dans l'ensemble (OECD, 2019<sup>[13]</sup>). Ce net avantage « pro-pauvre » de l'abaissement des droits de douane s'explique par le fait que les ménages les plus modestes consacrent une plus grande part de leur revenu à l'achat de produits issus du commerce international.

Les réformes pourraient commencer par un réexamen approfondi des obstacles tarifaires et non tarifaires, en partant des droits de douane les plus élevés dans le souci d'en réduire la dispersion. Le processus pourrait être appuyé en facilitant davantage les échanges, ce qui passerait notamment par une meilleure logistique douanière et une coordination accrue des différents organismes aux frontières, en tirant parti des progrès réalisés dans le cadre du guichet unique. La Colombie pourrait également s'appuyer sur le bilan positif récent des mesures destinées à remédier aux déficiences de la coordination et de l'information, à l'instar des actions de promotion des exportations et des tables rondes sectorielles, ainsi que des services de vulgarisation technologique proposés par l'intermédiaire du programme « Fábricas de Productividad » (les « fabriques de productivité »). Une stratégie commerciale allant de l'avant, qui passerait par une participation active aux négociations commerciales multilatérales et bilatérales, pourrait renforcer l'élan politique propice à la réduction des droits de douane intérieurs et contribuer à l'amélioration de l'accès des entreprises colombiennes aux marchés. Ainsi, alors que le Chili a conclu des accords bilatéraux avec 32 partenaires commerciaux, la Colombie n'en compte que 22.

L'abaissement des droits de douane conjugue généralement les avantages à moyen terme de la création d'emplois plus nombreux et de meilleure qualité et, à court terme, des coûts d'ajustement pour les travailleurs, inhérents à la destruction d'emplois dans certaines entreprises et à la création dans d'autres. Les politiques peuvent grandement contribuer à alléger ces coûts d'ajustement supportés par les ménages pauvres et vulnérables. Un solide filet de sécurité sociale constitue un élément amortisseur essentiel à court terme pour aider les travailleurs licenciés au cours de périodes de chômage temporaires. Il est donc indispensable d'en développer au plus vite la couverture, comme évoqué au chapitre 2. L'ajustement sera d'autant plus rapide et ses coûts seront d'autant plus faibles que les marchés de produits et du travail s'adapteront aux redéploiements sans frictions majeures empêchant l'entrée sur le marché de nouvelles entreprises ou la création de nouveaux emplois (Winters, McCulloch et McKay, 2004<sup>[82]</sup>). L'allègement de la charge réglementaire pesant sur les marchés de produits, ainsi qu'il est vu plus haut, et la réduction du coût de l'emploi formel, comme évoqué dans le chapitre 2, pourraient y contribuer.

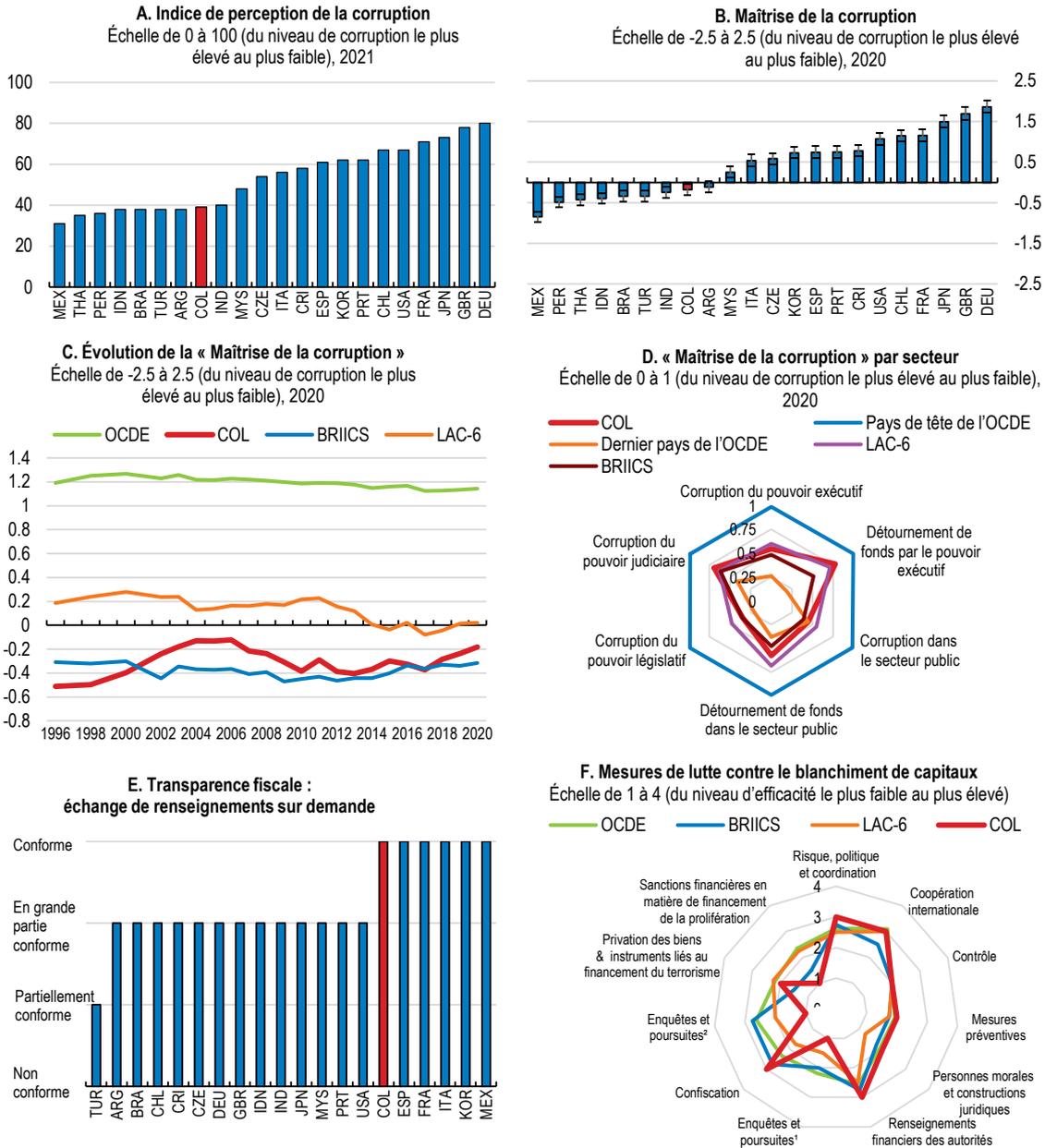
Enfin, les changements d'emploi nécessitent souvent de nouvelles compétences. La montée en puissance de l'offre de formation peut permettre aux travailleurs de se préparer aux nouveaux emplois dans des entreprises en développement et faciliter les transitions vers des emplois mieux rémunérés. Selon des données recueillies sur le Brésil, l'employabilité des travailleurs licenciés en bénéficie notablement, en particulier lorsque les formations correspondent bien aux besoins du marché du travail (Grundke et al., 2021<sup>[83]</sup>). D'autres données concernant la Colombie mettent également en évidence le caractère potentiellement très bénéfique des programmes de formation (Attanasio, Kugler et Meghir, 2011<sup>[84]</sup> ; Attanasio et al., 2017<sup>[85]</sup>). L'établissement récent d'un Système national de qualifications améliorera probablement l'adéquation des programmes de formation aux compétences demandées.

## Renforcer les institutions et lutter contre la corruption

Des institutions solides sont cruciales pour renforcer la productivité et la concurrence, mais aussi pour rendre la croissance plus inclusive (Acemoglu, Johnson et Robinson, 2005<sup>[86]</sup>). Le déficit de gouvernance et la corruption entravent la croissance et limitent les perspectives offertes aux citoyens ordinaires colombiens, dans la mesure où ils réduisent la qualité et la couverture des biens et des services publics, se traduisent par le détournement de ressources publiques rares, faussent la répartition des ressources en main-d'œuvre et en capital, érodent la confiance dans les institutions publiques, affaiblissent la gouvernance, font perdurer des formalités administratives excessives et entraînent une persistance de l'arbitraire (Perry et Saavedra, 2019<sup>[87]</sup>). Ainsi, le fait que les entreprises productives et innovantes puissent récolter les fruits de leurs efforts peut être remis en cause si l'accès aux ressources et aux marchés dépend de relations et d'arrangements individuels qui contournent les règles de droit, plutôt que de l'obtention de bons résultats. Des intérêts catégoriels excessivement puissants peuvent également réduire à néant la viabilité politique de réformes destinées à favoriser le jeu de la concurrence, notamment par une réduction des obstacles aux échanges.

La Colombie a réalisé des progrès sensibles grâce à ses récents efforts de lutte contre la corruption et aux initiatives prises pour favoriser l'intégrité et combattre la corruption dans le secteur public (OECD, 2017<sup>[88]</sup>). Néanmoins, les indicateurs de perception de la corruption laissent entrevoir d'importants problèmes de gouvernance, plus graves que ceux d'autres pays de la région, comme l'Argentine et le Costa Rica. En outre, ces indicateurs de perception laissent à penser que la situation s'est dégradée au fil des ans (Graphique 1.35). Quarante-huit pour cent des Colombiens considèrent que la corruption constitue le principal problème de leur pays (CID Gallup, 2021<sup>[89]</sup>). Les niveaux d'administration infranationaux soulèvent des difficultés particulières, sachant que les indicateurs de corruption tendent à être plus élevés dans les juridictions locales qui reçoivent des montants plus élevés de transferts et de redevances de sources centrales (Alvarez Villa et al., 2019<sup>[90]</sup>). Il existe des possibilités d'amélioration dans un large éventail de domaines, notamment en ce qui concerne les marchés publics, la protection des lanceurs d'alerte, la réglementation du financement des campagnes politiques, le lobbying et l'application des lois, qui englobe le fonctionnement du système judiciaire.

### Graphique 1.35. Indicateurs de corruption



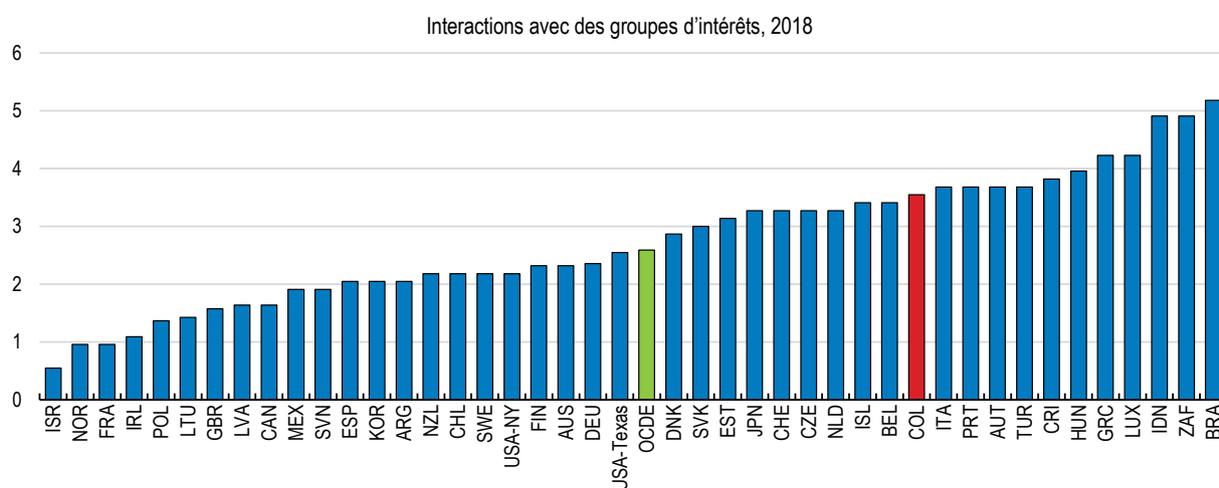
Note : La partie B du graphique présente des estimations ponctuelles et leur marge d'erreur. Dans la partie C, ALC-6 désigne la moyenne des pays d'Amérique latine et des Caraïbes suivants : CHL, CRI, MEX, BRA, ARG et PER. La partie D met en évidence les sous-composantes par secteur de l'indicateur de « Maîtrise de la corruption » du projet V-Dem (Varieties of Democracy). La partie E offre un aperçu de l'évaluation globale de la mise en œuvre concrète de l'échange de renseignements à des fins fiscales, réalisée dans le cadre des examens par les pairs du Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales. Ces examens par les pairs permettent d'évaluer la capacité des juridictions membres du Forum de garantir la transparence de leurs entités et constructions juridiques, et de coopérer avec les autres administrations fiscales conformément à la norme reconnue à l'échelle internationale. Le graphique illustre les résultats du premier cycle d'examen, sachant qu'un deuxième cycle est en cours. La partie F correspond aux notations attribuées au pays considéré dans le cadre du processus d'évaluation mutuelle du Groupe d'action financière (GAFI), qui est mené pour chacun de ses membres afin de déterminer la mesure dans laquelle ils appliquent les Recommandations du GAFI. Ces notations indiquent le niveau d'efficacité des mesures prises par ce pays au regard de 11 résultats immédiats. « Enquêtes et poursuites<sup>1</sup> » se rapporte au blanchiment de capitaux. « Enquêtes et poursuites<sup>2</sup> » a trait au financement du terrorisme.

Source : Partie A : Transparency International ; Parties B et C : Banque mondiale, Indicateurs mondiaux de gouvernance ; Partie D : Projet Varieties of Democracy, base de données V-Dem v11. Parties E et F : Calculs effectués par le Secrétariat de l'OCDE à partir de données provenant du Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales ; et Groupe d'action financière (GAFI).

Les marchés publics et les projets d'infrastructure sont des domaines traditionnellement caractérisés par un risque élevé de corruption. Il est crucial de faire jouer la concurrence entre prestataires potentiels, ce qui passe par des règles du jeu équitables et une totale transparence. Certains éléments laissent à penser que la passation des marchés publics se caractérise souvent en Colombie par un manque de concurrence, une forte concentration parmi les sous-traitants, des renouvellements et des modifications de contrats ayant lieu fréquemment sans nouvel appel d'offres, et un manque de clarté des règles relatives aux conflits d'intérêts (Zuleta, Saavedra et Medellín, 2018<sup>[91]</sup> ; Zuleta, Ospina et Caro, 2018<sup>[92]</sup> ; Palacios Lleras, 2019<sup>[93]</sup>). On dénombre plus de 800 projets d'infrastructure qui ne sont pas terminés, souvent en raison d'irrégularités mises au jour avant leur achèvement, et qui représentent des coûts irrécupérables de l'ordre de 2.2 % du PIB (Contraloría General de la República, 2021<sup>[94]</sup>).

Simplifier les procédures bureaucratiques et améliorer la transparence peut contribuer à isoler les institutions des groupes d'intérêts, de même qu'une formation systématique des fonctionnaires responsables de la passation des marchés publics à la conception efficace des procédures d'appel d'offres et à la détection efficace des pratiques collusives (OCDE, 2012<sup>[95]</sup>). Il n'existe aucune obligation réglementaire de transparence des interactions entre les groupes d'intérêts et les responsables de l'action publique en Colombie, ainsi que l'illustre le faible niveau de l'indicateur de réglementation des marchés de produits (RMP) de l'OCDE relatif aux interactions avec des groupes d'intérêts (Graphique 1.36).

**Graphique 1.36. Le lobbying et les groupes d'intérêts entravent le jeu de la concurrence**



Source : OCDE, indicateurs de réglementation des marchés de produits (RMP), consultables à l'adresse suivante : <http://oe.cd/pmr>.

StatLink  <https://stat.link/m3kr0e>

Les centrales d'achats et la passation électronique de marchés publics constituent des moyens efficaces de réduire les possibilités de versements occultes et de collusion. La Colombie a réalisé des progrès notables à cet égard en mettant sur pied une centrale d'achats publics, l'Agence nationale des marchés publics (*Colombia Compra Eficiente*), comme cela avait été évoqué dans la précédente *Étude économique* (OCDE, 2019<sup>[13]</sup>). Les achats directs représentaient cependant environ 70 % de l'ensemble des commandes publiques en 2019 et 2020 (Agencia Nacional de Contratación Pública, 2021<sup>[96]</sup>). La principale composante de ces achats était constituée par des prestations de services personnels et d'aide à la gestion, qui tendent à être corrélées avec le cycle électoral (Zuleta, Saavedra et Medellín, 2018<sup>[91]</sup>). Les autorités pourraient réduire les achats directs et les risques de comportement illicite en définissant plus clairement les conditions dans lesquelles la centralisation des achats est obligatoire, notamment au niveau infranational.

Une évaluation approfondie des lois et règlements influant sur les marchés publics pourrait également permettre de réaliser des progrès supplémentaires. Pour ce faire, on pourrait notamment réduire le coût de participation aux appels d'offres. Pour l'heure, seules les sociétés qui paient un droit annuel d'inscription au registre unique des soumissionnaires (RUP, *Registro Único de Proponentes*) peuvent participer aux procédures d'adjudication des marchés publics, ce qui restreint indûment la participation des petites entreprises à la passation des marchés publics, ainsi que le recours à la centralisation des achats pour les contrats de montant limité, puisque le droit annuel d'inscription équivaut à 150 USD environ. La Direction générale de l'industrie et du commerce (SIC, *Superintendencia de Industria y Comercio*), l'autorité colombienne de la concurrence, joue maintenant un rôle de premier plan dans la détection a posteriori des ententes entre soumissionnaires lors de la passation de marchés publics, mais son action est souvent entravée par les limites de son mandat et du droit de la concurrence (Palacios Lleras, 2019<sup>[93]</sup>). Les amendes imposées par l'autorité de la concurrence sont modestes et elle n'est pas habilitée à exclure les entreprises impliquées dans des soumissions concertées des futures procédures de passation de marchés publics (Jaramillo Londoño, Gómez Márquez et Rodríguez Reyes, 2021<sup>[53]</sup>).

Les lanceurs d'alerte contribuent fréquemment à la détection des ententes et des soumissions concertées dans le cadre de la passation de marchés publics, mais aussi des affaires de corruption de manière plus générale. Les poursuites judiciaires récemment engagées au Brésil dans des affaires de corruption de grande ampleur, ayant des ramifications en Amérique latine, peuvent être directement mises en relation avec l'amélioration des dispositions incitant les lanceurs d'alerte à se manifester, comme cela a été évoqué dans les *Études économiques de l'OCDE* relatives au Brésil (OECD, 2020<sup>[97]</sup> ; OECD, 2018<sup>[98]</sup>). La plupart des pays de l'OCDE disposent de lois spécifiques protégeant les lanceurs d'alerte, comme celle entrée en vigueur en Australie en 2019, mais ce n'est pas le cas de la Colombie (Sanclemente Arciniegas, 2020<sup>[99]</sup> ; OECD, 2019<sup>[100]</sup> ; OECD, 2016<sup>[101]</sup>). Les individus sanctionnés pour soumission concertée dans le cadre de la passation de marchés publics peuvent en revanche faire l'objet de poursuites en vertu du Code pénal, ce qui a un effet dissuasif considérable. Les tentatives de remédier à l'absence de protection des lanceurs d'alerte se sont heurtées à l'opposition du Congrès lors de la session parlementaire 2020-21. Au cours d'une de ces tentatives, les dispositions correspondantes ont été retirées d'un avant-projet avant sa soumission au Congrès (Loi n° 341/2020). D'autres projets similaires qui auraient assuré la protection des lanceurs d'alerte ont été archivés (Transparencia por Colombia, 2021<sup>[102]</sup> ; Transparencia por Colombia, 2021<sup>[103]</sup> ; OECD, 2019<sup>[100]</sup>). Ce manque d'ambition représente une occasion manquée dans la lutte contre la corruption.

Réglementer le financement des partis politiques peut empêcher une captation de l'élaboration des politiques publiques par de puissants intérêts particuliers, qui rend la croissance moins inclusive et affaiblit la confiance dans les pouvoirs publics (OECD, 2016<sup>[104]</sup>). Compte tenu du caractère limité de leur financement public en Colombie, les campagnes politiques sont fortement tributaires des financements privés, qui ne sont pas plafonnés (Pachón Buitrago, 2018<sup>[105]</sup>). Ces financements privés sont particulièrement prédominants dans le cadre des élections régionales et locales. Cela incite les candidats, une fois entrés en fonctions, à accorder à leurs bailleurs de fonds des faveurs politiques en contrepartie de leur contribution à leur campagne, ce qui se répercute sur l'efficacité des dépenses ou la qualité des responsables faisant l'objet d'une nomination politique (Perry et Saavedra, 2019<sup>[87]</sup> ; Fedesarrollo, 2021<sup>[41]</sup>). Des allégations relatives à plusieurs affaires de grande ampleur mettant en cause plusieurs partis politiques et secteurs ont donné lieu à des enquêtes judiciaires (Escallón Arango, 2014<sup>[106]</sup> ; Garay, Salcedo-Albarán et Álvarez, 2020<sup>[107]</sup>). L'obligation de rendre des comptes sur le financement des campagnes est particulièrement limitée pour les candidats indépendants, dont les campagnes électorales sont soumises à des règles plus laxistes en matière d'enregistrement et de financement et ne sont pas soumises aux restrictions usuelles concernant la durée des campagnes électorales (Pachón Buitrago, 2018<sup>[105]</sup> ; Fedesarrollo, 2021<sup>[41]</sup>). Des limites plus strictes et des obligations de transparence concernant les contributions privées aux campagnes électorales, s'appliquant aussi bien aux partis politiques qu'aux candidats indépendants, réduiraient les incitations à la corruption, notamment en cas de remplacement

intégral des financements privés des campagnes par des fonds publics, attribués de manière transparente et allant de pair avec des règles strictes de redevabilité (Fedesarrollo, 2021<sup>[41]</sup>).

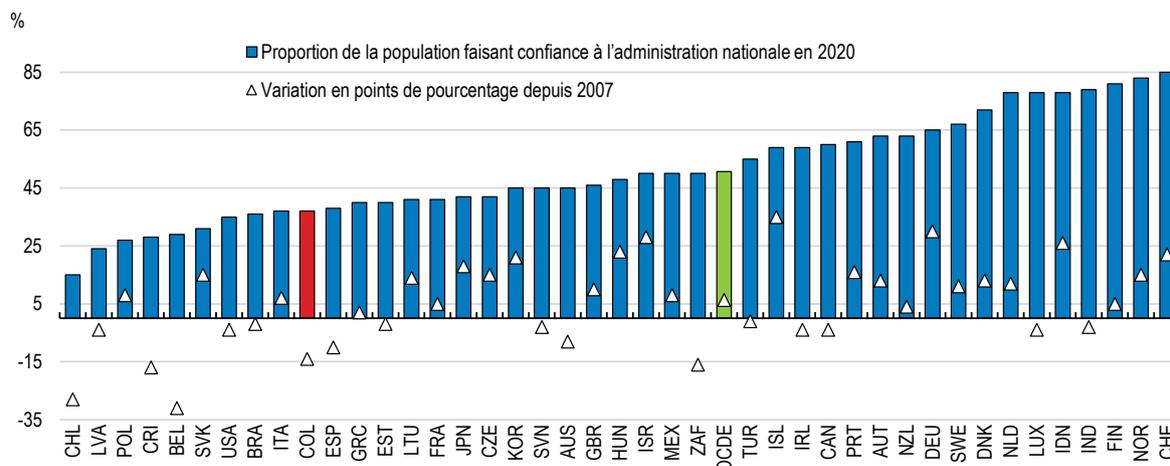
Par ailleurs, l'application des lois et l'exécution des contrats privés passent par des institutions efficaces, notamment par le bon fonctionnement du système judiciaire (Perry et Saavedra, 2019<sup>[87]</sup>). Les résultats médiocres de la Colombie à cet égard tiennent à la lourdeur des exigences procédurales, à la faible automatisation des tribunaux, à l'absence de limitation des ajournements et au faible recours aux outils de gestion électronique des affaires. Il est également possible d'améliorer la gouvernance du système judiciaire, de renforcer les incitations à la performance pour les juges, et d'améliorer la formation des enquêteurs, des avocats, des procureurs et des juges, notamment en ce qui concerne les questions économiques et la criminalité des affaires, tout en mettant en place des garde-fous clairs pour préserver les enquêtes et les poursuites judiciaires de toute ingérence politique (Fedesarrollo, 2021<sup>[41]</sup> ; OECD, 2019<sup>[100]</sup>). Enfin, le manque de confiance des Colombiens dans l'intégrité des juges mis en évidence par les enquêtes d'opinion laisse entrevoir la nécessité d'une plus grande transparence en matière de conflits d'intérêts (Villadiego et Hernández, 2018<sup>[108]</sup> ; Pring et Vrushi, 2019<sup>[109]</sup>).

La Colombie a accompli des progrès tangibles en matière de lutte contre l'impunité au cours des deux dernières années. Le ministère public a accordé une importance prioritaire aux investigations sur les violences commises contre des syndicalistes et adopté une stratégie d'enquête spécifique, tout en mettant sur pied des équipes spécialisées. Ces efforts ont permis d'élucider 43 % des homicides de syndicalistes entre 2017 et 2020. À titre de comparaison, 30 % seulement des homicides volontaires ont été élucidés au cours de la même période. Malgré ces avancées, le pays reste marqué par les violences contre les syndicalistes, parmi lesquels 22 homicides ont été signalés entre avril 2020 et mars 2021.

Il est essentiel d'améliorer la gouvernance pour renforcer la confiance du public dans les institutions, qui est faible en Colombie (Graphique 1.37). Cette confiance peut, par exemple, améliorer le respect de la réglementation et des obligations fiscales (OECD, 2017<sup>[110]</sup> ; Batrancea et al., 2019<sup>[111]</sup>). Une plus grande confiance dans la bonne utilisation des ressources publiques renforcerait l'adhésion politique à un accroissement de la collecte de ressources publiques. *A contrario*, une confiance limitée dans les institutions publiques peut dissuader des lanceurs d'alerte potentiels de dénoncer des faits de corruption. Cinquante-huit pour cent des Colombiens jugent peu probable que la dénonciation d'actes de corruption ait des conséquences, tandis que 78 % d'entre eux estiment qu'ils seraient victimes de représailles en cas de dénonciation (Pring et Vrushi, 2019<sup>[109]</sup>). Les violences policières qui auraient eu lieu au cours des récents mouvements de contestation sociale ont aussi pu avoir un effet négatif sur la confiance dans les institutions (OAS/ CIDH, 2021<sup>[112]</sup>). En mai 2021, 56 % des personnes interrogées dans le cadre d'une enquête désapprouvaient le comportement de la police (Portafolio, 2021<sup>[113]</sup>). La Colombie fait partie des quelques pays où elle relève du ministère de la Défense, ce qui met en évidence la nécessité d'adapter les forces de police au contexte de l'après-conflit. Intégrer la police dans le champ de compétences du ministère de l'Intérieur, mettre davantage l'accent sur la formation aux droits de l'homme, et faire juger les agents de police par les tribunaux de droit commun, en lieu et place des juridictions militaires, constituent des propositions pertinentes, qui sont en cours d'examen.

## Graphique 1.37. La confiance de la population dans les pouvoirs publics a diminué au fil du temps

Confiance dans l'administration nationale en 2020 et variation depuis 2007



Source : Gallup World Poll.

StatLink  <https://stat.link/m7jbx>

La mise en œuvre de l'accord de paix de 2016 est également essentielle pour renforcer les institutions de la Colombie, et elle a progressé régulièrement. Au cours des dix prochaines années, son application intégrale exigera des efforts budgétaires considérables. Le coût total de sa mise en œuvre entre 2017 et 2031 devrait atteindre 12.9 % du PIB (Contraloría, 2021<sub>[114]</sub>).

Selon le dernier rapport d'observateurs indépendants, après cinq années de mise en œuvre de l'accord de paix, 30 % de ses dispositions sont pleinement appliquées (Instituto Kroc, 2021<sub>[115]</sub>). De nets progrès ont été observés au cours de l'année écoulée concernant les dispositions relatives aux titres fonciers, au soutien apporté aux victimes du conflit et à la réduction des drogues illicites. Nombre des fruits les plus accessibles de l'accord ont maintenant été récoltés, et il faudra sans doute des efforts plus ambitieux pour continuer à progresser, en particulier s'agissant de l'accès aux terres et de leur utilisation (Procuraduría Nacional de la Nación, 2021<sub>[116]</sub>). Une réforme foncière destinée à faciliter l'accès aux terres des Colombiens qui en ont besoin, comme les anciens combattants, les personnes déplacées par le conflit interne et les agriculteurs pauvres sans accès à la terre, a relativement peu progressé, notamment parce qu'elle exige des ressources importantes. De même, la concrétisation de certains engagements pris dans le cadre du Programme national intégral de remplacement des cultures illicites (PNIS, *Programa Nacional Integral de Sustitución de Cultivos de Uso Ilícito*) n'a pas encore commencé, ou reste minimale. Néanmoins, ce programme couvre 56 communes et soutient près de 100 000 familles qui participent au processus de remplacement volontaire de cultures, dont 70 % ont reçu une aide alimentaire d'urgence. Il faudra déployer des efforts constants sur le long terme dans ces domaines pour obtenir des changements significatifs permettant de remédier aux causes structurelles de la violence. Un déploiement à l'échelle nationale du cadastre polyvalent permettrait une meilleure utilisation des terres, réduirait l'insécurité juridique, favoriserait l'investissement et faciliterait les transactions (OECD, 2019<sub>[13]</sub>). Cela renforcerait les chances d'une paix durable en favorisant le développement rural, tout en étayant la lutte contre la déforestation illégale (voir la section suivante). Cela dit, ce déploiement pourrait se heurter à l'opposition de puissants intérêts catégoriels. En janvier 2021, les informations cadastrales mises à jour ne concernaient que 15.4 % des terres, contre 6 % en 2018 (Procuraduría Nacional de la Nación, 2021<sub>[116]</sub>). Pour porter cette proportion à 60 % d'ici à 2022, ce qui constitue un des objectifs de l'accord de paix, il faudra renforcer nettement les efforts déployés, en particulier dans les communes affectées par le conflit. En outre, les autorités pourraient prendre davantage d'initiatives pour tenir l'engagement pris dans cet accord de distribuer effectivement des terres aux victimes du conflit qui n'en ont pas. La propriété des terres arables est non seulement très concentrée en Colombie, mais elles sont en outre sous-exploitées.

Si la mise en œuvre de l'accord était entachée de corruption, cela pourrait alimenter un sentiment de défiance à l'égard du processus de transition vers une paix durable et entamer sa légitimité (Transparencia por Colombia, 2020<sup>[117]</sup>). De récents scandales de corruption, dans lesquels des responsables locaux ont entrepris de modifier des dispositions d'urbanisme et d'aménagement du territoire pour en tirer profit, soulignent la réalité de cette menace. Un renforcement des comités de suivi citoyen locaux pourrait consolider la transparence et la légitimité du processus.

**Tableau 1.5. Recommandations antérieures de l'OCDE concernant les politiques structurelles**

Recommandations	Mesures prises depuis l'Étude de 2019
Mettre en place une stratégie globale pour alléger les coûts de régularisation des activités informelles, notamment en réduisant les coûts de main-d'œuvre non salariaux, en révisant le salaire minimum pour que son montant soit plus favorable à l'emploi, en abaissant les coûts d'immatriculation des entreprises et en simplifiant les procédures d'affiliation des salariés.	Les frais périodiques d'immatriculation que doivent acquitter les entreprises ont été réduits, mais ils continuent d'entraver la régularisation de la situation des entreprises informelles. Aucun progrès n'a été réalisé concernant l'allègement des coûts de main-d'œuvre non salariaux.
Mieux cibler les programmes sociaux et concentrer les dépenses sur les programmes destinés aux personnes ayant de faibles revenus. Augmenter les transferts monétaires au bénéfice des populations les plus vulnérables, en particulier dans les zones rurales.	Les ménages pauvres et vulnérables ont bénéficié de transferts supplémentaires liés au COVID-19, mais le ciblage des mesures laisse toujours à désirer globalement.
Donner la priorité aux dépenses d'éducation qui permettent d'élargir l'accès au système d'éducation des jeunes enfants. Redéployer davantage de ressources vers les territoires les plus vulnérables.	Aucun progrès n'a été réalisé.
Déterminer les conditions de travail et les possibilités d'évolution professionnelles dans les zones rurales de manière que l'exercice du métier d'enseignant y soit plus attrayant.	Aucun progrès n'a été réalisé.
Mettre en place des procédures de protection des lanceurs d'alerte.	Les tentatives de faire adopter par le Congrès des règles spécifiquement destinées à protéger les lanceurs d'alerte ont échoué en 2021.
Centraliser toutes les procédures d'achat des administrations infranationales en les confiant à l'Agence nationale des marchés publics ( <i>Colombia Compra Eficiente</i> ).	Les achats directs représentent encore environ 70 % de l'ensemble des commandes publiques.
Réglementer le financement des partis politiques et des campagnes électorales.	Les campagnes politiques restent fortement tributaires des financements privés, ce qui se traduit par des conflits d'intérêts.
Donner à l'autorité de la concurrence le pouvoir d'imposer des sanctions plus lourdes et plus dissuasives.	Aucun progrès n'a été réalisé.
Élargir le périmètre des analyses d'impact de la réglementation, en y intégrant aussi les instruments de réglementation déjà en vigueur.	Aucun progrès n'a été réalisé.
Recourir plus largement aux guichets uniques et à des systèmes en ligne pour l'accomplissement des procédures administratives.	Les guichets uniques destinés aux entreprises nationales et aux opérations de commerce extérieur ne cessent de se développer et de s'améliorer, et le programme ESCA de 2018 a permis de réduire certaines charges administratives.
Supprimer progressivement les restrictions aux importations et procéder à un examen des obstacles non tarifaires en vue de les réduire.	Aucun progrès n'a été réalisé.
Réduire la dispersion des droits de douane.	Aucun progrès n'a été réalisé.
Faire de l'amélioration de la connectivité multimodale des installations portuaires et douanières une priorité, et réduire les obstacles à l'entrée et à la concurrence dans le secteur des transports.	L'investissement en infrastructures porte également sur le transport multimodal, mais il demeure possible d'aller plus loin.
Améliorer la logistique douanière, notamment en renforçant la coopération interinstitutionnelle et en recourant davantage à des procédures en ligne dématérialisées pour l'octroi des autorisations et les règlements.	Aucun progrès n'a été réalisé.

Source : OCDE, 2019<sup>[14]</sup>.

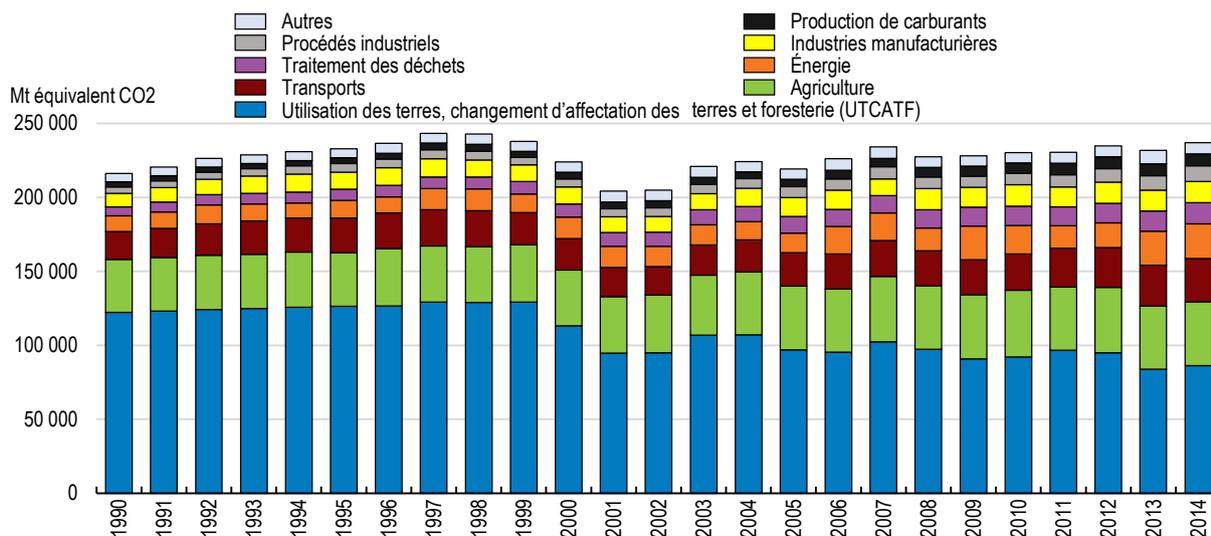
## Favoriser une croissance verte et durable

### Les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre sont ambitieux

Les émissions de gaz à effet de serre (GES) par habitant sont relativement faibles. Les émissions nettes sont toutefois orientées à la hausse depuis dix ans (Graphique 1.38). Le pays a adopté récemment des objectifs plus ambitieux, consistant à réduire les rejets de GES de 51 % par rapport au scénario de référence d'ici à 2030 (CAT, 2021<sup>[118]</sup> ; UNEP, 2019<sup>[119]</sup>). Il entend ainsi créer les conditions requises pour parvenir à la neutralité carbone à l'horizon 2050, mais cela ne sera pas forcément suffisant (CAT, 2021<sup>[118]</sup>).

Traditionnellement, les secteurs qui émettent les plus grandes quantités de GES sont l'utilisation des terres et la foresterie, l'agriculture, les transports et l'énergie. Les émissions liées à l'utilisation des terres, les plus importantes, ont nettement baissé depuis les années 1990, même si elles ont connu des hauts et des bas liés à la variation des activités de déforestation. Dans les trois autres secteurs, elles ont été systématiquement orientées à la hausse.

Graphique 1.38. Les émissions de GES ont cessé de diminuer



Note : Des données officielles ont été publiées seulement jusqu'en 2014.

Source : Institut d'hydrologie, de météorologie et d'études de l'environnement (IDEAM, *Instituto de Hidrología, Meteorología y Estudios Ambientales*), <https://www.datos.gov.co/Ambiente-y-Desarrollo-Sostenible/Reporte-emisiones-y-absorciones-estimadas-para-el-/8u6k-4wrz>.

StatLink  <https://stat.link/xy64ng>

### Redoubler d'efforts pour juguler la déforestation

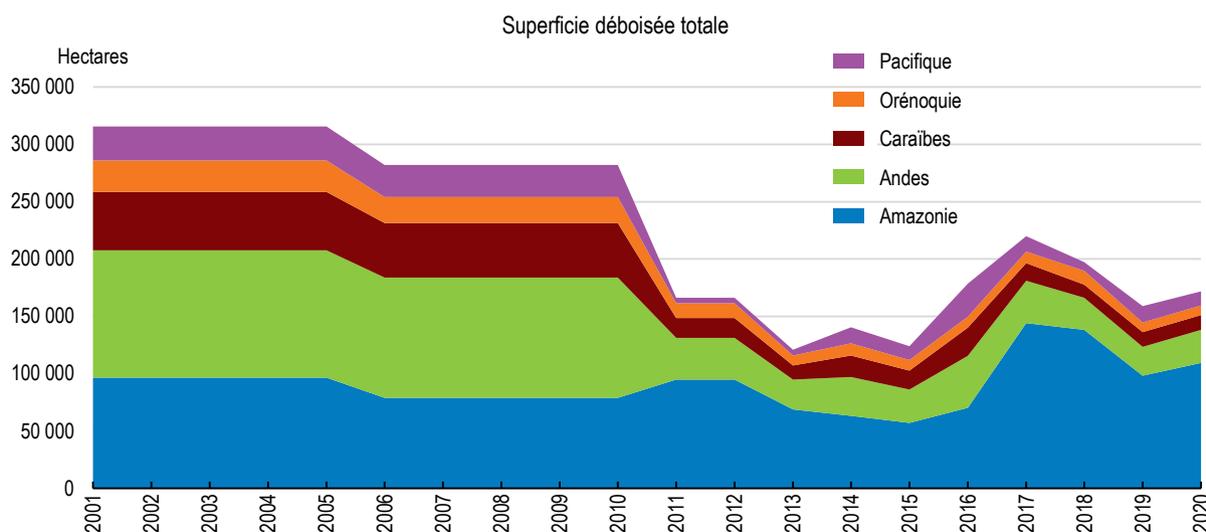
Pour atteindre ses objectifs de réduction des émissions, il sera primordial que le pays progresse dans la lutte contre la déforestation, qui est la principale cause de rejets de GES. Les pouvoirs publics projetaient de ramener la superficie déboisée chaque année à 50 000 hectares en 2030, contre 172 000 hectares en 2020 (IDEAM, 2018<sup>[120]</sup>). À la fin de 2021, un objectif plus ambitieux, consistant à ramener à zéro le taux net de déforestation d'ici à 2030, a été formulé lors du sommet de Glasgow. Les forêts colombiennes constituent un actif naturel d'une valeur inestimable, non seulement parce qu'elles contribuent de manière significative à l'absorption du CO<sub>2</sub>, mais aussi en raison de la biodiversité qu'elles abritent et de leur contribution essentielle aux moyens de subsistance des populations locales. Elles englobent des

écosystèmes variés qui vont de la forêt andine à la jungle amazonienne. Les activités de déforestation menées aujourd'hui procurent à court terme des gains privés qui sont nettement inférieurs à la valeur sociale des forêts. Elles ont fortement diminué entre 2011 et 2015, avant de connaître un nouveau rebond en 2016-17 (Graphique 1.39). L'année 2020 a été marquée par une hausse de 8 % de la déforestation, concentrée dans la région amazonienne. Ces évolutions compromettent la réalisation des objectifs de protection des forêts de la Colombie.

Une des causes de la déforestation est l'expansion du territoire agricole : les forêts sont souvent défrichées au profit d'activités peu productives d'élevage extensif bovin ou dans un simple but d'appropriation par des personnes qui espèrent ainsi obtenir ultérieurement un titre foncier, mais aussi pour produire des cultures illicites. L'élevage extensif bovin repose sur la transformation de forêts en prairies et constitue une des principales causes de la déforestation dans la région d'Amazonie (Murcia García et al., 2015<sup>[121]</sup>). Dans les Andes aussi bien qu'en Amazonie, la destruction des forêts est pour une bonne part liée à la culture de la coca, qui met également à mal les ressources foncières et hydriques du fait de la surconsommation d'engrais (UNODC, 2018<sup>[122]</sup>). Cela étant, les tentatives d'éradication de ces cultures par voie de fumigation peuvent non seulement nuire à la santé humaine et aux écosystèmes, mais aussi pousser les producteurs à se replier vers des territoires toujours plus éloignés et contribuer ainsi à accentuer la déforestation. Une taxe sur les pesticides non biologiques, dont l'instauration a été récemment proposée au taux de 8 % mais qui n'a pas vu le jour, pourrait aider à internaliser plus largement les effets externes de l'utilisation de pesticides et procurer des recettes supplémentaires (OECD, Dian et Ministerio de Hacienda, 2021<sup>[17]</sup>).

Les activités en partie illégales d'extraction de charbon et de minerais constituent un autre moteur de la déforestation et sont à l'origine d'importants rejets de produits chimiques dangereux. En outre, l'expansion rapide des infrastructures secondaires et tertiaires a facilité la déforestation en améliorant l'accès aux zones éloignées (IDEAM, 2018<sup>[120]</sup>).

### Graphique 1.39. La déforestation a augmenté et l'Amazonie est la région la plus touchée



Note : Pour la période allant de 1990 à 2012, les données correspondent à des moyennes pluriannuelles. Après 2012, les données sont publiées année par année.

Source : Institut d'hydrologie, de météorologie et d'études de l'environnement (IDEAM, *Instituto de Hidrología, Meteorología y Estudios Ambientales*), <http://smbyc.ideam.gov.co/MonitoreoBC-WEB/>.

StatLink  <https://stat.link/5dk0ph>

La déforestation a connu une progression spectaculaire et très significative depuis 2015 dans le contexte de l'accord de paix, touchant 80 % des aires protégées et de leurs zones tampons depuis la fin du conflit armé (Clerici et al., 2020<sup>[123]</sup>). Plusieurs facteurs expliquent sans doute cette évolution, dont le retrait soudain des forces de la guérilla, les carences en matière de contrôle du territoire par l'administration centrale, la volonté de différents groupes armés dissidents issus de la guérilla d'asseoir leur position dans certaines zones, l'extraction illicite de ressources de la forêt, l'expansion des superficies agricoles, l'accaparement de terres, l'élevage extensif bovin et l'augmentation de la demande internationale de cocaïne (González et al., 2018<sup>[124]</sup>).

Sur le plan institutionnel, la Colombie s'est notamment employée à combattre la destruction des forêts en se dotant d'un système de détection précoce à partir d'images satellitaires et en créant un conseil national interinstitutionnel de lutte contre la déforestation. Une nouvelle loi sur la délinquance environnementale érige en infractions la déforestation, son financement et l'appropriation illégale de terres, et prévoit des sanctions plus lourdes que précédemment en cas d'atteinte à l'environnement. Les pouvoirs publics ont aussi publié un nouveau document d'orientation sur la lutte contre la déforestation et la gestion durable des forêts, afin de coordonner l'action de 40 entités nationales. Ils devraient s'appuyer sur ce cadre solide et affecter de façon permanente des ressources supplémentaires à l'application des lois contre la déforestation afin d'accélérer la lutte contre ce fléau, comme cela avait été recommandé dans l'*Étude économique* de 2019 de la Colombie (Tableau 1.6, OCDE, 2019<sup>[14]</sup>). À l'heure actuelle, seule une minorité des cas détectés donne lieu à des mesures de répression. Étant donné les externalités mondiales de la déforestation, un soutien financier international en faveur de telles mesures est éminemment souhaitable. En outre, afin d'éviter des activités de déboisement opportunistes, surtout autour des parcs naturels, il est nécessaire de lever les incertitudes relatives à la propriété des terrains dans les régions éloignées où les cadastres sont lacunaires.

**Tableau 1.6. Recommandations antérieures de l'OCDE concernant la croissance verte**

Recommandations	Mesures prises depuis l' <i>Étude</i> de 2019
Veiller à ce que les organismes compétents disposent des capacités techniques et des ressources nécessaires pour faire appliquer la loi et gérer les forêts correctement.	En 2019, des forces militaires et policières supplémentaires ont été mobilisées temporairement pour lutter contre la déforestation dans le cadre de l'« opération Artemisa ».
Donner le statut de zone protégée à une plus grande proportion des terres forestières.	Trois nouvelles zones protégées d'une superficie cumulée de 26 180 hectares ont été créées dans les départements de Boyacá, de Norte de Santander et d'Antioquia.

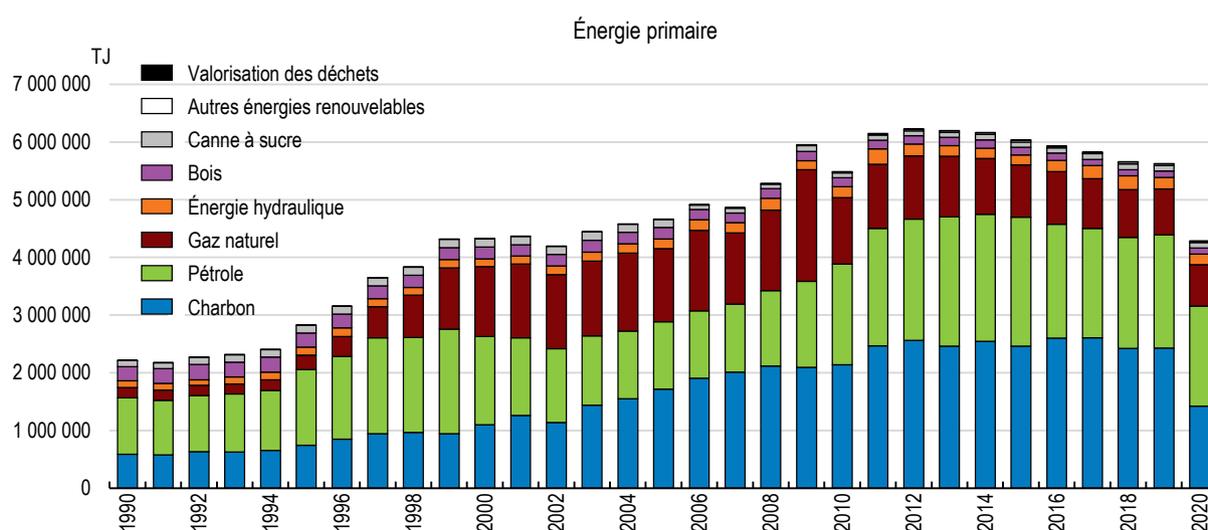
Source : OCDE, 2019<sup>[14]</sup>.

La hausse des émissions d'origine agricole est principalement liée à l'augmentation des cheptels (IDEAM, 2017<sup>[125]</sup>), qui est une des causes de la déforestation. La transformation de forêts en espaces affectés à l'élevage extensif bovin est non seulement dommageable pour les écosystèmes, mais aussi inefficace, car les terres ainsi gagnées sont peu productives et inadaptées à cette activité. La réorientation partielle de celle-ci vers des terres plus productives et le recours à des techniques de production modernes pourraient libérer des millions d'hectares qui pourraient être reboisés, faire l'objet d'une exploitation forestière durable et constituer des puits de carbone. Des accords « zéro déforestation » conclus à l'initiative du secteur privé, notamment des chaînes d'approvisionnement de la viande bovine, des produits laitiers, de l'huile de palme et du cacao, pourraient faire partie de la stratégie mise en œuvre pour limiter la déforestation liée à l'agriculture.

## Réduire les émissions liées à l'énergie et aux transports

Les émissions liées à l'énergie ont augmenté de 73 % environ depuis 1990, même si cette tendance a commencé à s'inverser depuis peu (Graphique 1.38). Cette évolution est imputable à la hausse de la consommation de combustibles fossiles comme le charbon et le pétrole (Graphique 1.40), principalement dans les transports, la production d'énergie et le secteur manufacturier. Les transports de surface causent d'importantes émissions, que la transition vers les véhicules électriques et d'autres modes de transport durables permettrait de réduire grandement, d'autant qu'une part non négligeable de la production d'électricité colombienne est propre et d'origine renouvelable. Les immatriculations de véhicules électriques et hybrides augmentent rapidement, grâce aux avantages fiscaux destinés à promouvoir leur utilisation.

Graphique 1.40. La consommation de combustibles fossiles a fortement progressé



Source : Unité de planification minière et énergétique (UPME, *Unidad de Planeación Minero Energética*), <https://www1.upme.gov.co/DemandayEficiencia/Paginas/Petroleo.aspx>

StatLink  <https://stat.link/bcowx7>

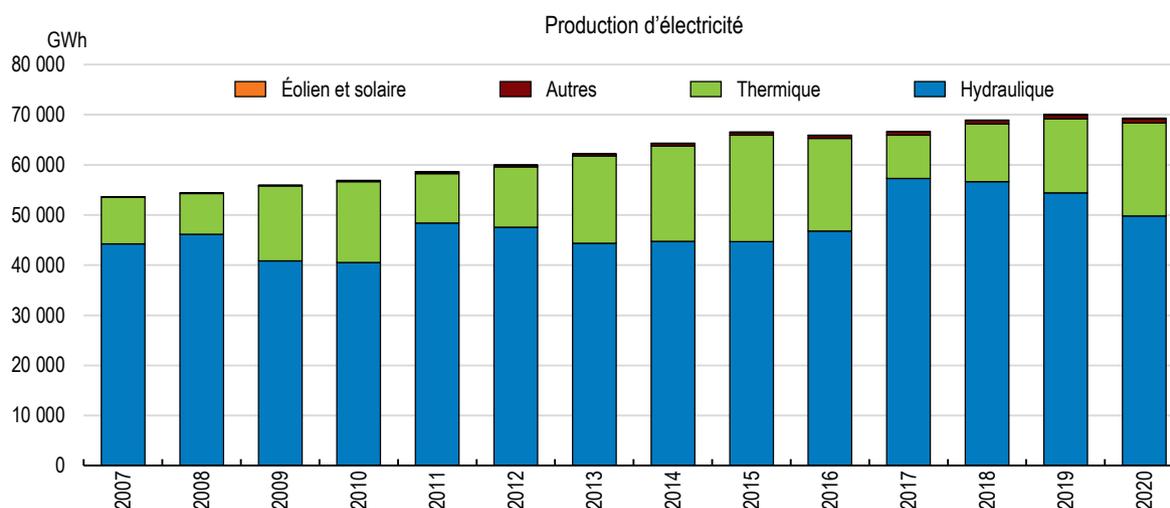
En 2019, l'hydroélectricité représentait près de 80 % de la production électrique (Graphique 1.41), ce qui est supérieur à la part moyenne de l'électricité d'origine renouvelable dans l'OCDE. D'autres énergies renouvelables, moins traditionnelles, sont moins développées que dans les autres pays de l'OCDE, même si leur évolution récente est prometteuse : c'est le cas du solaire, domaine dans lequel la Colombie possède un fort potentiel (Suri et al., 2020<sup>[126]</sup>), et de l'éolien, qui offre un important gisement d'énergie dans le département de Guajira (Carvajal-Romo et al., 2019<sup>[127]</sup>). Leur exploitation permettrait en outre de rendre le pays moins sensible aux sécheresses et améliorerait sa sécurité énergétique.

L'abandon partiel des combustibles fossiles, du charbon notamment, au profit de sources d'énergie plus propres pourrait faire baisser sensiblement les émissions. Les consommateurs industriels pourraient passer du charbon (30 % de leur consommation totale) au gaz naturel, encore que cela nécessiterait des investissements supplémentaires dans les installations de regazéification. Par ailleurs, le bois représente 38 % de la consommation d'énergie des ménages et pourrait être en partie remplacé par l'électricité, le gaz naturel ou le gaz de pétrole liquéfié (GPL) dans les zones rurales.

En Colombie, les répercussions environnementales et sociales des combustibles fossiles sont très loin d'être internalisées dans leurs prix (Fedesarrollo, 2021<sup>[41]</sup>). À cet égard, une première initiative importante consisterait à supprimer l'ensemble des subventions aux combustibles fossiles, qui représentent

actuellement 0.4 % du PIB, tout en adoptant des mesures pour protéger les ménages modestes contre les pertes de revenu réel découlant de cette suppression. Dans le cadre d'une stratégie de transformation des modes de production et de consommation, les autorités pourraient également élargir le champ d'application de la taxe sur le carbone. La Colombie a été en 2016 le troisième pays d'Amérique latine à se doter d'une taxe sur le carbone, qui lui offre des possibilités de réduction importante de ses émissions de CO<sub>2</sub> (Calderón et al., 2016<sup>[128]</sup>). Elle s'applique aujourd'hui à quelque 25 % des émissions intérieures. Parmi celles qui lui échappent figurent en particulier les émissions imputables au charbon, utilisé notamment dans les centrales thermiques, au gaz naturel et au GPL à usage non industriel (MADS, 2017<sup>[129]</sup>).

**Graphique 1.41. La production d'électricité est principalement d'origine renouvelable**



Source : Unité de planification minière et énergétique (UPME, *Unidad de Planeación Minero Energética*), <https://www1.upme.gov.co/DemandayEficiencia/Paginas/Petroleo.aspx>

StatLink  <https://stat.link/71a8wh>

L'élargissement du champ d'application de la taxe sur le carbone au charbon et au gaz naturel pourrait contribuer à faire baisser les émissions et la pollution atmosphérique, et à faire progresser encore la part des énergies renouvelables dans la production d'électricité. À 5 USD par tonne d'équivalent CO<sub>2</sub>, cette taxe est de surcroît nettement plus faible que dans d'autres pays ayant un niveau de revenu similaire (Federsarrollo, 2021<sup>[130]</sup>). C'est la raison pour laquelle les taxes liées à l'environnement, parmi lesquelles figurent également des taxes sur les ventes de véhicules en Colombie, représentent seulement 0.6 % du PIB, contre 1.6 % en moyenne dans la zone OCDE. En alignant le taux de cette taxe sur le niveau moyen observé aujourd'hui dans la zone OCDE sur plusieurs années, la Colombie pourrait lever des recettes supplémentaires de l'ordre de 0.2 % du PIB, dont une partie pourrait servir à compenser les effets des hausses de prix correspondantes pour les ménages modestes (Carbon Pricing Leadership Coalition, 2019<sup>[131]</sup>). Il n'existe pas actuellement de système d'échange de quotas d'émission, bien que les bases juridiques d'un tel système aient été mises en place en 2018 (Sousa et al., 2020<sup>[132]</sup>).

**Tableau 1.7. Recommandations formulées dans le présent chapitre (principales recommandations en gras)**

PRINCIPALES CONCLUSIONS	RECOMMANDATIONS
<b>Affiner les politiques macroéconomiques et réformer le système fiscal</b>	
La dette publique restera durablement supérieure à son niveau d'avant la pandémie, ce qui réduira les marges de manœuvre budgétaires. Bien que l'activité ait connu un vif rebond, l'emploi reste bien en deçà de son niveau d'avant la pandémie.	<b>Réduire progressivement l'orientation expansionniste de la politique budgétaire à partir de 2022 pour reconstituer des marges de manœuvre budgétaires, tout en maintenant en place les mesures exceptionnelles d'aide au revenu jusqu'à ce que le marché du travail se redresse.</b>
Les recettes fiscales ne représentent que 20 % du PIB, ce qui est peu même par rapport aux autres pays de la région, et sont insuffisantes pour satisfaire les revendications sociales et financer les investissements publics. Le système fiscal ne contribue guère à réduire les fortes inégalités de revenu, dans la mesure où il accorde une place mineure à l'impôt sur le revenu des personnes physiques et repose dans une large mesure sur l'imposition des sociétés. Par ailleurs, le système d'imposition est excessivement complexe, en raison d'une multitude de régimes spéciaux et de dépenses fiscales qui se traduisent par des pertes de recettes considérables, et pénalisent la croissance et l'investissement.	<b>Accroître les recettes d'impôt sur le revenu des personnes physiques en abaissant le seuil de revenu à partir duquel les contribuables commencent à acquitter cet impôt, en supprimant ses exonérations et en renforçant la progressivité de ses taux.</b> <b>Réduire les dépenses fiscales liées à l'impôt sur les sociétés, tout en réduisant la charge fiscale des entreprises et les distorsions fiscales auxquelles elles sont soumises.</b> <b>Réduire l'ampleur des dépenses fiscales liées à la TVA, tout en prenant des mesures de compensation en faveur des ménages à faible revenu sous forme de prestations sociales.</b>
Le taux d'imposition des dividendes au niveau des personnes physiques est aujourd'hui de 10 %, sachant qu'il est nul pour la première tranche de 3000 USD, qui équivaut à une année de salaire minimum.	Revoir à la hausse le taux d'imposition des dividendes et supprimer l'abattement à la base, en procédant à un transfert de charge fiscale sur les revenus du capital effectué des sociétés vers les actionnaires.
Une taxe sur les transactions financières entrave la collecte de recettes et l'inclusion financière.	Transformer la taxe sur les transactions financières en une taxe sur les seuls retraits d'espèces.
Les règlements en espèces de transactions importantes accentuent les risques de fraude fiscale.	Envisager de limiter les transactions en espèces.
Les lacunes qui caractérisent le recouvrement des impôts se traduisent par des pertes de recettes représentant plus de 5 % du PIB par an.	Améliorer l'administration de l'impôt et faire reculer la fraude fiscale en recourant davantage aux technologies de l'information et en procédant à des recoupements d'informations provenant de sources différentes.
L'efficacité des dépenses publiques est faible et un certain nombre d'entre elles ne contribuent guère à la réalisation des objectifs de l'action publique.	Procéder régulièrement à des examens systématiques des dépenses publiques, portant également sur les dépenses fiscales.
Les subventions à l'électricité et au gaz sont mal ciblées et réduisent les incitations aux économies d'énergie.	Supprimer les subventions à l'électricité et au gaz, tout en protégeant les ménages à faible revenu contre les effets de cette suppression au moyen de prestations sociales.
Le nouveau conseil budgétaire autonome n'est pas indépendant sur le plan financier et manque de personnel.	Renforcer le budget et l'indépendance financière du conseil budgétaire autonome créé récemment.
L'inflation a commencé à monter malgré l'ampleur des capacités inutilisées, et il est difficile de déterminer dans quelle mesure ces tensions inflationnistes seront temporaires.	<b>Relever progressivement les taux d'intérêt si les tensions inflationnistes s'accroissent.</b>
Les progrès sur le front de la vaccination ont été réguliers, mais la Colombie reste à la traîne d'autres pays de la région.	<b>Accélérer le rythme des vaccinations contre le COVID-19.</b>
<b>Favoriser une reprise plus inclusive</b>	
L'emploi informel touche 60 % des travailleurs. Cela les prive d'accès au système de sécurité sociale, tout en réduisant la productivité et les recettes fiscales.	<b>Élaborer une stratégie globale pour favoriser la régularisation des activités informelles, fondée notamment sur une réduction des coûts de main-d'œuvre non salariaux, un renforcement de l'application des lois et une amélioration de l'administration de l'impôt.</b>
Les lourdes charges qui pèsent sur le travail déclaré freinent la création d'emplois formels et contribuent à la persistance d'un taux d'emploi informel élevé.	<b>Réduire les prélèvements sur les revenus du travail en transférant progressivement la charge du financement de la protection sociale vers la fiscalité générale.</b>
La pandémie a mis au jour des lacunes majeures dans le système de protection sociale, en particulier parmi les travailleurs informels. Différents programmes sont très fragmentés.	<b>Fusionner les dispositifs de transfert monétaire existants en une prestation monétaire unique pour les ménages pauvres, tout en maintenant des conditions d'admissibilité pour les familles.</b>
La moitié de la population âgée de plus de 65 ans ne perçoit aucune pension de retraite. Les régimes de retraite contributifs sont régressifs, et à carrières professionnelles identiques, les prestations servies diffèrent selon les régimes. De plus, la couverture des femmes est particulièrement faible.	<b>Créer une pension de retraite universelle de base non contributive et fusionner les régimes de retraite contributifs existants en un régime contributif obligatoire unique, qui compléterait la retraite universelle de base.</b>

Les travailleurs formels paient des cotisations pour bénéficier du système public d'assurance maladie, tandis que les travailleurs informels ont droit gratuitement quasiment aux mêmes prestations.	<b>Fusionner les deux systèmes publics de soins de santé en un seul, qui serait financé par les recettes fiscales générales.</b>
Le taux de décrochage scolaire a fortement augmenté à cause de la pandémie, en particulier parmi les enfants issus d'un milieu socioéconomique défavorisé.	<b>Apporter un soutien ciblé aux enfants ayant abandonné l'école et à ceux qui risquent de décrocher, notamment sous la forme d'une scolarisation à temps plein et de services de restauration scolaire.</b>
La fréquentation du système d'accueil et d'éducation des jeunes enfants réduit sensiblement la probabilité que les élèves défavorisés quittent le système éducatif ultérieurement, or, en Colombie, la moitié environ seulement des enfants âgés de 3 à 5 ans y ont accès.	Élargir à tous les enfants âgés de 3 ans ou plus l'accès à des services d'éducation des jeunes enfants de qualité.
Les établissements scolaires et les zones défavorisées manquent souvent d'enseignants de qualité.	Inciter davantage les enseignants de qualité à changer de poste, au moins temporairement, pour aller travailler dans des établissements scolaires défavorisés, en leur accordant des primes plus élevées et de meilleures conditions contractuelles.
<b>Renforcer la productivité et la concurrence</b>	
La Colombie a pris du retard sur les pays comparables de la région en termes de croissance de la productivité, et la concurrence est faible. La réglementation des marchés de produits et les obstacles administratifs restreignent l'arrivée de nouveaux entrants sur le marché et entravent le jeu de la concurrence.	<b>Réduire les obstacles réglementaires intérieurs à l'entrepreneuriat et à l'arrivée de nouveaux entrants sur le marché.</b>
Des goulets d'étranglement au niveau des infrastructures continuent d'entraver les activités logistiques et influent sur les coûts, réduisant la productivité des entreprises.	Continuer d'investir dans l'amélioration des infrastructures, notamment dans des installations de transport intermodal telles que des connexions entre les réseaux ferroviaire et routier.
Les services logistiques portuaires sont souvent lents et la coordination entre les procédures et les contrôles relevant de différents organismes publics fait défaut.	Réduire les délais de manutention dans les ports, notamment ceux imputables aux douanes et autres organismes publics.
Les frais de renouvellement de l'immatriculation des entreprises sont exceptionnellement élevés et contribuent à l'ampleur des activités informelles parmi les entreprises, en particulier celles qui sont de petite taille.	Supprimer les frais périodiques d'immatriculation que doivent acquitter les entreprises.
La Colombie est peu ouverte au commerce international. Les barrières non tarifaires aux échanges ont fortement augmenté, tandis que des pics tarifaires élevés offrent une protection importante à certains producteurs nationaux, souvent peu productifs.	<b>Réduire les obstacles tarifaires et non tarifaires aux échanges, en commençant par les produits qui font actuellement face aux barrières les plus élevées.</b>
Une réduction des obstacles aux échanges peut s'accompagner de coûts d'ajustement, dans la mesure où elle peut provoquer des disparitions d'emplois dans certaines entreprises et des créations de postes dans d'autres.	Étoffer les programmes de formation professionnelle pour aider les travailleurs à acquérir les compétences nécessaires pour changer d'emploi.
La Colombie a signé un certain nombre d'accords bilatéraux de libre-échange, mais moins que d'autres pays d'Amérique latine.	S'employer activement à signer d'autres accords commerciaux bilatéraux, afin d'obtenir un meilleur accès aux marchés internationaux.
<b>Renforcer la gouvernance économique et la lutte contre la corruption</b>	
La corruption réduit l'efficacité des dépenses publiques, crée des conditions de concurrence inéquitables et accentue les inégalités. Contrairement à la plupart des autres pays de l'OCDE, la Colombie n'a pas de loi spécifiquement destinée à protéger les lanceurs d'alerte, et les campagnes politiques sont fortement tributaires des sources de financement privées.	<b>Continuer de lutter contre la corruption en élaborant une loi spécifique sur la protection des lanceurs d'alerte et en établissant des limites plus strictes concernant les contributions privées aux campagnes électorales.</b>
Le fait que les campagnes politiques soient fortement tributaires des financements privés incite les candidats, une fois entrés en fonctions, à accorder à leurs bailleurs de fonds des faveurs politiques en contrepartie de leur contribution.	Établir des limites plus strictes et des obligations de transparence concernant les contributions privées aux campagnes électorales, s'appliquant aussi bien aux partis politiques qu'aux candidats indépendants.
Une centrale d'achats publics a été créée, mais les achats directs représentent encore environ 70 % de l'ensemble des commandes publiques.	Mieux définir les conditions dans lesquelles la centralisation des achats est obligatoire, notamment au niveau infranational.
Seules les sociétés qui paient un droit annuel d'inscription au registre unique des soumissionnaires (RUP, <i>Registro Único de Proponentes</i> ) peuvent participer aux procédures d'adjudication des marchés publics, et peu de petites entreprises y prennent part.	Supprimer le droit annuel d'inscription fixe à acquitter pour participer aux procédures d'adjudication des marchés publics.
Il n'existe aucune obligation réglementaire de transparence des interactions entre les groupes d'intérêts et les responsables de l'action publique en Colombie.	Adopter des dispositions législatives pour encadrer les activités des lobbyistes.
Les procédures judiciaires de règlement des litiges civils et d'exécution des contrats sont lentes, et les exigences procédurales sont lourdes.	Améliorer le fonctionnement du système judiciaire en renforçant l'automatisation des tribunaux et les outils de gestion électronique des affaires, et en réduisant les ajournements.

---

**Rendre la croissance plus durable et plus verte**


---

La déforestation s'est intensifiée, et les objectifs actuels de réduction des émissions de gaz à effet de serre ne pourront être atteints sans un recul plus marqué de cette pratique.	<b>Accroître les ressources affectées à l'application des lois contre la déforestation, afin que davantage de cas de déforestation détectée donnent lieu à des mesures.</b>
Le caractère lacunaire du cadastre est une des causes de la déforestation, souvent pratiquée par des personnes qui espèrent obtenir ultérieurement un titre foncier.	<b>Accélérer le développement du cadastre, en particulier dans les zones isolées.</b>
Les subventions aux combustibles fossiles représentent actuellement 0.4 % du PIB.	Supprimer progressivement les subventions aux combustibles fossiles tout en aidant les ménages vulnérables à faire face aux variations de prix résultant de cette suppression.
D'importantes sources d'émissions ne sont pas assujetties à la taxe sur le carbone de 2017, et son taux est relativement bas.	Élargir le champ d'application de la taxe sur le carbone à l'ensemble des utilisations du charbon, du gaz naturel et du gaz de pétrole liquéfié (GPL), et envisager d'aligner son taux sur la moyenne de l'OCDE.

---

## Références

- Acemoglu, D., S. Johnson et J. Robinson (2005), « Institutions as a Fundamental Cause of Long-Run Growth », *Handbook of Economic Growth*, vol. 1, Part A, pp. 385-472, <https://ideas.repec.org/h/eee/grochp/1-06.html> (consulté le 1 juillet 2019). [86]
- Agencia Nacional de Contratación Pública (2021), *Datos abiertos | Colombia Compra Eficiente*, <https://colombiacompra.gov.co/transparencia/gestion-documental/datos-abiertos> (consulté le 9 septembre 2021). [96]
- Alvarez Villa, D. et al. (2019), « Factores políticos e institucionales asociados a la corrupción en gobiernos subnacionales en Colombia », *Documentos CEDE*, n° 42, Universidad de los Andes, Bogotá, <https://doi.org/10.2139/SSRN.3487609>. [90]
- Anderson, J. et J. Neary (1996), « A New Approach to Evaluating Trade Policy », *The Review of Economic Studies*, vol. 63/1, pp. 107-125, <https://doi.org/10.2307/2298117>. [75]
- Arbeláez, M. et al. (2021), « A Fiscal Rule to Achieve Debt Sustainability in Colombia | Publications », *IDB Working Paper Series*, n° IDB-WP-1187, Inter-American Development Bank, Washington, DC, <https://publications.iadb.org/publications/english/document/A-Fiscal-Rule-to-Achieve-Debt-Sustainability-in-Colombia.pdf> (consulté le 14 septembre 2021). [141]
- Arnold, J. et al. (2011), « Tax Policy for Economic Recovery and Growth », *Economic Journal*, vol. 121/550, <https://doi.org/10.1111/j.1468-0297.2010.02415.x>. [18]
- Arnold, J. et B. Javorcik (2009), « Gifted kids or pushy parents? Foreign direct investment and plant productivity in Indonesia », *Journal of International Economics*, vol. 79/1, <https://doi.org/10.1016/j.jinteco.2009.05.004>. [67]
- Arnold, J. et al. (2016), « Services Reform and Manufacturing Performance: Evidence from India », *Economic Journal*, vol. 126/590, <https://doi.org/10.1111/eoj.12206>. [66]
- Arnold, J., B. Javorcik et A. Mattoo (2011), « Does services liberalization benefit manufacturing firms?. Evidence from the Czech Republic », *Journal of International Economics*, vol. 85/1, <https://doi.org/10.1016/j.jinteco.2011.05.002>. [150]
- Arnold, J., A. Mattoo et G. Narciso (2008), « Services inputs and firm productivity in Sub-Saharan Africa: Evidence from firm-level data », *Journal of African Economies*, vol. 17/4, <https://doi.org/10.1093/jae/ejm042>. [151]
- Attanasio, O. et al. (2017), « Vocational Training for Disadvantaged Youth in Colombia: A Long-Term Follow-Up », *American Economic Journal: Applied Economics*, vol. 9/2, pp. 131-43, <https://doi.org/10.1257/APP.20150554>. [85]
- Attanasio, O., A. Kugler et C. Meghir (2011), « Subsidizing Vocational Training for Disadvantaged Youth in Colombia: Evidence from a Randomized Trial », *American Economic Journal: Applied Economics*, vol. 3/3, pp. 188-220, <https://doi.org/10.1257/APP.3.3.188>. [84]
- Banco de la República (2021), *Informe de Política Monetaria Julio 2021*, <https://www.banrep.gov.co/es/informe-de-politica-monetaria> (consulté le 1 octobre 2021). [10]

- Banco de la República (2021), *Reporte de Estabilidad Financiera - I semestre de 2021*, [6]  
<https://www.banrep.gov.co/es/estabilidad-financiera/reportes-estabilidad-financiera> (consulté le 11 juillet 2021).
- Banco de la República (2021), *Reporte de Estabilidad Financiera - II semestre de 2021*, [9]  
<https://www.banrep.gov.co/es/reportes-estabilidad-financiera> (consulté le 10 décembre 2021).
- Banco de la República (2021), *Reporte de la Situación del Crédito en Colombia*, Banco de la República, Bogotá, [8]  
<https://www.banrep.gov.co/es/publicaciones-serie/2040> (consulté le 17 septembre 2021).
- Barreix, A. et R. Zambrano (dir. pub.) (2018), *Electronic Invoicing in Latin America | Publications*, [23]  
 Inter-American Center of Tax Administrations, Inter-American Development Bank,  
<https://publications.iadb.org/publications/english/document/Electronic-Invoicing-in-Latin-America.pdf> (consulté le 21 septembre 2021).
- Batrancea, L. et al. (2019), « Trust and power as determinants of tax compliance across 44 nations », *Journal of Economic Psychology*, vol. 74, p. 102191, [111]  
<https://doi.org/10.1016/J.JOEP.2019.102191>.
- Bernal, R. et al. (2017), « Switching from Payroll Taxes to Corporate Income Taxes: Firms, Employment and Wages after the 2012 Colombian Tax Reform », *Economía Journal*, [32]  
 vol. Volume 18 Number 1/Fall 2017, pp. 41-74,  
<https://ideas.repec.org/a/col/000425/015828.html> (consulté le 20 octobre 2021).
- Bernal, R. et al. (2017), « Switching from Payroll Taxes to Corporate Income Taxes: Firms' Employment and Wages after the Colombian 2012 Tax Reform », *IDB Technical Note*, [148]  
 n° 1268, Inter-American Development Bank.
- Bernal, R. et al. (2018), *Comisión del Gasto y la Inversión Pública*, Fedesarrollo, Bogotá, [28]  
<https://www.repository.fedesarrollo.org.co/handle/11445/3516> (consulté le 19 juillet 2021).
- Berthelon, M. et D. Kruger (2011), « Risky behavior among youth: Incapacitation effects of school on adolescent motherhood and crime in Chile », *Journal of Public Economics*, [40]  
 vol. 95/1-2, pp. 41-53, <https://doi.org/10.1016/J.JPUBECO.2010.09.004>.
- Bertoni, E. et al. (2018), « Teacher Policies, Incentives, and Labor Markets in Chile, Colombia, and Perú: Implications for Equality », Inter-American Development Bank, Washington, D.C., [45]  
<https://doi.org/10.18235/0001319>.
- Blalock, G. et P. Gertler (2009), « How firm capabilities affect who benefits from foreign technology », *Journal of Development Economics*, vol. 90/2, pp. 192-199, [152]  
<https://ideas.repec.org/a/eee/deveco/v90y2009i2p192-199.html> (consulté le 4 octobre 2018).
- Bonilla, L. et al. (2021), *Moderada recuperación del empleo en 2021 y dinámica de las vacantes en oficios automatizables durante la pandemia*, Banco de la República - Reportes del Mercado Laboral, Bogotá, [58]  
<https://www.banrep.gov.co/es/moderada-recuperacion-del-empleo-2021-y-dinamica-las-vacantes-oficios-automatizables-durante> (consulté le 20 octobre 2021).
- Brambilla, I., N. Depetris Chauvin et G. Porto (2017), « Examining the Export Wage Premium in Developing Countries », *Review of International Economics*, vol. 25/3, pp. 447-475, [81]  
<https://doi.org/10.1111/roie.12231>.

- Cadestin, C., J. Gourdon et P. Kowalski (2016), « Participation in Global Value Chains in Latin America : Implications for Trade and Trade-Related Policy », *OECD Trade Policy Papers*, n° 192, OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/5jlpqg80ts8f2-en>. [72]
- Cadot, O., J. Gourdon et F. van Tongeren (2018), « Estimating Ad Valorem Equivalents of Non-Tariff Measures : Combining Price-Based and Quantity-Based Approaches », *OECD Trade Policy Papers*, n° 215, OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/f3cd5bdc-en>. [78]
- Calderón, S. et al. (2016), « Achieving CO2 reductions in Colombia: Effects of carbon taxes and abatement targets », *Energy Economics*, vol. 56, pp. 575-586, <https://doi.org/10.1016/J.ENERCO.2015.05.010>. [128]
- Carbon Pricing Leadership Coalition (2019), *Report of the High-Level Commission on Carbon Pricing and Competitiveness*, <https://doi.org/10.1596/32419>. [131]
- Carvajal-Romo, G. et al. (2019), « Assessment of solar and wind energy potential in La Guajira, Colombia: Current status, and future prospects », *Sustainable Energy Technologies and Assessments*, vol. 36, p. 100531, <https://doi.org/10.1016/J.SETA.2019.100531>. [127]
- CAT (2021), *Colombia | Climate Action Tracker*, <https://climateactiontracker.org/countries/colombia/> (consulté le 9 novembre 2021). [118]
- CID Gallup (2021), *Encuesta de Opinión Pública*, CID Gallup, Sanjosé, Costa Rica, [https://www.cidgallup.com/uploads/publication/publication\\_files/publication\\_1627568481000.pdf](https://www.cidgallup.com/uploads/publication/publication_files/publication_1627568481000.pdf) (consulté le 13 septembre 2021). [89]
- Clavijo, S. (2021), *Lucha contra evasión tributaria: ¿Qué hacer?*, <https://www.larepublica.co/analisis/sergio-clavijo-500041/lucha-contr-evasion-tributaria-que-hacer-3181562> (consulté le 20 juillet 2021). [137]
- Clerici, N. et al. (2020), « Deforestation in Colombian protected areas increased during post-conflict periods », *Scientific Reports 2020 10:1*, vol. 10/1, pp. 1-10, <https://doi.org/10.1038/s41598-020-61861-y>. [123]
- Comisión de Expertos en Beneficios Tributarios (2021), *Informe de la Comisión de Expertos en Beneficios Tributarios*, OECD-DIAN-Minhacienda, <https://www.dian.gov.co/dian/Documents/Informe-Comite-Expertos-DIAN-OCDE2021.pdf> (consulté le 17 juillet 2021). [135]
- CONPES (2020), *Política Nacional de Emprendimiento*, CONSEJO NACIONAL DE POLÍTICA ECONÓMICA Y SOCIAL, DEPARTAMENTO NACIONAL DE PLANEACIÓN, <https://colaboracion.dnp.gov.co/CDT/Conpes/Econ%C3%B3micos/4011.pdf> (consulté le 21 octobre 2021). [54]
- Contraloría (2021), *Ejecución de los recursos y el cumplimiento de las metas del componente para la Paz del Plan Plurianual de Inversiones-2017*, <https://www.contraloria.gov.co/resultados/informes/informes-posconflicto>. [114]
- Contraloría General de la República (2021), *Comunicado de Prensa No. 53*, Boletines de Prensa - 2021, [https://www.contraloria.gov.co/contraloria/sala-de-prensa/boletines-de-prensa/boletines-de-prensa-2021/-/asset\\_publisher/9IOzepbPkrRW/content/revela-el-contralor-general-361-entidades-han-reportado-a-la-contraloria-1-061-obras-publicas-sin-uso-e-inconclusas-por-6-7-billones](https://www.contraloria.gov.co/contraloria/sala-de-prensa/boletines-de-prensa/boletines-de-prensa-2021/-/asset_publisher/9IOzepbPkrRW/content/revela-el-contralor-general-361-entidades-han-reportado-a-la-contraloria-1-061-obras-publicas-sin-uso-e-inconclusas-por-6-7-billones) (consulté le 2 octobre 2021). [94]

- CPC (2020), *Informe Nacional de Competitividad 2020-2021*, Consejo Privado de Competitividad, Bogotá, <https://compite.com.co/informe/informe-nacional-de-competitividad-2020-2021/> (consulté le 21 octobre 2021). [63]
- Delgado-Prieto, L. (2021), « The Colombian Labor Market through the COVID-19 shock », n° mimeo, Universidad Carlos III, Madrid, <https://t.co/qLSPee1DZo?amp=1> (consulté le 15 juillet 2021). [134]
- DNP (2021), *Misión de internacionalización*, <https://www.dnp.gov.co/DNPN/mision-internacionalizacion/Paginas/default.aspx> (consulté le 21 octobre 2021). [79]
- Echavarría, J., I. Giraldo et F. Jaramillo (2019), « Cadenas globales de valor, crecimiento y protección arancelaria en Colombia | Banco de la República (banco central de Colombia) », *Borradores de Economía*, n° 1080, Banco de la República, Bogotá, <https://www.banrep.gov.co/es/borrador-1080> (consulté le 15 septembre 2021). [74]
- El Tiempo (2021), « El Contralor anuncia plan de acción para ‘salvar’ a 827 elefantes blancos », *El Tiempo*, <https://www.eltiempo.com/justicia/investigacion/el-contralor-anuncia-plan-de-accion-para-salvar-a-827-elefantes-blancos-607471> (consulté le 10 septembre 2021). [139]
- Elacqua, G. et al. (2019), « Can Financial Incentives Help Disadvantaged Schools to Attract and Retain High-performing Teachers?: Evidence from Chile », *IDB WORKING PAPER SERIES*, n° 1080, Inter-American Development Bank, Washington, DC, [https://publications.iadb.org/publications/english/document/Can\\_Financial\\_Incentives\\_Help\\_Disadvantaged\\_Schools\\_to\\_Attract\\_and\\_Retain\\_High-performing\\_Teachers\\_Evidence\\_from\\_Chile\\_en.pdf](https://publications.iadb.org/publications/english/document/Can_Financial_Incentives_Help_Disadvantaged_Schools_to_Attract_and_Retain_High-performing_Teachers_Evidence_from_Chile_en.pdf) (consulté le 21 septembre 2021). [46]
- Escallón Arango, D. (2014), « Reacción del Estado colombiano frente al carrusel de la contratación en Bogotá: ¿eficacia o discurso? », *Revista de Derecho Público* 32, pp. 1-26, <https://doi.org/10.15425/REDEPUB.32.2014.12>. [106]
- Eslava, M. et al. (2013), « Trade and market selection: Evidence from manufacturing plants in Colombia », *Review of Economic Dynamics*, vol. 16/1, pp. 135-158, <https://doi.org/10.1016/J.RED.2012.10.009>. [80]
- Eslava, M., J. Haltiwanger et A. Pinzón (2019), « Job creation in Colombia vs the U.S.: “up or out dynamics” meets “the life cycle of plants”. », *NBER Working Papers*, n° 25550, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA, <https://doi.org/10.3386/W25550>. [56]
- Fedesarrollo (2021), *Descifrar el futuro*, Fedesarrollo, Bogotá, <https://www.penguinlibros.com/co/tematicas/243219-descifrar-el-futuro-9789585132214> (consulté le 21 juillet 2021). [130]
- Fedesarrollo (2021), *Reformas para una Colombia Post-COVID-19. Hacia un nuevo contrato social.*, <https://www.fedesarrollo.org.co/es/content/reformas-para-una-colombia-post-covid-19-hacia-un-nuevo-contrato-social>. [149]
- Fedesarrollo (2021), *Descifrar el futuro : la economía colombiana en los próximos diez años*, Penguin, Bogotá, <https://www.penguinlibros.com/co/tematicas/243219-descifrar-el-futuro-9789585132214> (consulté le 9 septembre 2021). [41]
- Fedesarrollo (2021), *Fedesarrollo propone medidas para luchar contra la evasión*, Fedesarrollo, Bogotá. [136]

- Fernández, C. (2020), « Informalidad empresarial en Colombia », *Coyuntura Económica : Investigación Económica y Social*, Fedesarrollo, Bogotá, <https://www.repository.fedesarrollo.org.co/handle/11445/4055> (consulté le 17 septembre 2021). [144]
- Fernandez, C. et L. Villar (2017), « The Impact of Lowering the Payroll Tax on Informality in Colombia », *Economía Journal*, vol. Volume 18 Number 1/Fall 2017, pp. 125-155, <https://ideas.repec.org/a/col/000425/015830.html> (consulté le 20 octobre 2021). [31]
- Fernández, C. et L. Villar (2017), « The Impact of Lowering the Payroll Tax on Informality in Colombia », *Economía*, vol. 18/1, pp. 125-155, <https://muse.jhu.edu/issue/37427>. [154]
- Flórez, L. et al. (2020), *Recuperación gradual del mercado laboral y efectos de la crisis sanitaria sobre las firmas formales*, Banco de la República, RML No. 16, <https://publicaciones.banrepcultural.org/index.php/reporte-mercado-laboral/article/view/21056> (consulté le 20 octobre 2021). [57]
- Forero, D. et V. Saavedra (2019), *Los 10 pasos para hacer de Colombia la mejor educada de América Latina*, Fedesarrollo, Bogotá, <https://www.repository.fedesarrollo.org.co/handle/11445/3761> (consulté le 17 septembre 2021). [44]
- Fundación Empresarios por la Educación (2021), *Datos - Observatorio a la gestión Educativa*, Regreso a la presencialidad, <https://www.obsgestioneducativa.com/datos-al-tablero/regreso-a-la-presencialidad/datos/> (consulté le 21 septembre 2021). [34]
- Garay, L., E. Salcedo-Albarán et D. Álvarez (2020), « Macro-Corrupción y Cooptación Institucional en el departamento de Córdoba, Colombia », *Instituciones y Justicia*, Fedesarrollo, Bogotá, <https://www.repository.fedesarrollo.org.co/handle/11445/3929> (consulté le 9 septembre 2021). [107]
- García Guzman, J., C. Rivera et J. Robledo (2021), « Summary of International Trade in Goods », *Policy Notes, Internationalisation Mission*, Departamento Nacional de Planeación, Sub-directorate for Productivity, Internationalisation and Competition, [https://www.dnp.gov.co/DNPN/mision-internacionalizacion/Documents/English\\_Politics\\_Notes/International\\_trade\\_in\\_goods.pdf](https://www.dnp.gov.co/DNPN/mision-internacionalizacion/Documents/English_Politics_Notes/International_trade_in_goods.pdf) (consulté le 17 septembre 2021). [68]
- García, J. et al. (2019), *Comercio exterior en Colombia: política, instituciones, costos y resultados*, Banco de la República de Colombia, <https://doi.org/10.32468/L.664-406-8>. [61]
- Gobierno de México (2021), *Restricción de uso de efectivo y metales*, Portal de Prevención de Lavado de Dinero, <https://sppld.sat.gob.mx/pld/interiores/restriccion.html> (consulté le 15 septembre 2021). [25]
- González, J. et al. (2018), *Caracterización de las principales Causas y Agentes de la Deforestación a Nivel Nacional*, Instituto de Hidrología, Meteorología y Estudios Ambientales – IDEAM-. Ministerio de Ambiente y Desarrollo Sostenible. Programa ONU-REDD Colombia, <https://www.fao.org/publications/card/es/c/I9618ES/> (consulté le 22 octobre 2021). [124]
- Grundke, R. et al. (2021), « Improving skills to harness the benefits of a more open economy in Brazil », *OECD Economics Department Working Papers*, n° 1661, OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/222c1741-en>. [83]

- Guillemette, Y. et D. Turner (2018), « The Long View: Scenarios for the World Economy to 2060 », *OECD Economic Policy Papers*, n° 22, OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/b4f4e03e-en>. [1]
- IDEAM (2018), *Segundo Informe Bienal de Actualización de Colombia a la Convención Marco de las Naciones Unidas para el Cambio Climático (CMNUCC)*, [http://www.ideam.gov.co/documents/24277/77448440/PNUD-IDEAM\\_2RBA.pdf/ff1af137-2149-4516-9923-6423ee4d4b54](http://www.ideam.gov.co/documents/24277/77448440/PNUD-IDEAM_2RBA.pdf/ff1af137-2149-4516-9923-6423ee4d4b54) (consulté le 21 septembre 2021). [120]
- IDEAM (2017), *Tercera Comunicación Nacional de Cambio Climático*, Instituto de Hidrología, Meteorología y Estudios Ambientales, <http://www.cambioclimatico.gov.co/resultados> (consulté le 21 septembre 2021). [125]
- IMF (2021), *Colombia : 2021 Article IV Consultation-Press Release; Staff Report; and Statement by the Executive Director for Colombia*, International Monetary Fund, Washington DC, <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2021/03/23/Colombia-2021-Article-IV-Consultation-Press-Release-Staff-Report-and-Statement-by-the-50301> (consulté le 12 juillet 2021). [142]
- IMF (2021), *Colombia : 2021 Article IV Staff Report*, International Monetary Fund, Washington, DC, <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2021/03/23/Colombia-2021-Article-IV-Consultation-Press-Release-Staff-Report-and-Statement-by-the-50301> (consulté le 20 septembre 2021). [3]
- IMF (2021), *World Economic Outlook, April 2021: Managing Divergent Recoveries*, International Monetary Fund, Washington, DC, <https://www.imf.org/en/Publications/WEO/Issues/2021/03/23/world-economic-outlook-april-2021> (consulté le 20 septembre 2021). [12]
- Instituto Kroc (2021), *Five Years of Peace Agreement Implementation in Colombia: Achievements, Challenges and Opportunities to Increase Implementation Levels, December 2016 - October 2021*, Matriz de Acuerdos de Paz Iniciativa Barómetro, Instituto Kroc de Estudios Internacionales de Paz, University of Notre Dame, <https://doi.org/doi:10.7274/0c483j36025>. [115]
- Iootty, M. et al. (2021), « Competition, Productivity and Exports: A quick assessment of underlying trends and policy drivers for Colombia », *Note prepared for the Internationalisation Mission*, World Bank, [https://www.dnp.gov.co/DNPN/mision-internacionalizacion/Documents/English\\_version\\_studies/Competition\\_Productivity\\_and\\_Exports.pdf](https://www.dnp.gov.co/DNPN/mision-internacionalizacion/Documents/English_version_studies/Competition_Productivity_and_Exports.pdf) (consulté le 16 septembre 2021). [60]
- Jaramillo Londoño, A., A. Gómez Márquez et J. Rodríguez Reyes (2021), « Política de Libre Competencia Económica en Colombia: Diagnóstico y recomendaciones de política pública », *ARCHIVOS DE ECONOMÍA*, n° 525, Departamento Nacional de Planeación, Bogotá, <https://colaboracion.dnp.gov.co/CDT/Estudios%20Economicos/525.pdf> (consulté le 21 octobre 2021). [53]
- Javorcik, B. (2004), « Does Foreign Direct Investment Increase the Productivity of Domestic Firms? In Search of Spillovers Through Backward Linkages », *American Economic Review*, vol. 94/3, pp. 605-627, <https://doi.org/10.1257/0002828041464605>. [65]

- Kalinova, B., A. Palerm et S. Thomsen (2010), « OECD's FDI Restrictiveness Index : 2010 Update », *OECD Working Papers on International Investment*, n° 2010/3, OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/5km91p02zj7g-en>. [158]
- Kaufmann, D., A. Kraay et M. Mastruzzi (2015), « The Worldwide Governance Indicators: Methodology and Analytical Issues », *Hague Journal on the Rule of Law* 2011 3:2, vol. 3/2, pp. 220-246, <https://doi.org/10.1017/S1876404511200046>. [2]
- Kee, H. et A. Forero (2021), « Non-Tariff Measures of Colombia », *Internationalisation Mission Colombia*, World Bank, Washington, DC, [https://www.dnp.gov.co/DNPN/mision-internacionalizacion/Documents/English\\_version\\_studies/NTMs\\_of\\_Colombia.pdf](https://www.dnp.gov.co/DNPN/mision-internacionalizacion/Documents/English_version_studies/NTMs_of_Colombia.pdf) (consulté le 2 octobre 2021). [77]
- Kraft, M. et G. Falken (2021), « A Blueprint for Scaling Tutoring and Mentoring Across Public Schools », *AERA Open*, vol. 7, p. 233285842110428, <https://doi.org/10.1177/23328584211042858>. [38]
- Kugler, A., M. Kugler et L. Herrera-Prada (2017), « Do Payroll Tax Breaks Stimulate Formality? Evidence from Colombia's Reform », *Economía Journal*, vol. Volume 18 Number 1/Fall 2017, pp. 3-40, <https://ideas.repec.org/a/col/000425/015827.html> (consulté le 20 octobre 2021). [33]
- Kugler, A. et al. (2017), « Do Payroll Tax Breaks Stimulate Formality? Evidence from Colombia's Reform », *NBER Working Paper Series*, <http://www.nber.org/papers/w23308>. [146]
- Levy, S. et G. Cruces (2021), « Time for a New Course: An Essay on Social Protection and Growth in Latin America », *UNDP Latin America and the Caribbean Working Paper Series*, n° 24, United Nations Development Programme, [https://www.latinamerica.undp.org/content/rblac/en/home/library/human\\_development/time-for-a-new-course--an-essay-on-social-protection-and-growth-.html](https://www.latinamerica.undp.org/content/rblac/en/home/library/human_development/time-for-a-new-course--an-essay-on-social-protection-and-growth-.html) (consulté le 21 septembre 2021). [26]
- Li, Y. et Y. Aranda Larrey (2021), *Foreign Direct Investment and Investment Promotion: An Analysis for Colombia to Support the Internationalization Mission*, World Bank Group, Washington, DC, [https://www.dnp.gov.co/DNPN/mision-internacionalizacion/Documents/English\\_version\\_studies/FDI\\_and\\_Investment\\_Promotion\\_in\\_Colombia.pdf](https://www.dnp.gov.co/DNPN/mision-internacionalizacion/Documents/English_version_studies/FDI_and_Investment_Promotion_in_Colombia.pdf) (consulté le 21 septembre 2021). [70]
- Llach, J. et al. (2009), « Do Longer School Days Have Enduring Educational, Occupational, or Income Effects? A Natural Experiment in Buenos Aires, Argentina [with Comment] », *Economía*, vol. 10/1, pp. 1-43, <http://www.jstor.org/stable/40608333>. [39]
- Lopez Gonzalez, J. (2016), « Using Foreign Factors to Enhance Domestic Export Performance : A Focus on Southeast Asia », *OECD Trade Policy Papers*, n° 191, OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/5jlpq82v1jxw-en>. [157]
- López González, J. (2017), « Mapping the participation of ASEAN small- and medium- sized enterprises in global value chains », *OECD Trade Policy Papers*, n° 203, OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/2dc1751e-en>. [69]
- Lora, E. et L. Mejía (dir. pub.) (2021), *Reformas para una Colombia Post-Covid 19: Hacia un nuevo contrato social*, Fedesarrollo, Bogotá. [20]

- MADS (2017), *Principales preguntas frente al impuesto nacional al carbono y la solicitud de no causación por carbono neutralidad (Decreto 926 de 2017)*, Ministerio de Ambiente y Desarrollo Sostenible, Bogotá. [129]
- Meléndez, M., F. Alvarado et M. Pantoja (2021), « ¿Informalidad o exclusión? Mercados fragmentados bajo el Sistema de Protección Social colombiano », *Seminar presentation on June 10, 2021. Working paper forthcoming.*, UNDP, <https://www.latinamerica.undp.org/content/rblac/en/home/library/working-paper-series/> (consulté le 17 septembre 2021). [29]
- Minhacienda (2021), *Marco Fiscal de Mediano Plazo 2021*, Ministerio de Hacienda y crédito público, Bogotá, Colombia, <https://bit.ly/3vnyzmzP> (consulté le 13 juillet 2021). [11]
- Ministerio de Educación (2021), *Matrícula estadística educación preescolar, básica y media - EPBM - Ministerio de Educación Nacional de Colombia*, <https://www.datos.gov.co/Educacion/MEN-ESTADISTICAS-EN-EDUCACION-EN-PREESCOLAR-B-SICA/ji8i-4anb> (consulté le 17 septembre 2021). [36]
- Ministerio de Hacienda (2021), *Marco Fiscal de Mediano Plazo 2020*, Ministerio de Hacienda, Bogotá. [133]
- Misión de Internacionalización (2021), « Infrastructure and Logistics Policies in Colombia », DNP, MinCIT, Vicepresidency Colombia and World Bank, <https://www.dnp.gov.co/DNPN/mision-internacionalizacion/Paginas/estudios.aspx> (consulté le 16 septembre 2021). [52]
- Misión de Internacionalización (2021), « Mejora de la Facilitación del Comercio, la Logística y la Conectividad: desafíos y recomendaciones », DNP, MinCIT, World Bank, <https://www.dnp.gov.co/DNPN/mision-internacionalizacion/Paginas/estudios.aspx> (consulté le 16 septembre 2021). [50]
- Morales, L. et C. Medina (2017), « Assessing the Effect of Payroll Taxes on Formal Employment: The Case of the 2012 Tax Reform in Colombia », *Economía Journal*, vol. Volume 18 Number 1/Fall 2017, pp. 75-124, <https://ideas.repec.org/a/col/000425/015829.html> (consulté le 20 octobre 2021). [30]
- Morales, L. et C. Medina (2016), « Assessing the Effect of Payroll Taxes on Formal Employment: The Case of the 2012 Tax Reform in Colombia », *Borradores de Economía*, Banco de la Republica, <http://www.banrep.gov.co/en/borrador-971>. [147]
- Murcia García, U. et al. (2015), *MONITOREO DE LOS BOSQUES Y OTRAS COBERTURAS DE LA AMAZONIA COLOMBIANA, A ESCALA 1:100.000*, Instituto SINCHI. [121]
- OAS/ CIDH (2021), *Observaciones y recomendaciones de la visita de trabajo de la CIDH a Colombia realizada del 8 al 10 de junio de 2021*, Organization of American States, Washington, DC, [https://www.oas.org/es/cidh/informes/pdfs/ObservacionesVisita\\_CIDH\\_Colombia\\_SPA.pdf](https://www.oas.org/es/cidh/informes/pdfs/ObservacionesVisita_CIDH_Colombia_SPA.pdf) (consulté le 10 septembre 2021). [112]
- OECD (2021), *Agricultural Policy Monitoring and Evaluation 2021 : Addressing the Challenges Facing Food Systems*, OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/2d810e01-en>. [27]

- OECD (2021), *OECD Regional Outlook 2021 : Addressing COVID-19 and Moving to Net Zero Greenhouse Gas Emissions*, OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/17017efe-en>. [156]
- OECD (2021), *Tackling coronavirus: Contributing to a global effort. OECD Country Policy Tracker*, <https://www.oecd.org/coronavirus/country-policy-tracker/> (consulté le 30 septembre 2021). [5]
- OECD (2020), *Learning remotely when schools close: How well are students and schools prepared? Insights from PISA*, <https://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/learning-remotely-when-schools-close-how-well-are-students-and-schools-prepared-insights-from-pisa-3bfd1f7/#figure-d1e108> (consulté le 17 septembre 2021). [35]
- OECD (2020), *OECD Economic Surveys: Brazil 2020*, OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/250240ad-en>. [97]
- OECD (2019), *IMPLEMENTING THE OECD ANTI-BRIBERY CONVENTION - PHASE 3 REPORT Colombia*, <https://www.oecd.org/corruption/Colombia-Phase-3-Report-ENG.pdf> (consulté le 25 octobre 2021). [100]
- OECD (2019), *OECD Economic Surveys: Colombia 2019*, OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/e4c64889-en>. [19]
- OECD (2019), *OECD Economic Surveys: Colombia 2019*, OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/e4c64889-en>. [13]
- OECD (2019), *Tax Morale : What Drives People and Businesses to Pay Tax?*, OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/f3d8ea10-en>. [22]
- OECD (2018), *Engaging Young Children : Lessons from Research about Quality in Early Childhood Education and Care, Starting Strong*, OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264085145-en>. [43]
- OECD (2018), *FDI Regulatory Restrictiveness Index*, <https://www.oecd.org/investment/fdiindex.htm> (consulté le 2 octobre 2021). [71]
- OECD (2018), *OECD Economic Surveys: Brazil 2018*, OECD Publishing, Paris, [https://dx.doi.org/10.1787/eco\\_surveys-bra-2018-en](https://dx.doi.org/10.1787/eco_surveys-bra-2018-en). [98]
- OECD (2018), *Product Market Regulation Country Note : Colombia*, [https://issuu.com/oecd.publishing/docs/col\\_country\\_note\\_-\\_tot\\_final?fr=sYjA3MjkzNTk1MQ](https://issuu.com/oecd.publishing/docs/col_country_note_-_tot_final?fr=sYjA3MjkzNTk1MQ) (consulté le 17 septembre 2021). [62]
- OECD (2018), *Responsive School Systems : Connecting Facilities, Sectors and Programmes for Student Success*, OECD Reviews of School Resources, OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264306707-en>. [37]
- OECD (2017), *OECD Economic Surveys: Colombia 2017*, OECD Publishing, Paris, [https://dx.doi.org/10.1787/eco\\_surveys-col-2017-en](https://dx.doi.org/10.1787/eco_surveys-col-2017-en). [14]
- OECD (2017), *OECD Integrity Review of Colombia : Investing in Integrity for Peace and Prosperity*, OECD Public Governance Reviews, OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264278325-en>. [88]

- OECD (2017), *Trust and Public Policy : How Better Governance Can Help Rebuild Public Trust*, OECD Public Governance Reviews, OECD Publishing, Paris, [110]  
<https://dx.doi.org/10.1787/9789264268920-en>.
- OECD (2016), *Committing to Effective Whistleblower Protection*, OECD Publishing, Paris, [155]  
<https://dx.doi.org/10.1787/9789264252639-en>.
- OECD (2016), *Committing to Effective Whistleblower Protection*, OECD Publishing, Paris, [101]  
<https://dx.doi.org/10.1787/9789264252639-en>.
- OECD (2016), *Financing Democracy : Funding of Political Parties and Election Campaigns and the Risk of Policy Capture*, OECD Public Governance Reviews, OECD Publishing, Paris, [104]  
<https://dx.doi.org/10.1787/9789264249455-en>.
- OECD (2016), *Low-Performing Students : Why They Fall Behind and How To Help Them Succeed*, PISA, OECD Publishing, Paris, [42]  
<https://dx.doi.org/10.1787/9789264250246-en>.
- OECD (2015), *OECD Economic Surveys: Colombia 2015*, OECD Publishing, Paris, [15]  
[https://dx.doi.org/10.1787/eco\\_surveys-col-2015-en](https://dx.doi.org/10.1787/eco_surveys-col-2015-en).
- OECD (2013), *OECD Economic Surveys: Colombia 2013 : Economic Assessment*, OECD Publishing, Paris, [16]  
[https://dx.doi.org/10.1787/eco\\_surveys-col-2013-en](https://dx.doi.org/10.1787/eco_surveys-col-2013-en).
- OECD (2012), *OECD Recommendation on Fighting Bid Rigging in Public Procurement*, [95]  
<https://www.oecd.org/competition/oecdrecommendationonfightingbidrigginginpublicprocurement.htm> (consulté le 8 janvier 2020).
- OECD, Dian et Ministerio de Hacienda (2021), *Tax Expenditures Report by the tax experts commission - Colombia 2021*, [17]  
<https://www.oecd.org/tax/tax-policy/country-reviews-advice/tax-expenditures-report-by-the-tax-experts-commission-colombia-2021.pdf> (consulté le 14 septembre 2021).
- Pachón Buitrago, M. (2018), « Recomendaciones para mejorar la representación política y disminuir los incentivos al abuso del poder político », *Instituciones y Justicia*, Fedesarrollo, Bogotá, [105]  
<https://www.repository.fedesarrollo.org.co/handle/11445/3548> (consulté le 9 septembre 2021).
- Palacios Lleras, A. (2019), « La lucha contra los carteles empresariales en la contratación estatal en Colombia », *Latin American Law Review* 3, pp. 117-134, [93]  
<https://doi.org/10.29263/LAR03.2019.06>.
- Pérez, C. et B. Pacheco (2016), *Beneficios potenciales de un incremento en el uso de los medios de pago electrónicos en Colombia*, Fedesarrollo, Bogotá, [24]  
<https://www.repository.fedesarrollo.org.co/handle/11445/2947> (consulté le 19 juillet 2021).
- Perry, G. et V. Saavedra (2019), « Corrupción, crecimiento y desarrollo: elementos para una estrategia integral anticorrupción en Colombia », *Coyuntura Económica: Investigación Económica y Social*, vol. 49/1-2, pp. 263-288, [87]  
<https://www.repository.fedesarrollo.org.co/handle/11445/3977> (consulté le 8 septembre 2021).
- Pinto López, F. et K. Tibambre (2019), *Determinantes de la evasión de impuestos en Colombia 2007 - 2017*, Universidad de La Salle. Facultad de Ciencias Administrativas y Contables. Contaduría Pública. [21]

- Portafolio (2021), « Encuesta Invamer: imagen de Iván Duque, Policía, el paro y las empresas », [113]  
<https://www.portafolio.co/economia/gobierno/encuesta-invamer-imagen-de-ivan-duque-policia-el-paro-y-las-empresas-552303> (consulté le 10 septembre 2021).
- Pring, C. et J. Vrushi (2019), *GLOBAL CORRUPTION BAROMETER LATIN AMERICA & THE CARIBBEAN 2019: CITIZENS' VIEWS AND EXPERIENCES OF CORRUPTION on JSTOR*, Transparency International, <https://www.jstor.org/stable/resrep20575> (consulté le 10 septembre 2021). [109]
- Procuraduría Nacional de la Nación (2021), *Tercer informe al Congreso sobre el estado de avance de la implementación del acuerdo de paz*, [116]  
[https://www.procuraduria.gov.co/portal/media/file/Tercer informe Acuerdo de Paz 2021 .pdf](https://www.procuraduria.gov.co/portal/media/file/Tercer%20informe%20Acuerdo%20de%20Paz%202021.pdf) (consulté le 10 septembre 2021).
- Pulido, J. et A. Varón (2020), « Misallocation of the Immigrant Workforce: Aggregate Productivity Effects for the Host Country - Banco de la República (banco central de Colombia) », [49]  
*Borradores de Economía*, n° 1135, Banco de la República, Bogotá,  
<https://www.banrep.gov.co/en/misallocation-immigrant-workforce-aggregate-productivity-effects-host-country> (consulté le 20 octobre 2021).
- Radinger, T. et al. (2018), *OECD Reviews of School Resources: Colombia 2018*, OECD [47]  
 Reviews of School Resources, OECD Publishing, Paris,  
<https://dx.doi.org/10.1787/9789264303751-en>.
- Ramírez-Giraldo, M. et al. (2021), « La inversión en infraestructura de transporte y la economía colombiana », *Ensayos sobre Política Económica* 99, pp. 1-134, [51]  
<https://doi.org/10.32468/ESPE.99>.
- Rivera, C. et al. (2021), « A note on the tariff structure of Colombia », *Archivos de Economía*, [73]  
 n° 528, Departamento Nacional de Planeación, Dirección de Estudios Económicos,  
<https://colaboracion.dnp.gov.co/CDT/Estudios%20Economicos/528.pdf> (consulté le 15 septembre 2021).
- Rivera, C. et J. Robledo (2021), « Review of firm productivity in Colombia », *Note prepared for the Internationalisation Mission*, DNP, Bogotá. [48]
- Rogoff, K. (2016), *The curse of cash*, Princeton University Press. [138]
- Salazar, N. et al. (2017), « La estructura de las tarifas de registro en las Cámaras de Comercio y beneficios de sus servicios: impacto sobre la competitividad y la formalidad empresarial », [64]  
*Desarrollo Productivo*, Fedesarrollo, Bogotá,  
<http://www.repository.fedesarrollo.org.co/handle/11445/3445> (consulté le 17 septembre 2021).
- Sanclémente Arciniegas, J. (2020), « La protección jurídica de los denunciantes de actos de corrupción », *Criterio Libre Jurídico*, vol. 17/2, p. 6260, [99]  
<https://doi.org/10.18041/1794-7200/CLJ.2020.V17N2.6260>.
- Sousa, R. et al. (2020), « Emissions trading in the development model of Colombia », [132]  
<https://doi.org/10.1080/14693062.2020.1808436>, vol. 20/9, pp. 1161-1174,  
<https://doi.org/10.1080/14693062.2020.1808436>.

- Superintendencia Financiera de Colombia (2021), *Evolución cartera de créditos*, [7]  
<https://www.superfinanciera.gov.co/inicio/informes-y-cifras/cifras/establecimientos-de-credito/informacion-periodica/mensual/evolucion-cartera-de-creditos-60950> (consulté le 20 septembre 2021).
- Suri, M. et al. (2020), *Global Photovoltaic Power Potential by Country*, World Bank Group, Washington, DC, <http://documents.worldbank.org/curated/en/466331592817725242/Global-Photovoltaic-Power-Potential-by-Country> (consulté le 21 septembre 2021). [126]
- Syverson, C. (2011), « What Determines Productivity? », *Journal of Economic Literature*, vol. 49/2, pp. 326-365, <https://doi.org/10.1257/jel.49.2.326>. [143]
- Transparencia por Colombia (2021), *¿Qué balance dejó la legislatura 2020-2021 para los proyectos anticorrupción?*, Comunicado de Prensa 004/2021, <https://transparenciacolombia.org.co/2021/07/22/que-balance-dejo-la-legislatura-2020-2021-para-los-proyectos-anticorrupcion/> (consulté le 10 septembre 2021). [102]
- Transparencia por Colombia (2021), *Congreso vuelve a fallar en proteger a denunciantes de corrupción*, Comunicado de prensa 003-2021, <https://transparenciacolombia.org.co/2021/06/17/congreso-vuelve-a-fallar-en-proteger-a-denunciantes-de-corrupcion/> (consulté le 10 septembre 2021). [103]
- Transparencia por Colombia (2020), *Informe Riesgos de Corrupción en la Implementación del Acuerdo de Paz*, Transparencia por Colombia, Bogotá, <https://transparenciacolombia.org.co/2020/11/25/informe-riesgos-de-corrupcion-en-la-implementacion-del-acuerdo-de-paz/> (consulté le 13 septembre 2021). [117]
- UNDP (2021), *Covid-19, mercado laboral y pobreza monetaria en Colombia: Efecto potencial de las transferencias del gobierno a los hogares*, United Nations Development Program, [https://www.co.undp.org/content/colombia/es/home/library/human\\_development/covid-19--mercado-laboral-y-pobreza-monetaria--efecto-potencial-.html](https://www.co.undp.org/content/colombia/es/home/library/human_development/covid-19--mercado-laboral-y-pobreza-monetaria--efecto-potencial-.html) (consulté le 23 septembre 2021). [4]
- UNDP (2021), *Regional Human Development Report 2021 | Trapped: High Inequality and Low Growth in Latin America and the Caribbean*, United Nations Development Program, [https://www.latinamerica.undp.org/content/rblac/en/home/library/human\\_development/regional-human-development-report-2021.html](https://www.latinamerica.undp.org/content/rblac/en/home/library/human_development/regional-human-development-report-2021.html) (consulté le 26 octobre 2021). [59]
- UNEP (2019), *Emissions Gap Report 2019*, UNEP - UN Environment Programme, [https://www.unep.org/resources/emissions-gap-report-2019?\\_cf\\_chl\\_managed\\_tk=&pmd=G.QwTwSU\\_TtrVC\\_6IXNvViJyAinCVoQ\\_Z\\_d0VIKpwhY-1632227393-0-gqNtZGzNAXCjcnBszQdl](https://www.unep.org/resources/emissions-gap-report-2019?_cf_chl_managed_tk=&pmd=G.QwTwSU_TtrVC_6IXNvViJyAinCVoQ_Z_d0VIKpwhY-1632227393-0-gqNtZGzNAXCjcnBszQdl) (consulté le 21 septembre 2021). [119]
- UNODC (2018), *Comunidad, bosque y coca: un camino para la acción*, Oficina de las Naciones Unidas contra la Droga y el Delito, Bogotá, [https://danet.unodc.org.co/assets/giz\\_map/documentos/Bosque\\_y\\_Coca\\_un\\_camino\\_para\\_la\\_accion.pdf](https://danet.unodc.org.co/assets/giz_map/documentos/Bosque_y_Coca_un_camino_para_la_accion.pdf) (consulté le 21 septembre 2021). [122]
- Villadiego, C. et J. Hernández (2018), « Aproximación al análisis de la corrupción en la Rama Judicial colombiana », *Instituciones y Justicia*, Fedesarrollo, Bogotá, <https://www.repository.fedesarrollo.org.co/handle/11445/3547> (consulté le 10 septembre 2021). [108]

- Villar Gómez, L. et al. (2017), *Propuesta y estimación de los costos económicos de extender la apertura del sistema pensional Colombiano*, FEDESARROLLO, Bogotá. [153]
- WEF (2019), *Global Competitiveness Report 2019*, World Economic Forum, Geneva, <https://www.weforum.org/reports/how-to-end-a-decade-of-lost-productivity-growth> (consulté le 10 novembre 2021). [55]
- Winters, L., N. McCulloch et A. McKay (2004), « Trade Liberalization and Poverty: The Evidence So Far », *Journal of Economic Literature*, vol. 42/1, pp. 72-115, <https://doi.org/10.1257/002205104773558056>. [82]
- World Bank (2019), *Doing Business 2020: Comparing Business Regulation in 190 Economies*, The World Bank, <https://doi.org/10.1596/978-1-4648-1440-2>. [140]
- World Bank (2018), *Colombia Policy Notes (Vol.2)*, World Bank Group, Washington, DC, <https://documents.worldbank.org/curated/en/451371544569098125/Colombia-Policy-Notes> (consulté le 17 septembre 2021). [145]
- WTO (2018), *WTO Trade policy review - Colombia 2018*, World Trade Organisation, Geneva, [https://www.wto.org/english/tratop\\_e/tpr\\_e/tp472\\_e.htm](https://www.wto.org/english/tratop_e/tpr_e/tp472_e.htm) (consulté le 15 septembre 2021). [76]
- Zuleta, M., S. Ospina et C. Caro (2018), « Índice de riesgo de corrupción en el sistema de compra pública colombiano a partir de una metodología desarrollada por el Instituto Mexicano para la Competitividad », *Instituciones y Justicia*, Fedesarrollo, Bogotá, <https://www.repository.fedesarrollo.org.co/handle/11445/3872?locale-attribute=en> (consulté le 9 septembre 2021). [92]
- Zuleta, M., V. Saavedra et J. Medellín (2018), « Fortalecimiento del sistema de compra pública para reducir el riesgo de corrupción », *Instituciones y Justicia*, Fedesarrollo, Bogotá, <https://www.repository.fedesarrollo.org.co/handle/11445/3544> (consulté le 9 septembre 2021). [91]



**Études économiques de l'OCDE**

# **COLOMBIE (VERSION ABRÉGÉE)**

La Colombie a connu un redressement économique remarquable après la crise liée au COVID-19, et l'ampleur des mesures de soutien budgétaire et monétaire a permis d'éviter une plus forte contraction des revenus. La solidité des cadres d'action macroéconomique ouvre la voie à un redressement continu de la demande intérieure, même s'il faudra prendre des mesures supplémentaires pour assurer la viabilité des comptes budgétaires. Néanmoins, à plus longue échéance, la croissance comme l'inclusion sociale sont entravées par les carences des politiques structurelles, qui excluent de l'emploi formel et de la protection sociale plus de la moitié des personnes exerçant une activité rémunérée, tout en empêchant les entreprises de se développer et de gagner en productivité. Rompre ce cercle vicieux en adoptant des réformes ambitieuses permettrait à la Colombie de progresser considérablement en termes de bien-être matériel. Pour renforcer la croissance de la productivité, il faudra également rendre la réglementation plus transparente et plus propice au jeu de la concurrence, tout en s'engageant plus pleinement sur la voie de l'internationalisation, notamment en réduisant nettement les obstacles aux échanges. Les autorités pourraient renforcer davantage les institutions en protégeant plus efficacement les lanceurs d'alerte et en améliorant les règles de financement des campagnes politiques. Pour atteindre les objectifs ambitieux liés au climat qu'elle s'est fixés, la Colombie devra redoubler d'efforts afin de juguler la déforestation.

**CHAPITRES THÉMATIQUES : ÉTENDRE LA PROTECTION SOCIALE; RÉDUIRE L'INFORMALITÉ DU TRAVAIL; AUGMENTER LA PRODUCTIVITÉ**

**Volume 2022/6  
Février 2022**



PDF ISBN 978-92-64-85260-0

ISSN 0304-3363  
ABONNEMENT 2022  
(18 NUMÉROS)



9 789264 852600